



**Nations Unies**

# **Rapport du Conseil de sécurité**

**16 juin 2001-31 juillet 2002**

**Assemblée générale**  
**Documents officiels**  
**Cinquante-septième session**  
**Supplément N° 2 (A/57/2)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Cinquante-septième session  
Supplément N° 2 (A/57/2)

# **Rapport du Conseil de sécurité**

**16 juin 2001-31 juillet 2002**



Nations Unies • New York, 2002



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction .....		1
<b>Première partie</b>		
<b>Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</b>		
I. Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		11
II. Déclarations faites ou publiées par le Président du Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		14
III. Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002 .....		16
IV. Exposés mensuels sur les travaux du Conseil de sécurité établis par les anciens présidents du Conseil pour la période allant du 1er juillet 2001 au 31 juillet 2002 .....		21
V. Séances tenues par le Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		22
VI. Rapports annuels des comités des sanctions .....		41
VII. Réunions du Conseil de sécurité et de pays qui fournissent des contingents tenues entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002 .....		42
VIII. Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002 .....		44
IX. Séances tenues par les groupes de travail du Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002 .....		48
X. Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports .....		49
XI. Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs .....		50
XII. Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées pendant la période du 16 juillet 2001 au 31 juillet 2002 .....		51
XIII. Rapports du Secrétaire général publiés pendant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		53
XIV. Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité était saisi pendant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		57
XV. Notes du Président du Conseil de sécurité publiées pendant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 .....		58

---

## Deuxième partie

### Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

1. Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie. . . . .	59
A. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité . . . . .	59
B. La situation en Bosnie-Herzégovine . . . . .	61
C. La situation en Croatie . . . . .	64
D. La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. . . . .	65
E. Exposé de S. E. M. Nebojša Čovič, Vice-Premier Ministre de Serbie (République fédérale de Yougoslavie). . . . .	66
F. Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 . . . . .	67
2. La situation en Somalie. . . . .	69
3. Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés . . . . .	71
4. La situation entre l'Iraq et le Koweït . . . . .	72
5. La situation au Burundi . . . . .	82
6. La responsabilité du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales : le VIH/sida et les opérations internationales de maintien de la paix . . . . .	85
7. La situation en Sierra Leone . . . . .	86
8. La situation concernant le Sahara occidental. . . . .	89
9. La situation en République centrafricaine . . . . .	92
10. La situation concernant la République démocratique du Congo . . . . .	94
11. La situation au Timor oriental. . . . .	101
12. La situation en Afghanistan. . . . .	103
13. La situation en Géorgie . . . . .	108
14. Questions relatives à la situation au Moyen-Orient . . . . .	110
A. La situation au Moyen-Orient. . . . .	110
1. Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban. . . . .	110
2. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement. . . . .	114
B. La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine . . . . .	116
15. Armes légères. . . . .	135

16.	Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents . . . . .	136
A.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	136
B.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	137
C.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	138
D.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	139
E.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	140
F.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	141
G.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	143
H.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	144
I.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	145
J.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	146
K.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	147
L.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) . . . . .	148
17.	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes . . . . .	150
18.	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie . . . . .	165
19.	La situation en Angola. . . . .	167

20.	Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 26 avril 1996 . . . . .	170
21.	Prix Nobel de la paix . . . . .	171
22.	Questions générales relatives aux sanctions . . . . .	172
23.	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice . . . . .	173
24.	Les femmes et la paix et la sécurité . . . . .	174
25.	La situation au Libéria. . . . .	175
26.	Les enfants touchés par les conflits armés . . . . .	178
27.	Protection des civils touchés par les conflits armés . . . . .	179
28.	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 . . . . .	180
	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 . . . . .	180
29.	La situation à Chypre . . . . .	182
30.	Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général . . . . .	186
31.	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix. . . . .	188
32.	La situation en Afrique . . . . .	189
33.	Exposé de M. Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés . . . . .	192
34.	Aide alimentaire dans le cadre du règlement des conflits : Afghanistan et autres zones de conflit . . . . .	193
35.	La situation dans la région des Grands Lacs . . . . .	194
36.	La situation en Guinée-Bissau . . . . .	196
37.	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies . . . . .	198

### **Troisième partie**

#### **Autres questions examinées par le Conseil de sécurité**

1.	Recommandation concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. . . . .	199
2.	Questions relatives à la synthèse des travaux du Conseil de sécurité . . . . .	200
3.	Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité. . . . .	201
4.	Questions relatives à la Cour internationale de Justice. . . . .	203
5.	Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale . . . . .	204
	A. Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale . . . . .	204
	B. Présentation du rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. . . . .	204

6. Admission de nouveaux Membres . . . . .	207
<b>Quatrième partie</b>	
<b>Comité d'état-major</b>	
Travaux du Comité d'état-major . . . . .	209
<b>Cinquième partie</b>	
<b>Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée</b>	
1. Communications de l'Iraq . . . . .	211
2. Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991, émanant des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	211
3. Communication de Bahreïn . . . . .	212
4. Communications de la Fédération de Russie . . . . .	212
5. La situation concernant le Rwanda . . . . .	212
6. Communications concernant la situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq . . . . .	212
7. Communication de la Turquie . . . . .	213
8. Communication de la Suède . . . . .	213
9. Communication de la Chine . . . . .	213
10. Communications concernant les relations entre l'Iraq et l'Arabie saoudite . . . . .	213
11. Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe . . . . .	214
12. La question indo-pakistanaise . . . . .	214
13. Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive . . . . .	215
14. Communication concernant le Groupe des Huit . . . . .	215
15. Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique . . . . .	215
16. Communications concernant le Soudan . . . . .	216
17. Communications émanant de la République islamique d'Iran . . . . .	216
18. Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan . . . . .	217
19. Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa . . . . .	217
20. Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 . . . . .	217
21. Communications concernant le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale . . . . .	218
22. Pas de sortie sans stratégie . . . . .	218

23. Lettre datée du 31 mars 1998 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies .....	218
24. Communications concernant les relations entre l'Iraq et la Turquie .....	219
25. Communication émanant des Pays-Bas .....	219
26. Communication émanant des cinq membres permanents du Conseil de sécurité .....	219
27. Communications émanant du Groupe de Rio .....	219
28. Communications du Qatar .....	220
29. Communication de l'Afrique du Sud .....	220
30. Communication du Japon et de l'Afrique du Sud .....	220
31. Communications concernant les relations entre Israël et la République islamique d'Iran .....	220
32. Communication concernant le Tchad .....	220
33. Communications concernant la Corée .....	220
34. Communication du Népal .....	221
35. Communications concernant les relations entre le Honduras et El Salvador .....	221
36. Communication concernant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ..	221
37. Communication relative à l'application de l'accord conclu par l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée relativement à l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires .....	221
38. Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Soudan .....	221
39. Communication de l'Espagne concernant le Zimbabwe .....	222
40. Communication de la Roumanie .....	222
41. Communications de Cuba .....	222
42. La situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane .....	222
43. Communication de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan .....	222
44. Communication concernant l'Europe du Sud-Est .....	222

## **Sixième partie**

### **Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité**

1. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït .....	223
2. Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies .....	223
3. Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999) .....	226
4. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne .....	228

---

5. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie . . . . .	228
6. Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yugoslavie depuis 1991 . . . . .	229
7. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola . . . . .	240
8. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda . . . . .	241
9. Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 . . . . .	242
10. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone.	243
11. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) . . . . .	244
12. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria . . . . .	246
13. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste . . . . .	247

**Appendices**

I. Liste des membres du Conseil de sécurité en 2001 et 2002 . . . . .	249
II. Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité . . . . .	250
III. Présidents du Conseil de sécurité . . . . .	257
IV. Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002 . . . . .	259



---

## Introduction

L'année terminée le 31 juillet 2002 a été l'une des plus chargées dans l'histoire du Conseil de sécurité. Elle a été assombrie par les événements tragiques survenus le 11 septembre 2001, face auxquels le Conseil a réagi rapidement et unanimement. De ce fait, le Conseil a assumé de nouvelles responsabilités importantes avec l'adoption de la résolution 1373 (2001) et la création du Comité contre le terrorisme. Toujours à la suite du 11 septembre, les activités du Conseil concernant l'Afghanistan se sont intensifiées.

On n'a enregistré aucun ralentissement dans les autres travaux du Conseil. Le Moyen-Orient a été une importante priorité. S'il n'a pas réussi à se mettre d'accord sur plusieurs résolutions au début de la période considérée, à partir de mars 2002, le Conseil a adopté – dans la plupart des cas à l'unanimité – quatre résolutions au total sur cette question. De ce fait, et grâce à des réunions d'information plus régulières, le Conseil a pu se consacrer plus systématiquement et plus précisément aux questions du Moyen-Orient, même si la plupart de ses résolutions n'ont pas encore été intégralement mises en oeuvre.

Le Conseil a continué de s'occuper activement de l'Afrique. Il a mis particulièrement l'accent sur les pays et régions où des forces de maintien de la paix étaient présentes (Sierra Leone, République démocratique du Congo, Éthiopie/Érythrée) mais a également consacré beaucoup d'énergie à l'examen d'autres problèmes africains comme l'Angola, l'Union du fleuve Mano, le Burundi et la Somalie. Plusieurs présidents avaient accordé une attention particulière à l'Afrique au cours de leur mandat. La tenue d'élections en Sierra Leone en mai 2002, avec une assistance considérable de l'ONU, a marqué une étape importante dans le retour à une vie normale dans le pays.

Le Conseil a pris note avec fierté et satisfaction de l'indépendance du Timor oriental le 20 mai, qui représente un succès remarquable pour l'Organisation des Nations Unies et dans laquelle le Conseil avait pleinement joué le rôle qui lui revenait. Des progrès sensibles ont également été réalisés dans les Balkans même si les effets des troubles ethniques et de la criminalité organisée se font toujours vivement sentir. Le Conseil et l'Organisation des Nations Unies devront rester pleinement engagés dans cette région, en particulier au Kosovo.

Le Conseil a réalisé des progrès en Iraq, en approuvant un mécanisme « pétrole contre nourriture » révisé et en favorisant la reprise du dialogue sous la direction du Secrétaire général. Les opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient [Force intérimaire des Nations Unies au Moyen-Orient (FINUL), Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK), Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD)] ont poursuivi leur excellent travail. Après de longs débats sur la question du Sahara occidental, le Conseil a adopté la résolution 1429 (2002) dans laquelle il a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 31 janvier 2003. En adoptant cette résolution, le Conseil a invité le Secrétaire général et son Envoyé personnel, M. James A. Baker III, à poursuivre leurs efforts pour parvenir à un règlement politique de ce différend de longue date.

Le Conseil s'est réjoui que le prix Nobel de la paix ait été décerné au Secrétaire général et à l'Organisation des Nations Unies en 2001. Son président pour le mois de décembre, l'Ambassadeur du Mali, S. E. M. Moctar Ouane, était présent lors de la cérémonie qui a eu lieu à Oslo.

## Asie

### Afghanistan

Après la chute des Taliban au cours de l'automne 2001, le Conseil de sécurité a exprimé dans ses diverses résolutions son soutien vigoureux et sans réserve aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, en particulier par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi, pour former un nouveau gouvernement représentatif en Afghanistan. Ces efforts ont été couronnés par la signature de l'Accord de Bonn le 5 décembre 2001, qui prévoyait entre autres la prise de dispositions provisoires en vue de la mise en place le 22 décembre 2001 d'une Autorité intérimaire en Afghanistan.

Pour aider à assurer la sécurité de Kaboul et des alentours, le Conseil a autorisé le 20 décembre 2001 la création d'une Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée au cours des premiers mois par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et ensuite par la Turquie. Le Conseil a également approuvé la restructuration des opérations des Nations

Unies en Afghanistan dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Grâce à des exposés périodiques du Secrétariat de l'ONU, le Conseil a été tenu pleinement informé de l'évolution de la situation et demeure uni dans le soutien qu'il apporte aux activités de la MANUA visant à appuyer le processus mis en place dans l'Accord de Bonn. La *loya jirga* promulguée d'urgence en juin 2002 a élu M. Hamid Karzai Président de l'Afghanistan et créé une Administration transitoire en Afghanistan qui gouvernerait le pays jusqu'au rétablissement des institutions gouvernementales permanentes.

**Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1267 (1999)  
concernant l'Afghanistan**

Le Conseil de sécurité a continué de suivre l'application des sanctions imposées aux Taliban et leur non-respect des résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000). Toutefois, à la suite des événements du 11 septembre 2001 et de l'intervention militaire menée contre les Taliban et Al-Qaida, le Conseil a décidé de revoir sa politique à l'égard de l'Afghanistan.

Ainsi, il a levé les sanctions financières imposées à certaines entités gouvernementales afghanes et permis à l'Autorité intérimaire afghane d'obtenir les ressources financières dont elle avait grandement besoin. Avant la levée des sanctions contre les Taliban, Oussama ben Laden et le réseau Al-Qaida le 19 janvier 2002, le Conseil a réorienté son régime de sanctions directement vers l'organisation Al-Qaida, ce qu'il restait des Taliban et d'autres groupes qui leur étaient associés. En conséquence, le Conseil a adopté le 18 janvier 2002 la résolution 1390 (2002), exprimant ainsi sa volonté résolue de faire face à la menace que représentaient Al-Qaida et les Taliban pour la paix et la sécurité internationales. Cette résolution imposait un gel sur les avoirs de certains membres du réseau Al-Qaida, des Taliban et d'autres personnes et entités associées ainsi qu'une interdiction sur les voyages et un embargo général sur la vente d'armes à l'organisation Al-Qaida et aux Taliban. Le Conseil a également réorienté les activités d'un groupe de suivi qui existait déjà afin de lui confier la surveillance de la mise en oeuvre de ces mesures par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

**Timor oriental**

Jusqu'à l'expiration de son mandat le 20 mai 2002, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), placée sous la conduite du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, a continué d'assurer l'Administration transitoire du Timor oriental et d'aider ses dirigeants et son peuple à préparer l'indépendance, notamment en facilitant la tenue pacifique des élections à l'Assemblée constituante le 30 août 2001 et des élections présidentielles le 14 avril 2002. Reconnaissant que le nouvel État demeurerait fragile durant les premières phases de l'indépendance, le Conseil a, dans sa résolution 1411 (2002), créé la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO) le 17 mai 2002 pour aider le nouveau gouvernement à faire du Timor oriental un État indépendant et viable. Le Conseil est convenu que la MANUTO devrait être dotée d'une structure légère et d'un mandat précisément défini et qu'elle devrait réduire ses activités et transférer ses responsabilités au Gouvernement du Timor oriental sur une période de deux ans, selon un échéancier préalablement arrêté. Le Conseil a marqué l'indépendance du Timor oriental en tenant le 20 mai 2002 un débat public présidé par le Ministre singapourien des affaires étrangères. Le Conseil a ultérieurement recommandé à l'Assemblée générale l'admission du Timor oriental à l'Organisation des Nations Unies.

**Afrique**

**Angola**

Le Conseil de sécurité a continué de suivre de près les événements en Angola. Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, M. Ibrahim Gambari, a fait des exposés périodiques sur les activités qu'il menait pour mettre fin au conflit et améliorer la situation humanitaire. Le Secrétaire général aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Kenzo Oshima, a périodiquement informé le Conseil des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes donateurs pour surmonter la crise humanitaire en Angola. Le Vice-Ministre angolais des affaires extérieures, M. Georges Chikoti, a assisté à l'une de ces réunions d'information publiques et présenté les vues du Gouvernement angolais. L'Instance de surveillance, présidée par l'Ambassadeur

Juan Larrain, a continué de suivre l'application des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies à l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA). Montrant l'importance qu'il attachait à l'application et au respect des sanctions contre l'UNITA, le Conseil de sécurité a décidé à plusieurs reprises de proroger le mandat de l'Instance de surveillance en 2001 et 2002.

La mort de Jonas Savimbi en février 2002 a finalement offert une possibilité de règlement pacifique durable du conflit. Durant cette période d'activités intenses, le Conseiller spécial, M. Ibrahim Gambari, a continué de collaborer étroitement avec toutes les parties pour faciliter la réalisation des objectifs énoncés dans le Protocole de Lusaka. Avec l'adoption de la résolution 1412 (2002) le 17 mai, le Conseil a manifesté son soutien au processus de paix en suspendant les dispositions relatives aux restrictions sur les voyages imposées aux dirigeants de l'UNITA et aux membres de leur famille proche. Cette suspension portait sur une période de trois mois, à la suite de laquelle le Conseil déterminerait s'il convenait de reconduire ces mesures. Le Conseil a également décidé de revoir le mandat du Bureau des Nations Unies en Angola en vue de lui apporter l'assistance requise pour consolider le processus de paix.

### **Afrique de l'Ouest**

Au cours de l'année, des progrès encourageants ont été observés sur la voie de la paix et de la stabilité en Afrique de l'Ouest. Toutefois, la situation régionale demeure précaire : persistance des tensions en Guinée-Bissau, rébellion au Libéria et mauvaises relations entre le Libéria et ses voisins.

Conscient de la nécessité de continuer à consolider les acquis, le Conseil de sécurité a maintenu une force de 17 500 hommes pour la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) qui est actuellement la plus grande opération de maintien de la paix des Nations Unies. Le déploiement de ces hommes sur l'ensemble du territoire a permis de lever l'état d'urgence et de mener à bien le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion au début de 2002. Les élections tenues en mai 2002, dont le Conseil avait décidé qu'elles devaient recevoir l'appui de la MINUSIL, ont constitué un jalon important dans le renouveau de la Sierra Leone.

Du fait des sanctions imposées à l'encontre du Libéria en mars 2001, le Gouvernement de ce pays a été moins en mesure d'appuyer le Revolutionary United Front (RUF). Toutefois, le Conseil a décidé en mai 2002 que le Libéria n'avait pas pleinement appliqué les dispositions dans lesquelles le Conseil lui avait demandé de cesser de fournir un soutien quelconque au RUF et qu'il fallait continuer de faire pression sur ce gouvernement pour qu'il satisfasse entièrement à ces exigences. Le Conseil a donc reconduit les sanctions pour une nouvelle année et prévu qu'elles seraient réexaminées au bout de six mois. Il est également resté préoccupé par la lutte armée qui s'est intensifiée à l'intérieur du Libéria à la fin de 2001, créant un grand nombre de réfugiés et de déplacés.

Le Conseil a continué de mettre en relief l'importance de la dimension régionale dans ses travaux concernant l'Afrique de l'Ouest : il a accueilli avec satisfaction la tenue du Sommet de l'Union du fleuve Mano à Rabat en février 2002 et encouragé la poursuite de ce processus; il s'est félicité de la création par le Secrétaire général d'un nouveau Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et appuyé les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour assurer une plus grande cohésion à l'échelon sous-régional. L'Ambassadeur du Mexique, S. E. M. Aguilar Zinser, Président du Comité des sanctions concernant la Sierra Leone, s'est rendu dans les États membres de l'Union du fleuve Mano en juin/juillet 2002. Le Conseil a tenu le 18 juillet 2002 un atelier spécial sur la sous-région consacré aux enseignements à tirer de l'expérience de la Sierra Leone.

### **Région des Grands Lacs**

Le Conseil de sécurité a maintenu une pression constante et égale sur toutes les parties à l'Accord de Lusaka pour qu'elles s'acquittent des responsabilités qui leur incombent dans le cadre du processus de paix en République démocratique du Congo. Cette action a permis dans une certaine mesure de maintenir l'élan donné aux efforts de paix. Les progrès ont été lents en ce qui concerne les questions fondamentales – retrait des troupes étrangères, dialogue interne et désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion – et des violations du cessez-le-feu et des droits de l'homme ont été signalées dans l'est du pays.

Seuls de nouveaux progrès concrets pour éliminer les causes sous-jacentes du conflit permettront de réduire la méfiance qui règne entre les parties. Les diverses initiatives prises par le Conseil et d'autres parties pour favoriser les contacts directs entre les dirigeants des parties de Lusaka n'ont eu qu'un succès limité jusqu'à présent.

Lors de la mission qu'il a effectuée dans la région en mai 2002 sous la conduite de l'Ambassadeur de France, S. E. M. Levitte, le Conseil a demandé instamment que des progrès soient réalisés dans la mise en oeuvre de l'Accord de Lusaka et établi la nécessité de parvenir à un accord sur un gouvernement transitoire ouvert à la participation de tous en République démocratique du Congo, aspect essentiel de ce processus, et d'assurer le retrait définitif des troupes étrangères de ce pays. Les membres de la mission ont également fait part de la volonté résolue du Conseil de maintenir l'engagement des Nations Unies dans la région des Grands Lacs, notamment grâce au déploiement de la phase III de la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).

Dans le cas du Burundi, la difficulté pour le Conseil, l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale a consisté à appuyer la mise en oeuvre des dispositions transitoires d'Arusha tout en s'efforçant de régler le conflit qui persiste dans ce pays. Le Conseil a maintes fois insisté sur l'importance et l'urgence d'un cessez-le-feu. Jusqu'ici, les efforts entrepris pour amener les groupes rebelles armés à la table des négociations ont été vains et le risque de voir la violence se poursuivre demeure élevé. Le Conseil a également invité la communauté internationale à apporter une assistance économique et financière au Burundi.

### **Éthiopie/Érythrée**

L'annonce de la décision relative à la démarcation prise par la Commission du tracé de la frontière le 13 avril 2002 représentait la phase la plus importante du processus de paix à ce jour. Le Conseil de sécurité a manifesté sa ferme volonté de régler ce différend de longue date en envoyant dans la région en février 2002 une mission placée sous la conduite de l'Ambassadeur de Norvège, S. E. M. Kolby, pour examiner avec les parties l'application des Accords d'Alger peu avant la prise de la décision par la Commission du tracé de la frontière que les parties ont

ultérieurement acceptée comme décision définitive et obligatoire. Le Conseil a souligné qu'il importait que le processus de démarcation soit mené avec diligence et méthode et prié les parties de coopérer sans réserve et sans retard à cette fin avec la Commission du tracé de la frontière.

Les troupes de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) ont continué de surveiller la zone de sécurité temporaire entre les deux pays et le Conseil a prorogé le mandat de la Mission pour une nouvelle période de six mois à la fin de mars 2002. Les parties demeurent attachées au processus de paix et continuent de respecter la zone de sécurité temporaire. Toutefois, des questions non réglées continuent d'entraver les activités de la MINUEE et de son personnel dans l'exécution de son mandat.

### **Somalie**

Le Conseil a réaffirmé qu'une mission globale de consolidation de la paix après le conflit en Somalie devrait être déployée une fois que les conditions de sécurité le permettraient. En attendant, le Conseil a prié le Secrétaire général de mener des activités préparatoires sur le terrain en prévision d'une mission globale de consolidation de la paix, qui serait financée par un nouveau fonds d'affectation spéciale.

Le Conseil a continué d'examiner d'autres moyens de faire progresser le processus de paix dans ce pays en proie à la violence et déchiré par la guerre. À cette fin, il a appuyé les efforts intenses déployés par les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour promouvoir le processus de paix en Somalie. Lors du neuvième Sommet qu'il a tenu à Khartoum en janvier 2002, l'IGAD a décidé de tenir dans les deux mois, à Nairobi, une conférence de réconciliation nationale pour la Somalie placée sous ses auspices et ayant pour coordonnateur le Président Moi. Cette conférence tout à fait indispensable, à laquelle toutes les factions et entités somaliennes ont été invitées à participer sans conditions préalables, a néanmoins été reportée jusqu'en septembre 2002.

Le Conseil a décidé qu'il fallait prendre des mesures concrètes pour renforcer l'embargo sur la livraison d'armes à la Somalie. Le Conseil a adopté la résolution 1407 (2002) en mai et la résolution 1425 (2002) en juillet; dans cette dernière résolution, le Conseil a donné effet à l'embargo sur les armes et l'a

renforcé et constitué un groupe d'experts chargé de produire des informations indépendantes sur les violations de l'embargo et d'améliorer son application. Le Président du Comité des sanctions concernant la Somalie, l'Ambassadeur de Bulgarie, S. E. M. Tafrov, se rendra dans la région en octobre 2002 pour examiner de nouveaux moyens de renforcer l'embargo décrété par le Conseil dans sa résolution 733 (1992).

### **Guinée-Bissau/République centrafricaine**

Le Conseil a continué de suivre la situation politique qui était tendue à la fois en Guinée-Bissau et en République centrafricaine. Le Secrétaire général a désigné en février 2002 M. David Stephen son Représentant pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BAGNOBIS) qui a succédé à M. Samuel C. Nana-Sinkam. En République centrafricaine, en particulier, le Conseil est convenu que le calme et la stabilité doivent être rétablis et demandé que les initiatives régionales soient harmonisées. Le Conseil est en outre convenu qu'en Guinée-Bissau comme en République centrafricaine, le dialogue politique et la réconciliation nationale devraient être des priorités et décidé que son groupe de travail spécial pour l'Afrique examinerait de plus près la situation dans ces deux pays.

### **Soudan**

Le Conseil a levé les sanctions contre le Soudan [résolution 1372 (2001)] le 28 septembre 2001.

### **Groupe de travail spécial pour l'Afrique**

En janvier 2002, le Conseil a créé un groupe de travail spécial pour l'Afrique, présidé par l'Ambassadeur de Maurice, S. E. M. Koonjul. Ce groupe a commencé à examiner toute une série de questions : amélioration des relations avec l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine et les organisations sous-régionales; recours aux « groupes d'amis » par le Conseil pour traiter de questions propres à certains pays; et suivi des débats thématiques sur l'Afrique. Le groupe a également effectué des travaux préparatoires sur des problèmes intéressant l'Afrique avant que le Conseil n'en soit saisi, notamment l'atelier sur l'Union du fleuve Mano en juillet. Le Conseil a également procédé à un échange de vues sur les travaux du groupe avec des États non membres du Conseil lors d'un débat public

tenu le 22 mai. Le 31 juillet, à la suite d'un rapport oral du Président du groupe de travail spécial sur les activités du groupe au cours des six derniers mois, le Conseil a approuvé deux séries de recommandations relatives à la coopération avec l'Organisation de l'Unité africaine/Union africaine et à la création de groupes d'amis.

## **Moyen Orient**

### **Israël/Palestine**

Durant cette période, le Conseil a examiné la situation au Moyen-Orient, et notamment la question de Palestine, à intervalles de plus en plus rapprochés. Il a tenu plusieurs débats publics pour permettre à tous les autres États Membres d'exprimer leurs vues. Au début de 2002, les membres du Conseil sont convenus de leur faire désormais une fois par mois un exposé officieux sur la situation, le but étant de les tenir au courant des faits nouveaux survenus dans la région et d'assurer un échange de vues plus régulier, y compris avec le Secrétaire général également.

Le 12 mars, le Conseil a adopté la résolution 1397 (2002), dans laquelle pour la première fois, il s'affirme attaché à la vision d'une région dans laquelle deux États, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres. Cette résolution, comme les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) et l'Initiative arabe de paix du Prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite, adoptée en mars 2002 par le Sommet arabe, sont désormais très largement acceptées comme base d'une solution juste, durable et globale du conflit arabo-israélien. Toutefois, la mise en oeuvre de ces conceptions est restée semée de difficultés et a beaucoup pâti de la violence qui continuait de sévir sur le terrain.

Avec l'escalade de la violence observée au début de 2002, le Conseil a adopté trois résolutions [1402 (2002), 1403 (2002) et 1405 (2002)] et arrêté des déclarations du Président en avril et juillet 2002. Les principales exigences étaient qu'il y formulait un cessez-le-feu immédiat, le retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes, la cessation de tous les actes de violence, la coopération avec les envoyés spéciaux des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de l'ONU et de l'Union européenne (« le Quatuor ») et d'autres ainsi que la mise à exécution des plans Tenet et Mitchell. Dans sa

résolution 1405 (2002), le Conseil se déclarait préoccupé par la situation épouvantable dans laquelle se trouvait la population palestinienne, en particulier au camp de réfugiés de Djénine, à la suite des opérations des Forces de défense israéliennes. Il y accueillait favorablement l'initiative prise par le Secrétaire général d'engager une opération pour établir ce qui s'était effectivement passé dans le camp de réfugiés de Djénine. Le Secrétaire général a dû disperser son équipe d'établissement des faits moins de deux semaines après sa constitution devant les difficultés que son déploiement suscitait du côté israélien. Tout en le regrettant, les membres du Conseil ont continué à soutenir sans réserve les efforts du Secrétaire général à cet égard.

Le Conseil a renouvelé les mandats de la FINUL dans le sud du Liban et de la FNUOD dans le Golan pour six et sept mois, respectivement. L'opération dans le sud du Liban a été marquée par des violations de la Ligne bleue de la part des deux parties. Les membres du Conseil ont rappelé que la Ligne bleue n'était pas une frontière internationale et qu'elle avait été tracée à seule fin d'établir si Israël s'était retiré du sud du Liban et s'acquittait par conséquent des obligations qui lui incombent en vertu de la résolution 425 (1978). Le Conseil a aussi rappelé que le Secrétaire général avait conclu au retrait d'Israël, conformément aux dispositions de cette résolution. Il a demandé aux parties de respecter totalement la Ligne bleue, en les engageant à mettre un terme à toutes les violations de cette ligne. Il a aussi demandé aux parties de veiller à ce que la FINUL ait toute liberté de mouvement pour exécuter son mandat dans toute sa zone d'opérations, comme le Secrétaire général l'indiquait dans son rapport du 12 juillet 2002. Le Conseil a félicité le Gouvernement libanais des mesures qu'il avait prises pour assurer le rétablissement effectif de son autorité dans tout le sud du pays, notamment par le déploiement des forces armées libanaises, et lui a demandé de poursuivre ces mesures. Les membres du Conseil ont exigé que les parties respectent la sécurité du personnel de la FINUL.

## **Iraq**

En 2002, le dialogue du Secrétaire général avec l'Iraq a été renoué. Les membres du Conseil de sécurité ont approuvé ce processus, de même que le fait que le Secrétaire général avait demandé à l'Iraq de s'acquitter

enfin pleinement des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions du Conseil.

Dans l'intervalle, le Conseil s'est attaché à apporter des améliorations au régime des sanctions et au programme « pétrole contre nourriture ». Après avoir adopté, le 1er juin 2001, la résolution 1352 (2001), il a continué à examiner comment modifier ce programme en s'appuyant sur la liste d'articles sujets à examen. Le 28 novembre 2001, en particulier, par sa résolution 1382 (2001), le Conseil a décidé d'adopter la liste proposée et les procédures relatives à son application, sous réserve des précisions qui leur seraient apportées avec l'assentiment du Conseil, un commencement de mise en oeuvre étant fixé au 30 mai 2002, et il a réaffirmé son attachement à un règlement global sur la base des résolutions pertinentes et des éclaircissements nécessaires à l'application de la résolution 1284 (2001). Le Conseil a réaffirmé que, suivant la résolution 661 (1990) et les résolutions ultérieures sur la question, tous les États étaient tenus d'empêcher la vente ou la fourniture à l'Iraq de tous produits, y compris les armes ou tout autre matériel militaire, ainsi que la mise à sa disposition de fonds ou toutes autres ressources financières ou économiques, à l'exception de ceux qu'autorisaient les résolutions existantes.

Après en avoir longuement débattu, le Conseil a finalement approuvé le nouveau mécanisme de la liste des articles sujets à examen le 13 mai, date à laquelle il a adopté à l'unanimité la résolution 1409 (2002). L'adoption de ce nouveau mécanisme applicable au traitement des exportations civiles à destination de l'Iraq améliorera grandement la circulation de ces produits tout en maintenant les contrôles nécessaires sur les articles à double usage et autres produits relevant du domaine militaire. Le Conseil va examiner ce mécanisme, en y apportant les retouches qui seraient nécessaires, d'ici à novembre 2002.

L'Iraq ayant subi d'importantes pertes financières sur ses exportations de pétrole dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », il s'ensuit que celui-ci lui permettra d'acheter moins de produits et fournitures humanitaires.

En ce qui concerne les autres questions ayant trait à l'Iraq, les membres du Conseil ont été régulièrement informés des activités du Coordonnateur de haut niveau chargé par le Secrétaire général des ressortissants disparus du Koweït et de pays tiers, S. E.

M. Yuli Vorontsov. Ils sont restés unis pour soutenir celui-ci dans son action et exiger de l'Iraq qu'il s'acquitte de ses obligations de répondre de toutes les personnes et de tous les biens disparus et de les rendre à leur pays d'origine. Ils ont suivi attentivement et approuvé les entretiens du Secrétaire général avec le Gouvernement iraquien et ont noté l'évolution de la situation au sujet de la restitution au Koweït de ses archives nationales.

## Europe

### Kosovo, République fédérale de Yougoslavie

Tout au long de la période considérée, le Kosovo a fait régulièrement l'objet d'échanges de vues. Le Conseil s'est félicité de la signature, le 5 novembre 2001, du document commun Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo – République fédérale de Yougoslavie, du déroulement pacifique des élections générales tenues au Kosovo le 17 novembre 2001, des diverses dispositions prises en vue de la formation des organes des institutions provisoires du Gouvernement autonome et de la nomination de M. Michael Steiner comme Représentant spécial du Secrétaire général pour succéder à Hans Haekkerup. Dans l'ensemble, l'attitude généralement discrète et pragmatique prise par le Conseil était le signe encourageant d'une sécurité et d'une stabilité plus grandes sur le terrain ainsi que de progrès sur le plan politique.

### République fédérale de Yougoslavie

Le 10 septembre 2001, le Conseil a adopté la résolution 1367 (2001) levant l'embargo sur les armes imposé à ce pays.

### Bosnie-Herzégovine

Dans son rapport de novembre 2001, le Secrétaire général indiquait au Conseil qu'à son avis la succession de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) devait incomber aux organisations régionales, et non à l'ONU. Il est maintenant généralement entendu que le mandat de la MINUBH ne sera pas renouvelé au-delà du 31 décembre 2002. Si la chose est confirmée, ce sera un exemple de bonne stratégie de désengagement d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Le 28 février 2002, le Conseil de mise en oeuvre de la paix a accepté

l'offre faite par l'Union européenne d'organiser une mission de police de l'Union européenne à compter du 1er janvier 2003, après la fin du mandat du Groupe international de police. Le 5 mars 2002, le Conseil, par sa résolution 1396 (2002), accueillait avec satisfaction la décision du Conseil de mise en oeuvre de la paix d'accepter l'offre de l'Union européenne, ainsi que la nomination de Lord Ashdown comme Haut représentant pour succéder à M. Wolfgang Petritsch. Le 12 juillet 2002, en raison des retards liés à l'intense débat suscité par la Cour pénale internationale, le mandat de la MINUBH a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2002.

### Prevlaka

Le 15 janvier 2002, le Conseil a prorogé le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) pour une nouvelle période de six mois, compte tenu des messages différents reçus de la Croatie, qui avait demandé qu'il y soit mis fin, et de la République fédérale de Yougoslavie, qui avait fait savoir qu'à son sens la MINUP devait rester en place jusqu'à ce que les parties parviennent à un règlement négocié. Il a finalement été convenu le 12 juillet 2002, avec l'assentiment des parties, que le mandat de la Mission serait renouvelé jusqu'au 15 octobre 2002.

### Chypre

Après une période décourageante, le second semestre de la période considérée a été marqué par quelques progrès dans la voie d'une solution du problème déjà ancien de Chypre. En septembre 2001, les membres du Conseil se sont déclarés déçus lorsque la partie turque a décliné l'invitation du Secrétaire général de reprendre la recherche d'un règlement. Le 4 décembre 2001, les deux dirigeants se rencontraient en tête à tête et convenaient d'engager des pourparlers directs à Chypre, comme le Secrétaire général les y avaient invités dans l'exercice de sa mission de bons offices, conduite en application de la résolution 1250 (1999). Au premier semestre de 2002, les membres du Conseil ont été régulièrement tenus informés par le Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, M. Alvaro de Soto, et ont à chaque occasion indiqué qu'ils appuyaient résolument le processus de négociation ainsi que les efforts du Secrétaire général et de son Conseiller spécial. Une fois passée la date limite du 30 juin, que les parties s'étaient elles-mêmes assignée, ils se sont déclarés préoccupés par la lenteur

des progrès et ont instamment demandé aux deux parties, et en particulier à la partie turque, d'intensifier leurs efforts.

Le Conseil a également prorogé le mandat de la Force de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) à deux reprises durant la période examinée, pour une nouvelle période de six mois dans chaque cas.

### **Abkhazie, Géorgie**

Durant cette période, la situation est généralement restée calme dans la zone du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie, en grande partie grâce à la présence de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et de la Force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI).

Quelques progrès ont été réalisés sur la question fondamentale du futur statut politique de l'Abkhazie au sein de l'État géorgien, par suite des efforts persévérants du Secrétaire général et de son Représentant spécial, aidés en cela par la Fédération de Russie, en sa qualité de facilitateur, ainsi que par le Groupe des amis du Secrétaire général et par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). La mise au point définitive du document intitulé « Principes fondamentaux de la répartition des compétences entre Tbilissi et Soukhoumi » et de sa lettre d'envoi, qui ont reçu le plein appui de tous les membres du Groupe des amis du Secrétaire général, représentait un pas en avant bienvenu. Toutefois, la partie abkhaze a constamment refusé d'accepter ce document, en alléguant que le statut de l'Abkhazie avait déjà été déterminé.

La présence des troupes géorgiennes dans la haute vallée de la Kodori, en violation de l'Accord de cessez-le-feu de Moscou, aura été une grande source d'inquiétude. La partie géorgienne a été à maintes reprises invitée à s'acquitter de son obligation, dans le cadre des protocoles applicables, de retirer ses troupes de la vallée et de créer les conditions d'une vérification indépendante de son retrait par des patrouilles régulières de la MONUG et de la Force de maintien de la paix de la CEI.

### **Questions générales**

### **Lutte contre le terrorisme**

Le lendemain même des attentats survenus le 11 septembre 2001 à New York et Washington, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1368 (2001) condamnant ces attaques. Le 28 septembre, il adoptait la résolution 1373 (2001), mettant ainsi en route une opération d'une intensité sans précédent pour combattre ce qui mettait gravement en péril la paix et la sécurité mondiales. Cette résolution imposait à tous les États des obligations contraignantes pour prévenir et réprimer le terrorisme. Elle établissait un comité, dit Comité contre le terrorisme, chargé de suivre son application, et exigeait de tous les États Membres qu'ils fassent rapport à ce comité.

Sous la présidence de M. Greenstock, représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Comité contre le terrorisme s'est mis au travail rapidement et s'y est engagé à fond. Il a arrêté à l'intention des États les modalités d'établissement de leurs rapports sur les dispositions prises pour appliquer la résolution. Il a établi un répertoire des points de contact au sein des missions permanentes et dans les capitales pour faciliter la coopération dans les domaines visés par la résolution 1373 (2001). À partir du 27 décembre 2001, il a commencé à examiner les rapports qui lui avaient été présentés, en nouant avec chaque État Membre un dialogue sur les moyens d'accroître sa capacité d'action face au terrorisme. Par l'intermédiaire du Comité, le Conseil de sécurité s'est, pour la première fois, engagé dans une coopération poussée avec tous les États Membres pour donner suite à la résolution, notamment en aidant ceux qui souhaitaient une assistance technique et une aide financière.

Le Comité a, d'autre part, pris soin de procéder selon une démarche transparente et ouverte. Durant la période considérée, son président a, à plusieurs reprises, informé l'ensemble des membres de l'Organisation des activités du Comité. Celui-ci a en outre noué des contacts avec d'autres entités du système des Nations Unies, ainsi qu'avec les autres organisations, internationales et régionales, engagées dans la lutte contre le terrorisme.

### **Maintien de la paix**

Le 14 janvier 2002, le Conseil s'est mis d'accord sur un nouveau mécanisme destiné à améliorer encore sa coopération avec les pays fournisseurs de

contingents. Ce nouveau mécanisme consiste en réunions conjointes du Groupe de travail du Conseil de sécurité chargé des opérations de maintien de la paix et les pays fournisseurs de contingents intéressés. Il vient compléter la formule des séances publiques ou privées prévues par la résolution 1353 (2001), qui représentait un grand pas en avant dans les relations du Conseil avec les pays fournisseurs de contingents et qui, aux yeux de beaucoup des membres du Conseil et de ces pays, n'a pas encore été exploitée à fond.

À la fin de juin et au début de juillet 2002, le Conseil a été obligé de suspendre l'examen du renouvellement du mandat de la MINUBH en raison des graves divergences de vues suscitées par l'entrée en vigueur le 1er juillet du Statut de la Cour pénale internationale. La semaine du 8 juillet a été marquée par toute une série d'échanges intenses, tant dans le cadre de consultations informelles qu'à l'occasion du débat public tenu le 10 juillet. Ces discussions ont atteint leur point culminant avec l'adoption à l'unanimité de la résolution 1422 (2002), par laquelle le Conseil demandait que, s'il survenait une affaire concernant certains contingents de maintien de la paix, son examen soit différé pendant une période de 12 mois. Les mandats de maintien de la paix venant à expiration en juillet ont par la suite été renouvelés cas par cas.

En août 2001, le Conseil avait adopté la résolution 1366 (2001) sur la prévention des conflits et en mars 2002, il a adopté un aide-mémoire sur la protection des civils en période de conflit armé.

### **Sanctions**

Durant la période en question, le Groupe de travail chargé des sanctions a poursuivi ses travaux, M. Belinga-Eboutou (Cameroun) en prenant la présidence en janvier 2002.

### **Méthodes de travail**

Le Conseil a continué de revoir ses méthodes de travail en s'attachant tout particulièrement à accroître la transparence. Il y a eu bien davantage de séances publiques, et beaucoup des présidents qui se sont succédé chaque mois ont tenu officieusement les États non membres au courant des travaux du Conseil. Celui-ci a aussi décidé de remanier la configuration de son rapport annuel afin qu'il soit davantage d'actualité et plus riche en information pour les membres de l'Assemblée générale.

En juin, août, novembre et décembre 2001, le Conseil a périodiquement tenu des débats de synthèse, purement internes dans un premier temps, mais auxquels, par la suite, en février, mai et juin 2002, des États non membres du Conseil ont pris part. Ces séances ont été pour le Conseil l'occasion de réfléchir sur ses travaux et d'examiner comment les améliorer, tant sur le fond que dans leurs aspects procéduraux. Dans le souci de promouvoir une plus grande transparence, le Conseil a aussi diffusé une note de son président mettant en distribution un rapport établi par le Secrétariat sur les nouveautés introduites dans les procédures du Conseil en 2001.

### **Questions thématiques**

Le Conseil a continué d'examiner les questions thématiques lorsque les circonstances s'y prêtaient. Ces questions ont d'ailleurs été intégrées à ses travaux ordinaires. La protection des civils et le rôle des femmes et des enfants en période de conflit armé sont de celles auxquelles il s'est efforcé de prêter davantage attention.



---

# **Première partie**

## **Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

### **I**

#### **Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002**

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
1356 (2001)	19 juin 2001	La situation en Somalie
1357 (2001)	21 juin 2001	La situation en Bosnie-Herzégovine
1358 (2001)	27 juin 2001	Recommandation concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
1359 (2001)	29 juin 2001	La situation concernant le Sahara occidental
1360 (2001)	3 juillet 2001	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1361 (2001)	5 juillet 2001	Date d'une élection pour pourvoir un siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice
1362 (2001)	11 juillet 2001	La situation en Croatie
1363 (2001)	30 juillet 2001	La situation en Afghanistan
1364 (2001)	31 juillet 2001	La situation en Géorgie
1365 (2001)	31 juillet 2001	La situation au Moyen-Orient
1366 (2001)	30 août 2001	Le rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés
1367 (2001)	10 septembre 2001	Résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité en date du 31 mars 1998
1368 (2001)	12 septembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1369 (2001)	14 septembre 2001	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1370 (2001)	18 septembre 2001	La situation en Sierra Leone
1371 (2001)	26 septembre 2001	La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine
1372 (2001)	28 septembre 2001	Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité en date du 26 avril 1996
1373 (2001)	28 septembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1374 (2001)	19 octobre 2001	La situation en Angola
1375 (2001)	29 octobre 2001	La situation au Burundi

1376 (2001)	9 novembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
1377 (2001)	12 novembre 2001	Les menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1378 (2001)	14 novembre 2001	La situation en Afghanistan
1379 (2001)	20 novembre 2001	Les enfants et les conflits armés
1380 (2001)	27 novembre 2001	La situation concernant le Sahara occidental
1381 (2001)	27 novembre 2001	La situation au Moyen-Orient
1382 (2001)	29 novembre 2001	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1383 (2001)	6 décembre 2001	La situation en Afghanistan
1384 (2001)	14 décembre 2001	La situation à Chypre
1385 (2001)	19 décembre 2001	La situation en Sierra Leone
1386 (2001)	20 décembre 2001	La situation en Afghanistan
1387 (2002)	15 janvier 2002	La situation en Croatie
1388 (2002)	15 janvier 2002	La situation en Afghanistan
1389 (2002)	16 janvier 2002	La situation en Sierra Leone
1390 (2002)	16 janvier 2002	La situation en Afghanistan
1391 (2002)	28 janvier 2002	La situation au Moyen-Orient
1392 (2002)	31 janvier 2002	La situation au Timor oriental
1393 (2002)	31 janvier 2002	La situation en Géorgie
1394 (2002)	27 février 2002	La situation concernant le Sahara occidental
1395 (2002)	27 février 2002	La situation au Libéria
1396 (2002)	5 mars 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
1397 (2002)	12 mars 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
1398 (2002)	15 mars 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1399 (2002)	19 mars 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
1400 (2002)	28 mars 2002	La situation en Sierra Leone
1401 (2002)	28 mars 2002	La situation en Afghanistan
1402 (2002)	30 mars 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
1403 (2002)	4 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
1404 (2002)	18 avril 2002	La situation en Angola
1405 (2002)	19 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
1406 (2002)	30 avril 2002	La situation concernant le Sahara occidental

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

1407 (2002)	3 mai 2002	La situation en Somalie
1408 (2002)	6 mai 2002	La situation au Libéria
1409 (2002)	14 mai 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1410 (2002)	17 mai 2002	La situation au Timor oriental
1411 (2002)	17 mai 2002	Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991  Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
1412 (2002)	17 mai 2002	La situation en Angola
1413 (2002)	23 mai 2002	La situation en Afghanistan
1414 (2002)	23 mai 2002	Admission de nouveaux Membres
1415 (2002)	30 mai 2002	La situation au Moyen-Orient
1416 (2002)	13 juin 2002	La situation à Chypre
1417 (2002)	14 juin 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
1418 (2002)	21 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
1419 (2002)	26 juin 2002	La situation en Afghanistan
1420 (2002)	30 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
1421 (2002)	3 juillet 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
1422 (2002)	12 juillet 2002	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
1423 (2002)	12 juillet 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
1424 (2002)	12 juillet 2002	La situation en Croatie
1425 (2002)	22 juillet 2002	La situation en Somalie
1426 (2002)	24 juillet 2002	Admission de nouveaux Membres
1427 (2002)	29 juillet 2002	La situation en Géorgie
1428 (2002)	30 juillet 2002	La situation au Moyen-Orient
1429 (2002)	30 juillet 2002	La situation concernant le Sahara occidental

## II Déclarations faites ou publiées par le Président du Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2001/16	28 juin 2001	La responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales : VIH/sida et opérations internationales de maintien de la paix
S/PRST/2001/17	29 juin 2001	La situation au Burundi
S/PRST/2001/18	17 juillet 2001	La situation en République centrafricaine
S/PRST/2001/19	24 juillet 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2001/20	13 août 2001	La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/PRST/2001/21	31 août 2001	Armes légères
S/PRST/2001/22	5 septembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2001/23	10 septembre 2001	La situation au Timor oriental
S/PRST/2001/24	20 septembre 2001	La situation en Angola
S/PRST/2001/25	26 septembre 2001	La situation en République centrafricaine
S/PRST/2001/26	26 septembre 2001	La situation au Burundi
S/PRST/2001/27	5 octobre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2001/28	12 octobre 2001	Prix Nobel de la paix
S/PRST/2001/29	24 octobre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2001/30	31 octobre 2001	La situation en Somalie
S/PRST/2001/31	31 octobre 2001	Les femmes et la paix et la sécurité
S/PRST/2001/32	31 octobre 2001	La situation au Timor oriental
S/PRST/2001/33	8 novembre 2001	La situation au Burundi
S/PRST/2001/34	9 novembre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2001/35	15 novembre 2001	La situation au Burundi
S/PRST/2001/36	15 novembre 2001	La situation en Angola
S/PRST/2001/37	27 novembre 2001	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2001/38	19 décembre 2001	Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/434)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2001/39	19 décembre 2001	La situation concernant la République du Congo
S/PRST/2002/1	16 janvier 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2002/2	31 janvier 2002	La situation en Afrique
S/PRST/2002/3	7 février 2002	La situation au Burundi
S/PRST/2002/4	13 février 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2002/5	25 février 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/6	15 mars 2002	Protection des civils dans les conflits armés
S/PRST/2002/7	28 mars 2002	La situation en Angola
S/PRST/2002/8	28 mars 2002	La situation en Somalie
S/PRST/2002/9	10 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
S/PRST/2002/10	15 avril 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
S/PRST/2002/11	24 avril 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2002/12	7 mai 2002	Les enfants et les conflits armés
S/PRST/2002/13	20 mai 2002	La situation au Timor oriental
S/PRST/2002/14	22 mai 2002	La situation en Sierra Leone
S/PRST/2002/15	23 mai 2002	Admission de nouveaux Membres
S/PRST/2002/16	24 mai 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2002/17	24 mai 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/18	30 mai 2002	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2002/19	5 juin 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/20	18 juillet 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
S/PRST/2002/21	23 juillet 2002	Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
S/PRST/2002/22	23 juillet 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/23	24 juillet 2002	Admission de nouveaux Membres

### III

## Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4337	27 juin 2001	Recommandation concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
S/PV.4338	27 juin 2001	La situation au Burundi
S/PV.4358	23 août 2001	La situation au Timor oriental
S/PV.4364	5 septembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo Exposé de M. Ketumile Masire, Facilitateur du dialogue intercongolais
S/PV.4369	10 septembre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4371	13 septembre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4373	17 septembre 2001	Exposé de S. E. M. Nebojša Čović, Vice-Premier Ministre de Serbie, République fédérale de Yougoslavie
S/PV.4376	20 septembre 2001	La situation en Angola Exposé de S. E. M. Fernando da Piedade Dias dos Santos, Ministre de l'intérieur de l'Angola
S/PV.4378	20 septembre 2001	La situation au Burundi
S/PV.4386	2 octobre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4391	18 et 22 octobre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4397	25 octobre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4398	29 octobre 2001	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4400	30 octobre 2001	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2001/1008)
S/PV.4407	8 novembre 2001	La situation au Burundi
S/PV.4411	9 novembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PV.4416	15 novembre 2001	La situation au Burundi
S/PV.4420	16 novembre 2001	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PV.4421	16 novembre 2001	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PV.4425	21 novembre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4426	21 novembre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4435	7 décembre 2001	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4446	10 janvier 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4447	14 janvier 2002	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix Lettre datée du 31 décembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix (S/2001/1335)
S/PV.4455	21 janvier 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4456	23 janvier 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4457	24 janvier 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application des dispositions de la résolution de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4459	29 janvier 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PV.4468	5 février 2002	La situation au Burundi
S/PV.4475	25 février 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PV.4477	25 février 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV/4482	28 février 2002	Synthèse des travaux du Conseil de sécurité durant le mois
S/PV.4483	4 mars 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4486	11 mars 2002	La situation en Somalie
S/PV.4491	14 mars 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4496	20 mars 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4504	2 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PV.4505	2 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PV.4508	8 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PV.4509	8 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PV.4520	24 avril 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4527	6 mai 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4529	13 mai 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4530	13 mai 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PV.4545	24 mai 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4547	31 mai 2002	Synthèse des travaux du Conseil de sécurité durant le mois
S/PV.4549	5 juin 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4550	11 juin 2002	Séance du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4553	13 juin 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4556	20 juin 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PV.4562	28 juin 2002	Synthèse des travaux du Conseil de sécurité durant le mois
S/PV.4565	3 juillet 2002	La situation en Somalie  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2002/709)
S/PV.4567	8 juillet 2002	La situation en Guinée-Bissau  Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2002/662)
S/PV.4569	10 juillet 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4570	11 juillet 2002	La situation en Sierra Leone  Quatorzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2002/679)
S/PV.4571	11 juillet 2002	La situation en République centrafricaine  Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2002/671)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4576	17 juillet 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4581	23 juillet 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
S/PV.4586	24 juillet 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4587	24 juillet 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4590	29 juillet 2002	La situation en Géorgie  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2002/742)

#### **IV**

### **Exposés mensuels sur les travaux du Conseil de sécurité établis par les anciens présidents du Conseil pour la période allant du 1er juillet 2001 au 31 juillet 2002**

<i>Cote</i>	<i>Mois</i>	<i>Pays</i>
S/2002/493	Juillet 2001	Chine
S/2002/166	Août 2001	Colombie
S/2001/976	Septembre 2001	France
S/2001/1298	Octobre 2001	Irlande
S/2002/160	Novembre 2001	Jamaïque
S/2002/158	Décembre 2001	Mali
S/2002/187	Janvier 2002	Maurice
S/2002/753	Février 2002	Mexique
S/2002/663	Mars 2002	Norvège
S/2002/704	Avril 2002	Fédération de Russie
S/2002/685	Mai 2002	Singapour
S/2002/843	Juin 2002	République arabe syrienne
S/2002/937	Juillet 2002	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

## V Séances tenues par le Conseil de sécurité au cours de la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4331	19 juin 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité  Présentation du rapport de la mission du Conseil de sécurité au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie)
4332	19 juin 2001	La situation en Somalie
4333	21 juin 2001	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2001/571)
4334	21 juin 2001	Rôle du Conseil de sécurité en matière de prévention des conflits armés  Rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés (S/2001/574)
4335	22 juin 2001	Résolution 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2001/565)  Rapport de la mission du Conseil de la sécurité sur l'application de la résolution 1244 (1999) du Conseil (S/2001/600)
4336	26 et 28 juin 2001	La situation entre l'Iraq et le Koweït  Lettre datée du 15 juin 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/597)
4337	27 juin 2001	Recommandation pour la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
4338	27 juin 2001	La situation au Burundi
4339	28 juin 2001	La responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombant au Conseil de sécurité : le VIH/sida et les opérations internationales de maintien de la paix
4340	28 juin 2001	La situation en Sierra Leone  Dixième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2001/627)
4341	29 juin 2001	La situation au Burundi

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4342	29 juin 2001	La situation concernant le Sahara occidental  Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2001/613)
4343	29 juin 2001	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois de juin 2001
4344	3 juillet 2001	La situation entre l'Iraq et le Koweït  Rapport présenté par le Secrétaire général conformément au paragraphe 5 de la résolution 1330 (2000) (S/2001/505)
4345	5 juillet 2001	Date d'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice (S/2001/615)
4346	11 juillet 2001	La situation en Croatie  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/2001/661)
4347	17 juillet 2001	La situation en République centrafricaine  Troisième rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (S/2001/660)
4348	24 juillet 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Exposé de M. Kamel Morjane, Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo et chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4349	24 juillet 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4350	26 juillet 2001	Résolutions 1160 (1198), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4351	30 juillet 2001	La situation au Timor oriental  Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2001/719)
4352	30 juillet 2001	La situation en Afghanistan  Lettre datée du 21 mai 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/511)
4353	31 juillet 2001	La situation en Géorgie  Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2001/713)
4354	31 juillet 2001	La situation au Moyen-Orient

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
		Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2001/714)
4355	2 août 2001	Armes légères  Lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/732)
4356	13 août 2001	La situation en ex-République yougoslave de Macédoine
4357	20 et 21 août 2001	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettre datée du 15 août 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Mali et du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/797)
4358	23 août 2001	La situation au Timor oriental
4359	28 août 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1944 (1999) du Conseil de sécurité
4360	30 août 2001	Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés  Rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés (S/2001/574)
4361	30 août 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4362	31 août 2001	Armes légères  Lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/732)
4363	31 août 2001	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois  Lettre datée du 27 août 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/822)
4364	5 septembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Exposé de Sir Ketumile Masire, Facilitateur du dialogue intercongolais
4365	5 septembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4366	10 septembre 2001	Résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 31 mars 1998
4367	10 septembre 2001	La situation au Timor oriental
4368	10 septembre 2001	La situation au Timor oriental

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4369	10 septembre 2001	Réunion du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4370	12 septembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par des actes terroristes
4371	13 septembre 2001	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4372	14 septembre 2001	La situation en Érythrée et en Éthiopie Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2001/843)
4373	17 septembre 2001	Exposé de S. E. M. Nebojša Čović, Vice-Premier Ministre de Serbie (République fédérale de Yougoslavie)
4374	18 septembre 2001	La situation en Sierra Leone Onzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2001/857 et Add.1)
4375	18 septembre 2001	Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
4376	20 septembre 2001	La situation en Angola Exposé de S. E. M. Fernando da Piedade Dias dos Santos, Ministre de l'intérieur de l'Angola
4377	20 septembre 2001	La situation en Angola
4378	20 septembre 2001	La situation au Burundi
4379	21 septembre 2001	La situation en Bosnie-Herzégovine Lettre datée du 14 septembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/868)
4380	21 septembre 2001	La situation en République centrafricaine Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine en réponse à la déclaration présidentielle (S/2001/886)
4381	26 septembre 2001	La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine
4382	26 septembre 2001	La situation en République centrafricaine Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine en réponse à la déclaration présidentielle (S/2001/886)
4383	26 septembre 2001	La situation au Burundi
4384	28 septembre 2001	Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 26 avril 1996
4385	28 septembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4386	2 octobre 2001	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4387	5 octobre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2001/926 et Add.1)
4388	5 octobre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2001/926 et Add.1)
4389	12 octobre 2001	Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice (S/2001/881, S/2001/882/Add.1 et S/2001/883/Corr.2)
4390	12 octobre 2001	Prix Nobel de la paix
4391	18 et 22 octobre 2001	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en vertu des dispositions de la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4392	19 octobre 2001	La situation en Somalie  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2001/963)
4393	19 octobre 2001	La situation en Angola  Lettre datée du 12 octobre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola (S/2001/966)
4394	22 et 25 octobre 2001	Questions générales relatives aux sanctions
4395	24 octobre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Neuvième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2001/970)
4396	24 octobre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Neuvième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2001/970)
4397	25 octobre 2001	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, en vertu des dispositions de la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4398	29 octobre 2001	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4399	29 octobre 2001	La situation au Burundi
4400	30 octobre 2001	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2001/1008)
4401	31 octobre 2001	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2001/963)
4402	31 octobre 2001	Les femmes et la paix et la sécurité
4403	31 octobre 2001	La situation au Timor oriental Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2001/983 et Corr.1)
4404	31 octobre 2001	La situation au Timor oriental Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2001/983 et Corr.1)
4405	5 novembre 2001	La situation au Libéria Lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria (S/2001/1015)
4406	8 novembre 2001	La situation au Burundi
4407	8 novembre 2001	La situation au Burundi
4408	8 novembre 2001	La situation au Burundi
4409	9 novembre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4410	9 novembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4411	9 novembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4412	9 novembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo
4413	12 novembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4414	13 novembre 2001	La situation en Afghanistan
4415	14 novembre 2001	La situation en Afghanistan
4416	15 novembre 2001	La situation au Burundi
4417	15 novembre 2001	La situation au Burundi
4418	15 novembre 2001	La situation en Angola

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4419	15 novembre 2001	La situation en Angola
4420	16 novembre 2001	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
4421	16 novembre 2001	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
4422	20 novembre 2001	Les enfants et les conflits armés  Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2001/852)
4423	20 novembre 2001	Les enfants et les conflits armés  Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2001/852)
4424	21 novembre 2001	Protection des civils dans les conflits armés
4425	21 novembre 2001	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4426	21 novembre 2001	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4427	27 novembre 2001	La situation concernant le Sahara occidental  Lettre datée du 12 novembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/1067)
4428	27 novembre 2001	La situation au Moyen-Orient  Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/2001/1079)
4429	27 novembre 2001	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991  Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
4430	27 novembre 2001	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4431	29 novembre 2001	La situation entre l'Iraq et le Koweït  Rapport présenté par le Secrétaire général conformément au paragraphe 5 de la résolution 1360 (2001) (S/2001/1089)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4432	30 novembre 2001	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois  Lettre datée du 7 novembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/1055)
4433	5 décembre 2001	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2001/1132 et Corr.1)
4434	6 décembre 2001	La situation en Afghanistan  Lettre datée du 5 décembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/1154)
4435	7 décembre 2001	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4436	14 décembre 2001	La situation à Chypre  Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2001/1122)
4437	14 décembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Lettre datée du 10 novembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/1072)
4438	14 décembre 2001	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettre datée du 13 décembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/1191)
4439	18 décembre 2001	Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/434)
4440	19 décembre 2001	Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/434)
4441	19 décembre 2001	La situation concernant la République démocratique du Congo  Lettre datée du 10 novembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/1072)
4442	19 décembre 2001	La situation en Sierra Leone
4443	20 décembre 2001	La situation en Afghanistan
4444	21 décembre 2001	La situation en Angola
4445	21 décembre 2001	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4446	10 janvier 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4447	14 janvier 2002	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix  Lettre datée du 31 décembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix (S/2001/1335)
4448	15 janvier 2002	La situation en Croatie  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/2002/1)
4449	15 janvier 2002	La situation en Afghanistan
4450	16 janvier 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie  Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2001/1194)
4451	16 janvier 2002	La situation en Sierra Leone  Douzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2001/1195 et Add.1)
4452	16 janvier 2002	La situation en Afghanistan
4453	18 janvier 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4454	21 janvier 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4455	21 janvier 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4456	23 janvier 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4457	24 janvier 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4458	28 janvier 2002	La situation au Moyen-Orient  Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2002/55)
4459	29 janvier 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4460	29 et 30 janvier 2002	La situation en Afrique  Lettre datée du 10 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/46)
4461	30 janvier 2002	La situation en Afghanistan
4462	30 janvier 2002	La situation au Timor oriental  Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/80 et Corr.1)
4463	31 janvier 2002	La situation au Timor oriental  Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/80 et Corr.1)
4464	31 janvier 2002	La situation en Géorgie  Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2002/88)
4465	31 janvier 2002	La situation en Afrique  Lettre datée du 10 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/46)
4466	31 janvier 2002	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois
4467	5 février 2002	La situation au Burundi
4468	5 février 2002	La situation au Burundi
4469	6 février 2002	La situation en Afghanistan
4470	7 février 2002	Exposé de M. Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
4471	7 février 2002	La situation au Burundi
4472	13 février 2002	La situation en Angola
4473	13 février 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4474	21 février 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettres identiques datées du 20 février 2002, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/182)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
		Lettre datée du 20 février 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/184)
4475	25 février 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4476	25 février 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo  Dixième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2002/169)
4477	25 février 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4478	26 et 27 février 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettres identiques datées du 20 février 2002, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/182)  Lettre datée du 20 février 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/184)
4479	27 février 2002	La situation en Afghanistan
4480	27 février 2002	La situation concernant le Sahara occidental  Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2002/178)
4481	27 février 2002	La situation au Libéria
4482	28 février 2002	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois
4483	4 mars 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4484	5 mars 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Lettre datée du 26 février 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/209)
4485	6 mars 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie  Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Éthiopie et en Érythrée (S/2002/205)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4486	11 mars 2002	La situation en Somalie
4487	11 mars 2002	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2002/189)
4488	12 mars 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4489	12 mars 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4490	13 mars 2002	La situation en Afghanistan
4491	14 mars 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4492	15 mars 2002	Protection des civils dans les conflits armés
4493	15 mars 2002	Protection des civils dans les conflits armés
4494	15 mars 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2002/245)
4495	19 mars 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 18 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République démocratique du Congo (S/2002/286)
4496	20 mars 2002	Séance tenue par le Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4497	26 mars 2002	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses incidences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/278)
4498	27 mars 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4499	28 mars 2002	La situation en Angola
4500	28 mars 2002	La situation en Sierra Leone Treizième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2002/267)
4501	28 mars 2002	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses incidences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/278)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4502	28 mars 2002	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2002/189)
4503	29 mars 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 29 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/329) Lettre datée du 29 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/331)
4504	2 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4505	2 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4506	3 et 4 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 1er avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/336) Lettre datée du 2 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/342)
4507	4 avril 2002	L'aide alimentaire dans le contexte du règlement des conflits : l'Afghanistan et autres régions en crise Exposé de Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial
4508	8 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4509	8 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4510	8 et 9 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 6 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/359)
4511	10 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4512	15 avril 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par des actes terroristes
4513	15 avril 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par des actes terroristes
4514	18 avril 2002	La situation en Angola
4515	18 et 19 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
		Lettre datée du 17 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/431)
4516	19 avril 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
		Lettre datée du 17 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/431)
4517	23 avril 2002	La situation en Angola
4518	24 avril 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
		Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2002/436)
4519	24 avril 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
		Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2002/436)
4520	24 avril 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4521	25 avril 2002	La situation en Afghanistan
4522	26 et 29 avril 2002	La situation au Timor oriental
		Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/432 et Add.1)
4523	3 mai 2002	La situation concernant le Sahara occidental
		Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2002/467)
4524	3 mai 2002	La situation en Somalie
4525	3 mai 2002	La situation au Moyen Orient, y compris la question palestinienne
		Lettre datée du 2 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/510)
4526	6 mai 2002	La situation au Libéria
		Lettre datée du 19 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria (S/2002/470)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
		Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria (S/2002/494)
4527	6 mai 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4528	7 mai 2002	Les enfants et les conflits armés
4529	13 mai 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
4530	13 mai 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
4531	14 mai 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4532	14 mai 2002	La situation dans la région des Grands Lacs  Rapport de la mission du Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs, 27 avril-7 mai 2002 (S/2002/537 et Add.1)
4533	16 mai 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4534	17 mai 2002	La situation au Timor oriental  Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/432 et Add.1)
4535	17 mai 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991  Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
4536	17 mai 2002	La situation en Angola
4537	20 mai 2002	La situation au Timor oriental  Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/432 et Add.1)
4538	22 mai 2002	La situation en Afrique  Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
4539	22 mai 2002	La situation en Sierra Leone
4540	22 mai 2002	Admission de nouveaux Membres  Note du Secrétaire général (S/2002/558)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4541	23 mai 2002	La situation en Afghanistan
4542	23 mai 2002	Admission de nouveaux Membres  Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République démocratique du Timor oriental (S/2002/566)
4543	24 mai 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4544	24 mai 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4545	24 mai 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4546	30 mai 2002	La situation au Moyen-Orient  Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement (S/2002/542)
4547	31 mai 2002	Synthèse des travaux du Conseil de sécurité durant le mois
4548	5 juin 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4549	5 juin 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4550	11 juin 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4551	13 juin 2002	La situation à Chypre  Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2002/590)
4552	13 juin 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettre datée du 11 juin 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/655)
4553	13 juin 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4554	14 juin 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo  Onzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2002/621)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4555	19 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2002/618)
4556	20 juin 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4557	21 juin 2002	La situation en Afghanistan
4558	21 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2002/618)
4559	26 juin 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4560	26 juin 2002	La situation en Afghanistan
4561	27 juin 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4562	28 juin 2002	Débat de synthèse sur les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois courant
4563	30 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2002/618)
4564	30 juin 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2002/618)
4565	3 juillet 2002	La situation en Somalie  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2002/709)
4566	3 juillet 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
4567	8 juillet 2002	La situation en Guinée-Bissau  Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2002/662)
4568	10 juillet 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine  Lettre datée du 3 juillet 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/723)
4569	10 juillet 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4570	11 juillet 2002	La situation en Sierra Leone  Quatorzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2002/679)
4571	11 juillet 2002	La situation en République centrafricaine  Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2002/671)
4572	12 juillet 2002	Le maintien de la paix par les Nations Unies
4573	12 juillet 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
4574	12 juillet 2002	La situation en Croatie  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/2002/713)
4575	17 juillet 2002	La situation en Angola
4576	17 juillet 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4577	18 juillet 2002	La situation en Afrique
4578	18 juillet 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4579	19 juillet 2002	La situation en Afghanistan  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/737)
4580	22 juillet 2002	La situation en Somalie  Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2002/709)
4581	23 juillet 2002	Le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
4582	23 juillet 2002	Le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
4583	23 juillet 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4584	24 juillet 2002	Admission de nouveaux Membres  Note du Secrétaire général (S/2002/801)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4585	24 juillet 2002	Admission de nouveaux Membres  Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies de la Confédération suisse (S/2002/825)
4586	24 juillet 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec des représentants des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application de la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4587	24 juillet 2002	Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application de la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4588	24 juillet 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne  Lettre datée du 23 juillet 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/828)
4589	25 juillet 2002	Les femmes et la paix et la sécurité
4590	29 juillet 2002	La situation en Géorgie  Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2002/742)
4591	29 juillet 2002	La situation en Géorgie  Rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2002/742)
4592	30 juillet 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité  Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2002/779)
4593	30 juillet 2002	La situation au Moyen-Orient  Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2002/746)
4594	30 juillet 2002	La situation concernant le Sahara occidental  Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2002/178)

## VI

### Rapports annuels des comités des sanctions

S/2001/738*	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït
S/2002/647	
Pas de rapport annuel	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne
S/2001/1259	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie
S/2002/243	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola
S/2002/49	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda
S/2002/50	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2002/101	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan
S/2002/83	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria

\* Rapport publié en 2001 mais qui porte sur les activités du Comité en 2000.

## VII Réunions du Conseil de sécurité et de pays qui fournissent des contingents tenues entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002

<i>Réunion</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
4369	10 septembre 2001	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
4371	13 septembre 2001	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
4386	2 octobre 2001	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
4391	18 et 22 octobre 2001	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4397	25 octobre 2001	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
4425	21 novembre 2001	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
4426	21 novembre 2001	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
4435	7 décembre 2001	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
4446	10 janvier 2002	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
4455	21 janvier 2002	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
4456	23 janvier 2002	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
4457	24 janvier 2002	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
4477	25 février 2002	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
4483	4 mars 2002	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4491	14 mars 2002	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
4496	20 mars 2002	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
4520	24 avril 2002	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
4527	6 mai 2002	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
4545	24 mai 2002	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
4549	5 juin 2002	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
4550	11 juin 2002	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4553	13 juin 2002	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Réunion</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
4569	10 juillet 2002	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
4576	17 juillet 2002	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
4586	24 juillet 2002	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
4587	24 juillet 2002	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

## VIII

### Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002

<i>Séance</i>	<i>Date</i>
<b>Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït</b>	

221e	12 juillet 2001
222e	6 septembre 2001
223e	10 septembre 2001
224e	9 octobre 2001
225e	6 novembre 2001
226e	8 novembre 2001
227e	3 décembre 2001
228e	19 décembre 2001
229e	28 janvier 2002
230e	1er février 2002
231e	8 février 2002
232e	19 février 2002
233e	6 mars 2002
234e	20 mai 2002
235e	10 juillet 2002
236e	31 juillet 2002

#### **Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies**

Dixième session spéciale

107e	19 juin 2001
------	--------------

Quarantième session

108e	19 juin 2001
------	--------------

109e	21 juin 2001
------	--------------

Quarante et unième session

110e	25 septembre 2001
------	-------------------

111e	27 septembre 2001
------	-------------------

Quarante-deuxième session

112e 11 décembre 2001

113e 13 décembre 2001

Quarante-troisième session

114e 12 mars 2002

115e 13 mars 2002

Quarante-quatrième session

116e 18 juin 2002

117e 20 juin 2002

118e 21 juin 2002

119e 28 juin 2002

120e 2 juillet 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant  
la Jamahiriya arabe libyenne**

Aucune séance

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant  
la Somalie**

17e 17 juillet 2001

18e 21 décembre 2001

19e 28 mai 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant  
la situation en Angola**

35e 28 juin 2001

36e 12 octobre 2001

37e 7 novembre 2001

38e 20 novembre 2001

39e 11 décembre 2001

40e 15 avril 2002

41e 8 mai 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant  
le Rwanda**

Aucune séance

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone**

22e	5 juillet 2001
23e	31 juillet 2001
24e	7 décembre 2001
25e	26 mars 2002
26e	11 juillet 2002
27e	22 juillet 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)**

6e	11 juillet 2001
7e	31 octobre 2001
8e	10 janvier 2002
9e	14 janvier 2002
10e	17 janvier 2002
11e	11 février 2002
12e	13 mai 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria**

3e	17 juillet 2001
4e	20 juillet 2001
5e	7 août 2001
6e	4 septembre 2001
7e	25 octobre 2001
8e	28 novembre 2001
9e	12 décembre 2001
10e	17 janvier 2002
11e	11 mars 2002
12e	19 avril 2002
13e	9 juillet 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant  
la lutte antiterroriste**

**Séances plénières**

4, 8, 10, 16, 18, 23 et 25 octobre; 2, 7, 20, 26 et 29 novembre; 3, 11, 13 et 18 décembre 2001; 9, 15, 17 et 24 janvier; 14, 19 et 28 février; 12 et 21 mars; 3, 9 et 23 avril; 9, 15, 22 et 29 mai; 12 et 26 juin; 17, 24 et 29 juillet 2002

**Réunions d'information à l'intention des États Membres**

8, 15, 19 et 26 octobre; 5 et 26 novembre; 12 et 20 décembre 2001; 11 janvier; 21 février; 11 mars; 4 et 17 avril; 21 mai; 21 juin; 15 et 26 juillet 2002

**Réunions du Sous-Comité A avec les experts**

5, 14 (deux séances) et 20 février; 6, 15 et 25 mars; 17, 19 et 24 avril; 7 et 13 mai; 24 juin 2002

**Réunions du Sous-Comité A avec les États Membres**

8 février; 5, 11, 20 et 27 mars; 19 et 26 avril; 7 et 24 mai; 13 et 24 juin 2002

**Réunions du Sous-Comité B avec les experts**

6 et 11 février; 15 mars; 10 et 24 (deux séances) avril; 16 et 23 mai; 10 et 28 juin; 12 juillet 2002

**Réunions du Sous-Comité B avec les États Membres**

15 et 20 février; 8, 14 et 25 mars; 19 et 23 avril; 21 mai; 5 juin; 10 juillet 2002

**Réunions du Sous-Comité C avec les experts**

31 janvier; 21 février; 6, 20 et 28 mars; 5, 11 et 17 avril; 1er, 10 et 30 mai; 11 juin; 9 juillet 2002

**Réunions du Sous-Comité C avec les États Membres**

6, 7 et 12 février; 7, 13 et 28 mars; 11 avril; 1er, 10 et 30 mai; 11 juin; 9 juillet 2002

## **IX**

### **Séances tenues par les groupes de travail du Conseil de sécurité entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002**

#### **Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure**

23 octobre; 26 novembre 2001; 25 janvier; 22 mars; 8 et 21 mai 2002

*Note* : Les séances des autres groupes de travail du Conseil de sécurité se déroulent à huis clos et ne font pas l'objet de comptes rendus; aucune information sur ces séances n'est disponible.

## **X** **Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports**

Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA conformément aux résolutions 1295 (2000), 1336 (2001) et 1348 (2001)	S/2001/966 S/2002/486
Groupe d'experts créé en application du paragraphe 19 de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria	S/2001/1015 S/2002/470
Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo	S/2001/1072 S/2002/565

## **XI** **Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Rapport</i>
S/2001/600	19 juin 2001	Rapport de la mission du Conseil de sécurité sur l'application de la résolution 1244 (1999), 16-18 juin 2001
S/2002/205	27 février 2002	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Éthiopie et en Érythrée, 21-25 février 2002
S/2002/537 et Add.1	13 et 14 mai 2002	Rapport de la mission du Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs, 27 avril-7 mai 2002

## XII

### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées pendant la période du 16 juillet 2001 au 31 juillet 2002

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération, adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	47 (1948)	Néant
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	50 (1948)	1428 (2002)
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	186 (1964)	1384 (2001) 1416 (2002)
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)	350 (1974)	1381 (2001) 1415 (2002)
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	425 (1978) et 426 (1978)	1365 (2001) 1391 (2002) 1428 (2002)
Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)	687 (1991)	Néant
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)	690 (1991)	1359 (2001) 1380 (2001) 1394 (2002) 1406 (2002) 1429 (2002)
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)	858 (1993)	1364 (2001) 1393 (2002) 1427 (2002)
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)	1035 (1995)	1357 (2001) 1418 (2002) 1420 (2002) 1421 (2002) 1423 (2002)
Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP)	1038 (1996)	1362 (2001) 1387 (2002) 1424 (2002)
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)	1244 (1999)	Néant
Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL)	1270 (1999)	1370 (2001) 1400 (2002)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération, adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	1279 (1999)	1417 (2002)
Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO)	1272 (1999)	1392 (2002) (achevée)
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	1320 (2000)	1369 (2001) 1398 (2002)
Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO)	1410 (2002)	Mandat commençant le 20 mai 2002

### **XIII**

## **Rapports du Secrétaire général publiés pendant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2001/608	19 juin 2001	Rapport d'activité sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2001/613	20 juin 2001	Rapport général sur la situation concernant le Sahara occidental
S/2001/622 et Corr.1	22 juin 2001	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
S/2001/627	25 juin 2001	Dixième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2001/660	2 juillet 2001	Troisième rapport sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays
S/2001/661	3 juillet 2001	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
S/2001/695	13 juillet 2001	Répercussions humanitaires des mesures imposées à l'Afghanistan par les résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000)
S/2001/713	19 juillet 2001	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2001/714	20 juillet 2001	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
S/2001/719	24 juillet 2001	Rapport intérimaire sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
S/2001/789	17 août 2001	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2001/796	15 août 2001	Cinquième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2001/843	5 septembre 2001	L'Éthiopie et l'Érythrée
S/2001/852	7 septembre 2001	Les enfants et les conflits armés
S/2001/857 et Add.1	7 septembre 2001	Onzième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2001/886	21 septembre 2001	Rapport sur la situation en République centrafricaine, présenté comme suite à la déclaration du Président (S/PRST/2001/18)
S/2001/913	26 septembre 2001	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (28 mars-24 septembre 2001)
S/2001/915	27 septembre 2001	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2001/919	28 septembre 2001	Rapport présenté en application du paragraphe 5 de la résolution 1360 (2001)
S/2001/926 et Add.1	2 octobre 2001	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2001/939	5 octobre 2001	Rapport présenté en application du paragraphe 13 a) de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2001/956	10 octobre 2001	Bureau des Nations Unies en Angola
S/2001/963	11 octobre 2001	La situation en Somalie
S/2001/965	11 octobre 2001	Rapport présenté conformément au paragraphe 13 b) de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2001/970	16 octobre 2001	Neuvième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2001/983 et Corr.1	18 octobre 2001	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (25 juillet-15 octobre 2001)
S/2001/1008	24 octobre 2001	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2001/1025	31 octobre 2001	Deuxième rapport présenté en application des paragraphes 2 et 3 de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2001/1076	14 novembre 2001	Rapport intérimaire sur la situation au Burundi
S/2001/1079	15 novembre 2001	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement (19 mai-15 novembre 2001)
S/2001/1086	19 novembre 2001	Répercussions humanitaires des mesures imposées au territoire afghan sous contrôle taliban par les résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000)
S/2001/1089	19 novembre 2001	Rapport présenté en application du paragraphe 5 de la résolution 1360 (2001)
S/2001/1100	23 novembre 2001	Rapport présenté en application de la résolution 55/55 de l'Assemblée générale relative au règlement pacifique de la question de Palestine
S/2001/1122	30 novembre 2001	Opération des Nations Unies à Chypre (30 mai-27 novembre 2001)
S/2001/1132 et Corr.1	29 novembre 2001	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
S/2001/1157	6 décembre 2001	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2001/1194	13 décembre 2001	Rapport d'activité sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2001/1195 et Add.1	13 décembre 2001	Douzième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité  
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

---

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2001/1196	13 décembre 2001	Sixième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2001/1211	14 décembre 2001	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
S/2001/1215	18 décembre 2001	Répercussions humanitaires des mesures imposées par le Conseil de sécurité en vertu de ses résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000) sur le territoire afghan se trouvant sous le contrôle des Taliban
S/2002/1	2 janvier 2002	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
S/2002/12	2 janvier 2002	La situation en République centrafricaine
S/2002/41	10 janvier 2002	Rapport intérimaire sur la situation concernant le Sahara occidental
S/2002/55	16 janvier 2002	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (21 juillet 2001-16 janvier 2002)
S/2002/62	15 janvier 2002	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2002/80 et Corr.1	17 janvier 2002	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (16 octobre 2001-18 janvier 2002)
S/2002/88	18 janvier 2002	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2002/169	15 février 2002	Dixième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2002/178	19 février 2002	La situation concernant le Sahara occidental
S/2002/189	21 février 2002	La situation en Somalie
S/2002/245	8 mars 2002	Rapport d'activité sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2002/267	14 mars 2002	Treizième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2002/278	18 mars 2002	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2002/312	26 mars 2002	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays
S/2002/323	28 mars 2002	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (25 septembre 2001-20 mars 2002)
S/2002/419	15 avril 2002	Septième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2002/432 et Add.1	17 avril 2002	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2002/436	22 avril 2002	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2002/467	19 avril 2002	La situation concernant le Sahara occidental
S/2002/469	19 avril 2002	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2002/494	1er mai 2002	Troisième rapport présenté en application de la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2002/542	17 mai 2002	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage­ment (16 novembre 2001-17 mai 2002)
S/2002/590	30 mai 2002	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (28 novembre 2001-29 mai 2002)
S/2002/618	5 juin 2002	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
S/2002/621	14 juin 2002	Onzième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2002/662	13 juin 2002	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays
S/2002/664	13 juin 2002	Huitième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2002/671	14 juin 2002	La situation en République centrafricaine
S/2002/679	19 juin 2002	Quatorzième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2002/709	27 juin 2002	La situation en Somalie
S/2002/713	28 juin 2002	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
S/2002/737	11 juillet 2002	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2002/742	10 juillet 2002	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2002/744	10 juillet 2002	L'Éthiopie et l'Érythrée
S/2002/746	12 juillet 2002	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (17 janvier-12 juillet 2002)
S/2002/779	17 juillet 2002	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2002/834	26 juillet 2002	Angola

**XIV**  
**Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions**  
**dont le Conseil de sécurité était saisi pendant la période**  
**du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/15/Add. 25 à 52

S/2002/30 et Add. 1 à 29

## **XV**

### **Notes du Président du Conseil de sécurité publiées pendant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2001/640	29 juin 2001	Documentation du Conseil de sécurité et questions connexes
S/2001/864	13 septembre 2001	Menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par les actes terroristes
S/2001/876	18 septembre 2001	Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité destiné à l'Assemblée générale
S/2001/905	25 septembre 2001	Pas de sortie sans stratégie
S/2001/935	4 octobre 2001	Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2001/1130	29 novembre 2001	Comité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2002/21	4 janvier 2002	Présidents et Vices-Présidents des comités des sanctions
S/2002/22	14 janvier 2002	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix
S/2002/56	14 janvier 2002	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix
S/2002/70	15 janvier 2002	Questions générales concernant les sanctions
S/2002/74	11 janvier 2002	La situation en Afghanistan
S/2002/124	28 janvier 2002	Comité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2002/199	22 mai 2002	Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
S/2002/207	1er mars 2002	La situation en Afrique
S/2002/316	26 mars 2002	Méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité
S/2002/591	29 mai 2002	Méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité
S/2002/597	30 mai 2002	La situation en Afrique
S/2002/607	31 mai 2002	La situation en Afrique
S/2002/603	6 juin 2002	Méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité
S/2002/764	16 juillet 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo

---

## **Deuxième partie**

### **Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

#### **Chapitre premier**

##### **Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie**

###### **A. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité**

###### **Séances du Conseil**

4331e (19 juin 2001); 4335e (22 juin 2001); 4350e (26 juillet 2001); 4359e (28 août 2001); 4366e (10 septembre 2001); 4387e (5 octobre 2001); 4388e (5 octobre 2001); 4409e (9 novembre 2001); 4430e (27 novembre 2001); 4454e (21 janvier 2002); 4473e (13 février 2002); 4475e (25 février 2002); 4498e (27 mars 2002); 4518e (24 avril 2002); 4519e (24 avril 2002); 4533e (16 mai 2002); 4543e (24 mai 2002); 4559e (26 juin 2002); 4592e (30 juillet 2002)

###### **Consultations plénières**

30 juillet; 6 et 7 septembre; 4 et 5 octobre; 6 à 9, 14, 19, 28 et 30 novembre 2001; 9 janvier; 13, 25 et 28 février; 8 et 25 mars; 23 avril; 15, 22 et 24 mai 2002

###### **Résolutions adoptées**

1367 (2001)

###### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/27; S/PRST/2001/34; S/PRST/2002/4; S/PRST/2002/11; S/PRST/2002/16

###### **Communiqués officiels**

S/PV.4475

###### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

###### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Mission sur l'application de la résolution 1244 (1999), 16 à 18 juin 2001

Rapport : S/2001/600 (19 juin 2001)

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Résolution 1244 (1999) Créée pour une durée initiale de 12 mois qui serait prolongée par la suite sauf décision contraire du Conseil de sécurité

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/926 et Add.1	2 octobre 2001	Résolution 1244 (1999)
S/2002/62	15 janvier 2002	Résolution 1244 (1999)
S/2002/436	22 avril 2002	Résolution 1244 (1999)
S/2002/779	17 juillet 2002	Résolution 1244 (1999)

**Communications reçues du 17 juillet 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/707	17 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/720	17 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/740	27 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Yougoslavie
S/2001/832	29 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/849	6 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/910	25 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/931	2 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamaïque
S/2001/978	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1002	23 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1051	6 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Yougoslavie
S/2001/1081	8 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique

## Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie

---

S/2001/1131	27 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/105	21 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/106	23 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/122	24 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/183	20 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/255	11 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/298	18 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/343	1er avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/366	5 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/574	23 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Yougoslavie
S/2002/585	24 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Yougoslavie
S/2002/609	31 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/2002/611	3 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/725	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

## B. La situation en Bosnie-Herzégovine

### Séances du Conseil

4333e (21 juin 2001); 4379e (21 septembre 2001); 4433e (5 décembre 2001); 4484e (5 mars 2002); 4555e (19 juin 2002); 4558e (21 juin 2002); 4563e (30 juin 2002); 4564e (30 juin 2002); 4566e (3 juillet 2002); 4568e (10 juillet 2002); 4573e (12 juillet 2002)

### Consultations plénières

20 juin; 4 décembre 2001; 4 mars; 17, 18, 21, 26, 27 et 30 juin; 2, 3 et 8 à 12 juillet 2002

**Résolutions adoptées**

1357 (2001); 1396 (2002); 1418 (2002); 1420 (2002); 1421 (2002); 1423 (2002)

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

Néant

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Résolution 1035 (1995)	Création
Résolution 1357 (2001)	Prorogation du mandat jusqu'au 21 juin 2002
Résolution 1418 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 juin 2002
Résolution 1420 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 3 juillet 2002
Résolution 1421 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 juillet 2002
Résolution 1423 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2002

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1132 et corr.1	29 novembre 2001	Résolution 1357 (2001)
S/2002/618	5 juin 2002	Résolution 1357 (2001)

**Communications reçues du 11 juillet 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/688	11 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/723	20 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/820	24 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

## Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie

---

S/2001/868	14 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/911	25 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1001	23 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1167	10 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/17	3 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/154	6 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/209	26 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/212	26 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/218	1er mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Espagne
S/2002/230	4 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/355	3 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/490	26 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/496	30 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/529	2 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/530	7 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/547	15 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/605	30 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/723	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2002/726	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/754	12 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Afrique du Sud, du Brésil, du Canada et de la Nouvelle-Zélande

## C. La situation en Croatie

### Séances du Conseil

4346e (11 juillet 2001); 4448e (15 janvier 2002); 4574e (12 juillet 2002)

### Consultations plénières

10 juillet 2001; 14 janvier; 12 avril; 11 et 12 juillet 2002

### Résolutions adoptées

1362 (2001); 1387 (2002); 1424 (2002)

### Déclarations du Président

Néant

### Communiqués officiels

Néant

### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka

Résolution 1038 (1996)	Création
Résolution 1362 (2001)	Autorisée à poursuivre la surveillance jusqu'au 15 janvier 2002
Résolution 1387 (2002)	Autorisée à poursuivre la surveillance jusqu'au 15 juillet 2002
Résolution 1424 (2002)	Autorisée à poursuivre la surveillance jusqu'au 15 octobre 2002

### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/661	3 juillet 2001	Résolution 1335 (2001)
S/2002/1	2 janvier 2002	Résolution 1362 (2001)
S/2002/713	28 juin 2002	Résolution 1387 (2002)

**Communications reçues du 21 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/617	21 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Croatie et de la Yougoslavie
S/2001/668	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Yougoslavie
S/2001/680	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Croatie
S/2001/872	10 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/873	17 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1301	28 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Yougoslavie
S/2002/29	7 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Croatie
S/2002/368	10 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Croatie et de la Yougoslavie

**D. La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine**

**Séances du Conseil**

4356e (13 août 2001); 4381e (26 septembre 2001)

**Consultations plénières**

13, 16 et 21 août; 24 à 26 septembre 2001; 22 mai 2002

**Résolutions adoptées**

1371 (2001)

**Déclarations du Président**

(S/PRST/2001/20)

**Communiqués officiels**

Néant

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

**Rapports du Secrétaire général**

Néant

**Communications reçues du 17 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/720	17 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2001/751	27 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/802	14 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/897	21 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/2001/978	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1094	19 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine

**E. Exposé de S. E. M Nebojša Čović,  
Vice-Premier Ministre de Serbie  
(République fédérale de Yougoslavie)**

**Séances du Conseil**

4373e (17 septembre 2001)

**Consultations plénières**

14 septembre 2001

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4373

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

**Rapports du Secrétaire général**

Néant

**Communications**

Néant

**F. Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

**Séances du Conseil**

4581e (23 juillet 2002); 4582e (23 juillet 2002)

**Consultations plénières**

23 juillet 2002

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

S/PRST/2002/21

**Communiqués officiels**

S/PV.4581

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

**Rapports du Secrétaire général**

Néant

**Communications reçues du 17 septembre 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/865	17 septembre 2001	Note du Secrétaire général
S/2002/304	18 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/678	17 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

---

## Chapitre 2

### La situation en Somalie

#### Séances du Conseil

4332e (19 juin 2001); 4392e (19 octobre 2001); 4401e (31 octobre 2001); 4486e (11 mars 2002); 4487e (11 mars 2002); 4502e (28 mars 2002); 4524e (3 mai 2002); 4565e (3 juillet 2002); 4580e (22 juillet 2002)

#### Consultations plénières

20, 28 et 29 juin; 3 et 11 juillet; 3 et 21 août; 2, 17 et 30 octobre; 4 décembre 2001; 4, 7, 8, 25 et 28 mars; 23 avril; 2 et 24 mai; 7 et 18 juin; 9 et 22 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1356 (2001); 1407 (2002); 1425 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/30; S/PRST/2002/8

#### Communiqués officiels

S/PV.4486; S/PV.4565

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/963	11 octobre 2001	S/PRST/1999/16
S/2002/189	21 février 2002	S/PRST/2001/30
S/2002/709	27 juin 2002	S/PRST/2001/30

#### Communications reçues du 25 juillet 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/792	10 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/984	18 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali
S/2001/1063	6 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Somalie
S/2001/1097	16 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1098	21 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1259	21 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/176	12 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/177	19 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/254	11 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/550	16 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Somalie
S/2002/562	21 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2002/570	21 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2002/575	23 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/684	19 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2002/722	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)

---

## Chapitre 3

### **Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés**

#### **Séances du Conseil**

4334e (21 juin 2001); 4360e (30 août 2001)

#### **Consultations plénières**

20 et 25 juin; 10 juillet; 24 et 29 août 2001

#### **Résolutions adoptées**

1366 (2001)

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communication reçue le 21 juin 2001**

S/2001/616	21 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
------------	--------------	---

---

## Chapitre 4

### La situation entre l'Iraq et le Koweït

#### Séances du Conseil

4336e (26 et 28 juin 2001); 4344e (3 juillet 2001); 4431 (29 novembre 2001); 4531e (14 mai 2002)

#### Consultations plénières

20 juin et du 25 au 29 juin; 2, 3, 11 et 25 juillet; 21 août; du 5 au 7, 13, 18, 20, 21 et 24 septembre; 3 et 11 octobre; 6, 26, 28 et 29 novembre; 6 et 20 décembre 2001; 9 et 10 janvier; 25 et 26 février; 8, 19 et 27 mars; 4 et 17 avril; 3, 6, 9, 13 au 15, 17 et 29 mai; 6, 21, 24 et 27 juin; 8 et 17 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1360 (2001); 1382 (2001); 1409 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Résolution 687 (1991)      Création

Résolutions 689 (1991) et 806 (1993)      Prévoit que la question du maintien ou de l'abrogation du mandat de la Mission, ainsi que les modalités de son fonctionnement, sera examinée tous les six mois

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/796	15 août 2001	Résolution 1284 (1999)
S/2001/913	26 septembre 2001	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/919	28 septembre 2001	Résolutions 1360 (2001) et 986 (1995)
S/2001/1089	19 novembre 2001	Résolutions 986 (1995) et 1360 (2001)
S/2001/1196	13 décembre 2001	Résolution 1284 (1999)
S/2002/323	28 mars 2002	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)
S/2002/419	15 avril 2002	Résolution 1284 (1999)
S/2002/664	13 juin 2002	Résolution 1284 (1999)

**Communications reçues du 17 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/602	17 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/620	17 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/603	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/763	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2001/637	24 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/638	24 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/631	25 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2001/647	27 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/649	28 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/650	28 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/651	29 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2001/658	2 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/659	2 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/682	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/687	10 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/692	12 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/702	16 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/705	16 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/703	17 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2001/715	18 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/721	20 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2001/724	23 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/725	23 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/726	23 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/738	26 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2001/755	28 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

S/2001/756	31 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/758	1er août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/773	7 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/776	9 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/786	13 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/805	16 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/804	17 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/806	17 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/807	17 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/816	17 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/809	20 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/813	21 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Koweït
S/2001/818	23 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/833	30 août 2001	Note du Secrétaire général transmettant le sixième rapport trimestriel du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU)
S/2001/842	4 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2001/845	4 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/846	4 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/847	4 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/850	5 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/859	7 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/871	12 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bahreïn
S/2001/878	17 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/879	17 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/898	20 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/899	21 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1069	27 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2001/927	30 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/925	1er octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2001/929	1er octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/936	4 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/945	5 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/954	8 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/955	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/560	15 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président exécutif de la COCOVINU
S/2001/974	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

## La situation entre l'Iraq et le Koweït

---

S/2001/994	21 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/995	21 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1003	23 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2001/1014	24 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1029	26 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1026	28 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1027	29 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1030	31 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1064	2 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1047	5 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Koweït
S/2001/1057	6 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1068	9 novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1065	12 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1070	12 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Koweït
S/2001/1082	13 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1083	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1105	20 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1106	20 novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/1120	27 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/1126	29 novembre 2001	Note du Secrétaire général transmettant le septième rapport trimestriel du Président exécutif de la COCOVINU
S/2001/1145	2 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1172	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1176	10 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1208	10 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1188	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/152	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2001/1229	19 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1230	19 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1260	23 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/1263	25 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2001/1341	31 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2002/19	3 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/60	13 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/84	18 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)

## La situation entre l'Iraq et le Koweït

---

S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/171	11 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/172	11 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/195	26 février 2002	Note du Secrétaire général transmettant le huitième rapport trimestriel du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU)
S/2002/225	2 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/226	2 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/282	14 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/489	14 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2002/308	23 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/309	24 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/311	25 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Koweït
S/2002/349	4 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/367	9 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/424	11 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/427	16 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/472	18 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/476	18 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/482	21 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/499	28 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/515	3 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2002/560	16 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/561	19 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/588	27 mai 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/589	28 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/608	30 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/606	31 mai 2002	Note du Secrétaire général transmettant le neuvième rapport trimestriel du Président exécutif de la COCOVINU
S/2002/647	5 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2002/653	9 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/656	11 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/660	11 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/661	12 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/666	13 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/706	20 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/698	24 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2002/721	1er juillet 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

## La situation entre l'Iraq et le Koweït

---

S/2002/913	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2002/802	17 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2002/804	18 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/848	23 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/849	27 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

---

## Chapitre 5

### La situation au Burundi

#### Séances du Conseil

4338e (27 juin 2001), 4341e (29 juin 2001); 4378e (20 septembre 2001); 4383e (26 septembre 2001); 4399e (29 octobre 2001); 4406e (8 novembre 2001); 4407e (8 novembre 2001); 4408e (8 novembre 2001); 4416e (15 novembre 2001); 4417e (15 novembre 2001); 4467e (5 février 2002); 4468e (5 février); 4468e (5 février); 4471e (7 février 2002)

#### Consultations plénières

25, 27 et 28 juin; 3, 17 et 25 juillet; 24 août; 7, 14, 20, 21, 25 et 26 septembre; 2, 5, 10, 16, 23 et 29 octobre; 2 et 6 novembre; 7 et 12 décembre 2001; 15 janvier; 20 et 27 mars; 22 avril; 24 juin; 16 et 31 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1375 (2001)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/17; S/PRST/2001/26; S/PRST/2001/33; S/PRST/2001/35; S/PRST/2002/3

#### Communiqués officiels

S/PV.4338; S/PV.4378; S/PV.4407; S/PV.4416; S/PV.4468

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission dans la région des Grands Lacs, 27 avril au 7 mai 2002

Rapport : S/2002/537 et Add.1 (13 et 14 mai 2002)

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1076	14 novembre 2001	S/PRST/2001/6 et S/PRST/2001/17

**Communications reçues du 26 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/633	26 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République-Unie de Tanzanie
S/2001/634	26 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/665	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/672	6 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2001/684	9 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/729	23 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/739	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/752	31 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/979	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1013	25 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/1158	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Pays-Bas
S/2001/1207	7 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/180	19 février 2002	Note verbale adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Malawi
S/2002/430	17 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/434	17 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2002/551	16 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/719	27 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/720	2 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/858	31 juillet 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

---

## Chapitre 6

### **La responsabilité du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales : le VIH/sida et les opérations internationales de maintien de la paix**

#### **Séances du Conseil**

4339e (28 juin 2001)

#### **Consultations plénières**

25 juin 2001; 2 juillet 2002

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/16

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communication reçue le 6 décembre 2001**

S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
-------------	-----------------	---

---

## Chapitre 7

### La situation en Sierra Leone

#### Séances du Conseil

4340e (28 juin 2001); 4374e (18 septembre 2001); 4442e (19 décembre 2001); 4451e (16 juillet 2002); 4500e (28 mars 2002), 4539e (22 mai 2002); 4570e (11 juillet 2002)

#### Consultations plénières

3 et 5 juillet; 3 et 9 août; 14 septembre; 2 octobre; 8 novembre; 4, 13 et 19 décembre 2001; 9, 15, 16 et 28 janvier; 15 février; 4, 19, 21, 25 et 28 mars; 16 et 22 mai; 13 juin 2002

#### Résolutions adoptées

1370 (2001); 1385 (2001); 1389 (2002); 1400 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2002/14

#### Communiqués officiels

S/PV.4570

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Sierra Leone

Résolution 1270 (1999)      Création

Résolution 1370 (2001)      Mandat prorogé pour une période de six mois, jusqu'au 30 mars 2002

Résolution 1400 (2002)      Mandat prorogé pour une période de six mois, jusqu'au 30 septembre 2002

### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/627	25 juin 2001	Résolution 1289 (2000)
S/2001/857 et Add.1	7 septembre 2001	Résolution 1346 (2001)
S/2001/1195 et Add.1	13 décembre 2001	Résolution 1370 (2001)
S/2002/267	14 mars 2002	Résolution 1370 (2001)
S/2002/679	19 juin 2002	Résolution 1400 (2002)

### Communications reçues du 2 juillet 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/664	2 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/693	12 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/718	13 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/722	23 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/771	7 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/772	7 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/794	13 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/827	27 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2001/838	4 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/922	25 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1320	26 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/38	9 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2002/50	11 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/85	18 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone
S/2002/124	28 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/219	26 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Sénégal
S/2002/228	4 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone
S/2002/246 et Corr.3	6 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/498	29 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2002/557	20 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone
S/2002/741	10 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/826	23 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2002/836	26 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

---

## Chapitre 8

### La situation concernant le Sahara occidental

#### Séances du Conseil

4342e (29 juin 2001); 4427e (27 novembre 2001); 4480e (27 février 2002); 4523e (30 avril 2002); 4594e (30 juillet 2002)

#### Consultations plénières

20 et 26 au 28 juin; 6, 16 et 26 novembre 2001; 4, 10 et 15 janvier; 6, 19, 21, 26 et 27 février; 4 mars; 1er, 25, 29 et 30 avril; 11 et 24 juin; 16, 22 au 24, 26, 29 et 30 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1359 (2001); 1380 (2001); 1394 (2002); 1406 (2002); 1429 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Résolution 690 (1991)	Création
Résolution 1359 (2001)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 novembre 2001
Résolution 1380 (2001)	Prorogation du mandat jusqu'au 28 février 2002
Résolution 1394 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 avril 2002
Résolution 1406 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2002
Résolution 1429 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2003

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/613	20 juin 2001	Résolution 1349 (2001)
S/2002/41	10 janvier 2002	Résolution 1380 (2001)
S/2002/178	19 février 2002	Résolution 1380 (2001)
S/2002/467	19 avril 2002	Résolution 1394 (2002)

**Communications reçues du 21 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/623	21 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2001/1041	30 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1042	2 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1067	12 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/44	9 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/161 et Corr.1	29 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique
S/2002/144	1er février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Algérie
S/2002/153	8 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/188	21 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2002/192	25 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/197	26 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Algérie
S/2002/749	11 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Namibie
S/2002/758	15 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/766	16 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

## La situation concernant le Sahara occidental

---

S/2002/767	16 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/782	18 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2002/807	22 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2002/823	23 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/832	25 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2002/835	26 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie

---

## Chapitre 9

### La situation en République centrafricaine

#### Séances du Conseil

4347e (17 juillet 2001); 4380e (21 septembre 2001); 4382e (26 septembre 2001);  
4571e (11 juillet 2002)

#### Consultations plénières

3, 6 et 17 juillet; 20, 21 et 24 au 26 septembre; 29 novembre; 6 décembre 2001;  
10 janvier 2002

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/18; S/PRST/2001/25

#### Communiqués officiels

S/PV.4571

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/660	2 juillet 2001	S/PRST/2001/2
S/2001/886	21 septembre 2001	S/PRST/2001/18
S/2002/12	2 janvier 2002	S/PRST/2001/25
S/2002/671	14 juin 2002	S/PRST/2001/25

**Communications reçues du 9 juillet 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/690	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/691	12 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1117	19 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2001/1148	4 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/136	31 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Zambie
S/2002/254	11 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/551	16 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo

---

## Chapitre 10

### **La situation concernant la République démocratique du Congo**

#### **Séances du Conseil**

4348e (24 juillet 2001); 4349e (24 juillet 2001); 4361e (30 août 2001); 4364e (5 septembre 2001); 4365e (5 septembre 2001); 4395e (24 octobre 2001); 4396e (24 octobre 2001); 4410e (9 novembre 2001); 4411e (9 novembre 2001); 4412e (9 novembre 2001); 4437e (14 décembre 2001); 4441e (19 décembre 2001); 4459e (29 janvier 2002); 4476e (25 février 2002); 4495e (19 mars 2002); 4544e (24 mai 2002); 4548e (5 juin 2002); 4554e (14 juin 2002); 4583e (23 juillet 2002)

#### **Consultations plénières**

3, 5, 6, 17 et 18 juillet; 3, 9, 13, 14, 16, 21, 24 et 29 août; 2, 4, 11, 13, 16 et 23 octobre; 2, 6, 9, 16 et 19 novembre; 4, 12 et 19 décembre 2001; 4, 9, 16 et 23 janvier; 15, 19 et 25 février; 4, 14, 19 et 27 mars; 1, 2, 3, 5, 10 et 23 avril; 9, 15 au 17, 22 et 24 mai; 4, 5, 7, 11 au 14 et 19 juin; 8, 16, 23 et 24 juillet 2002

#### **Résolutions adoptées**

1376 (2001); 1399 (2002); 1417 (2002)

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/19; S/PRST/2001/22; S/PRST/2001/29; S/PRST/2001/39;  
S/PRST/2002/5; S/PRST/2002/17; S/PRST/2002/19; S/PRST/2002/22

#### **Communiqués officiels**

S/PV.4364; S/PV.4411; S/PV.4459

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo

Additif au rapport : S/2001/1072 (10 novembre 2001)

Rapport intérimaire : S/2002/565 (22 mai 2002)

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Mission dans la région des Grands Lacs, 27 avril au 7 mai 2002

Rapport : S/2002/537 et Add.1 13 et 14 mai 2002

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Résolution 1279 (1999)      Création

Résolution 1355 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 juin 2002

Résolution 1417 (2002)      Prorogation du mandat jusqu'au 30 juin 2003

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/970	16 octobre 2001	Résolution 1355 (2001)
S/2002/169	15 février 2002	Résolution 1355 (2001)
S/2002/621	5 juin 2002	Résolution 1355 (2001)

**Communications reçues du 25 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/632	25 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/634	26 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/646	27 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/665	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/666	5 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/672	6 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2001/685	11 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/694	13 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/709	18 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/716	19 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2001/729	23 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/760	31 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/759	1er août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/761	2 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/774	8 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2001/815	17 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/836	30 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/884	18 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/950	3 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/951	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/979	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/998	23 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1072	10 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1080	14 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/1113	20 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2001/1107	21 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/1102	23 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2001/1143	3 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1146	3 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1156	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo

## La situation concernant la République démocratique du Congo

---

S/2001/1175	6 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1161	7 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2001/1163	10 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/1168	10 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2001/1197	13 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2001/1212	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Namibie
S/2001/1214	14 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Zimbabwe
S/2001/1218	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2001/1299	27 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/16	2 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/20	3 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/36	8 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/112	23 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/113	24 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/139	28 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/132	30 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/141	1er février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/196	8 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/170	13 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/180	19 février 2002	Note verbale adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Malawi
S/2002/198	25 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/216	27 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/217	28 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/229	4 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/286	18 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/287	18 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/292	20 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/305	25 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Zambie
S/2002/314	26 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/317	27 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/328	27 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/335	1er avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/341	1er avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/364	8 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/422	11 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/420	15 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda

## La situation concernant la République démocratique du Congo

---

S/2002/429	16 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/430	17 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/434	17 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2002/488	26 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/513	1er mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/540	14 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/545	15 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/548	16 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/549	16 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/551	16 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/553	17 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/556	20 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/559	20 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/565	22 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/596	28 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/619	4 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/648	7 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/718	1er juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/735	8 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/762	9 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/750	11 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/755	12 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/763	12 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/764	16 juillet 2002	Note du Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 11

### La situation au Timor oriental

#### Séances du Conseil

4351e (30 juillet 2001); 4358e (23 août 2001); 4367e (10 septembre 2001); 4368e (10 septembre 2001); 4403e (31 octobre 2001); 4404e (31 octobre 2001); 4462e (30 janvier 2002); 4463e (31 janvier 2002); 4522e (26 et 29 avril 2002); 4534e (17 mai 2002); 4537e (20 mai 2002)

#### Consultations plénières

11, 25 et 30 juillet; 3 et 16 août; 7 septembre; 2, 30 et 31 octobre; 8 novembre 2001; 30 janvier; 16 avril; 16 et 17 mai 2002

#### Résolutions adoptées

1392 (2002); 1410 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/23; S/PRST/2001/32; S/PRST/2002/13

#### Communiqués officiels

S/PV.4358

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Résolution 1272 (1999)      Création

Résolution 1392 (2002)      Prorogation du mandat jusqu'au 20 mai 2002

Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental

Résolution 1410 (2002)      Création le 20 mai 2002 pour une période initiale de 12 mois

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/719	24 juillet 2001	Résolution 1338 (2001)
S/2001/983 et Corr.1	18 octobre 2001	Résolution 1338 (2001)
S/2002/80 et Corr.1	17 janvier 2002	Résolution 1338 (2001)
S/2002/432 et Add.1	17 avril 2002	Résolution 1392 (2002)

**Communications reçues du 20 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/621	20 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Indonésie
S/2001/781	7 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/779	9 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Indonésie
S/2001/782	13 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/817	22 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Indonésie
S/2001/837	31 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2002/350	2 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/351	4 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/839	23 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/840	26 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 12

### La situation en Afghanistan

#### Séances du Conseil

4352e (30 juillet 2001); 4414e (13 novembre 2001); 4415e (14 novembre 2001); 4434e (6 décembre 2001); 4443e (20 décembre 2001); 4449e (15 janvier 2002); 4452e (16 janvier 2002); 4461e (30 janvier 2002); 4469e (6 février 2002); 4479e (27 février 2002); 4490e (13 mars 2002); 4497e (26 mars 2002); 4501e (28 mars 2002); 4521e (25 avril 2002); 4541e (23 mai 2002); 4557e (21 juin 2002); 4560e (26 juin 2002); 4579e (19 juillet 2002)

#### Séances plénières

3, 10, 19 et 25 juillet; 3, 9, 21 et 29 août; 7, 14, 18, 25 et 27 septembre; 2 au 4, 9, 11, 16 et 23 octobre; 6, 14, 16, 20 et 28 au 30 novembre; 4 au 6, 12, 14, et 19 décembre 2001; 4, 11, 14 au 16 et 23 janvier; 6 et 27 février; 13 et 25 au 28 mars; 5 et 25 avril; 15 et 22 mai; 7, 18, 21 et 26 juin; 9 et 12 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1363 (2001); 1378 (2001); 1383 (2001); 1386 (2001); 1388 (2002); 1390 (2002); 1401 (2002); 1413 (2002); 1419 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/695	13 juillet 2001	Résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000)
S/2001/789	17 août 2001	Résolution 55/174 A de l'Assemblée générale

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1086	19 novembre 2001	Résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000)
S/2001/1157	6 décembre 2001	Résolution 55/174 A de l'Assemblée générale
S/2001/1215	18 décembre 2001	Résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000)
S/2002/278	18 mars 2002	Résolution 1383 (2001) et résolution 56/220 A de l'Assemblée générale
S/2002/737	11 juillet 2002	Résolution 1401 (2002) et résolution 56/220 A de l'Assemblée générale

**Communications reçues du 25 juillet 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/841	31 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan
S/2001/870	14 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2001/887	18 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/934	3 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/937	4 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/952	5 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/967	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/968	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/962	11 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/964	11 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis

## La situation en Afghanistan

---

S/2001/980	17 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1020	18 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Arménie
S/2001/1018	26 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Afghanistan, de la Fédération de Russie et du Tadjikistan
S/2001/1052	6 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/1056	7 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1101	20 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/326/Add.1	21 novembre 2001	Additif au rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2001/1114	27 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1115	27 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1154	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1169	7 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2001/1226	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2001/1213	18 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ouzbékistan
S/2001/1217	19 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2001/1223	19 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2001/1238	21 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Allemagne
S/2001/1255	21 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan
S/2001/1257	21 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la France

S/2001/1296	27 décembre 2001	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Espagne
S/2001/1321	28 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2002/59	11 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/74	11 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/65	14 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/117	14 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/77	15 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Portugal
S/2002/78	15 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Chine
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/92	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Roumanie
S/2002/101	17 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/97	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman
S/2002/134	30 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Japon
S/2002/156	4 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/157	8 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/168	13 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce
S/2002/210	27 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande

S/2002/235	4 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/274	14 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/283	15 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Afghanistan et de la Fédération de Russie
S/2002/479	25 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/516	2 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/568	9 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/541	13 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/672	14 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/736	30 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/740	9 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/780	17 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan

---

## Chapitre 13

### La situation en Géorgie

#### Séances du Conseil

4353e (31 juillet 2001); 4400e (30 octobre 2001); 4464e (31 janvier 2002);  
4590e (29 juillet 2002); 4591e (29 juillet 2002)

#### Consultations plénières

25, 30 et 31 juillet; 8, 12 et 29 octobre; 19 décembre 2001; 25, 30 et 31 janvier;  
20 mars; 5, 8, 12 et 29 avril; 16 mai; 23, 26 et 29 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1364 (2001); 1393 (2002); 1427 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

S/PV.4400; S/PV.4590

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Résolution 858 (1993)	Création
Résolution 1364 (2001)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2002
Résolution 1393 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2002
Résolution 1427 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2003

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/713	19 juillet 2001	Résolution 1339 (2001)
S/2001/1008	24 octobre 2001	Résolution 1364 (2001)
S/2002/88	18 janvier 2002	Résolution 1364 (2001)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2002/469	19 avril 2002	Résolution 1393 (2002)
S/2002/742	10 juillet 2002	Résolution 1393 (2002)
<b>Communications reçues du 20 juin 2001 au 31 juillet 2002</b>		
S/2001/618	20 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bélarus
S/2001/733	25 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2001/762	1er août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2001/1022	29 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2001/1085	15 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2001/1124	28 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Géorgie
S/2002/220	1er mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/250	8 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/443	18 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/643	23 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/644	7 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/837	23 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/851	30 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/854	31 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie

---

## Chapitre 14

### Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

#### A. La situation au Moyen-Orient

##### 1. Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban

###### Séances du Conseil

4354e (31 juillet 2001); 4458e (28 janvier 2002); 4593e (30 juillet 2002)

###### Consultations plénières

3, 10, 25, 30 et 31 juillet; 3 août 2001; 28 janvier; 4 avril; 24, 26, 29 et 30 juillet 2002

###### Résolutions adoptées

1365 (2001); 1391 (2002); 1428 (2002)

###### Déclarations du Président

Néant

###### Communiqués officiels

Néant

###### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

###### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

###### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948)      Création

Résolution 1365 (2001)      Rapport demandé sur les tâches exécutées actuellement

Résolution 1391 (2002)      Rapport demandé sur les tâches exécutées actuellement

Résolution 1428 (2002)      Rapport demandé sur les tâches exécutées actuellement

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Résolutions 425 (1978)      Création  
et 426 (1978)

Résolution 1365 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2002

Résolution 1391 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2002
Résolution 1428 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2003

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/714	20 juillet 2001	Résolution 1337 (2001)
S/2002/55	16 janvier 2002	Résolution 1365 (2001)
S/2002/746	12 juillet 2002	Résolution 1391 (2002)

**Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/606	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/630	25 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/642	27 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/643	27 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/653	2 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/654	2 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/670	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2001/673	6 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/677	9 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/734	26 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/746	30 juillet 2001	Note verbale adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/766	2 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/767	6 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/777	9 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/831	28 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2001/856	4 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/848	5 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix
S/2001/871	12 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/901	24 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/942	5 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/957	10 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2001/1004	23 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1012	24 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1050	6 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/1119	28 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/1173	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1177	11 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1192	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1206	18 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1336	31 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2001/1337	31 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/40	9 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/79	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/96	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman
S/2002/103	22 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/114	24 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/115	24 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/135	31 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/167	13 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/193	19 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/247	4 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/238	5 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/301	21 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/326	26 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/327	28 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/345	2 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/348	3 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/374	10 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

S/2002/414	12 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/473	19 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/480	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/538	13 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/543	15 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/564	21 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/651	10 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/687	20 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2002/743	8 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/739	9 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/752	11 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/806	22 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/829	23 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

## **2. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment**

### **Séances du Conseil**

4428e (27 novembre 2001); 4546e (30 mai 2002)

### **Consultations plénières**

26 novembre 2001; 29 mai 2002

### **Résolutions adoptées**

1381 (2001); 1415 (2002)

### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/37; S/PRST/2002/18

**Communiqués officiels**

Néant

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948)          Création

(Un certain nombre d'observateurs militaires sont affectés à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement.)

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Résolution 350 (1974)          Création

Résolution 1381 (2001)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 mai 2002

Résolution 1415 (2002)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2002

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1079	15 novembre 2001	Résolutions 350 (1974) et 1351 (2001)
S/2002/542	17 mai 2002	Résolutions 350 (1974) et 1381 (2001)

**Communications reçues du 16 juillet 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/699	16 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/746	30 juillet 2001	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la République arabe syrienne
S/2001/871	12 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/1192	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar

S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/326	26 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/327	28 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/688	20 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne

## **B. La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine**

### **Séances du Conseil**

4357e (20 et 21 août 2001); 4438e (14 décembre 2001); 4474e (21 février 2002); 4478e (26 et 27 février 2002); 4488e (12 mars 2002); 4489e (12 mars 2002); 4503e (29 et 30 mars 2002); 4504e (2 avril 2002); 4505e (2 avril 2002); 4506e (3 et 4 avril 2002); 4508e (8 avril 2002); 4509e (8 avril 2002); 4510e (8 et 9 avril 2002); 4511e (10 avril 2002); 4515e (18 et 19 avril 2002); 4516e (19 avril 2002); 4525e (3 mai 2002); 4552e (13 juin 2002); 4556e (20 juin 2002); 4578e (18 juillet 2002); 4588e (24 juillet 2002)

### **Consultations plénières**

16, 24 et 29 août; 24 septembre; 2, 8, 23, 25 et 29 octobre; 4, 7, 13 et 14 décembre 2001; 4, 8, 23 et 30 janvier; 14 et 21 février; 4, 7, 12, 29 et 30 mars; 1er au 3, 7, 8, 10, 12, 17 au 19, 22, 23, 25, 26, 29 et 30 avril; 1er au 3 et 15 mai; 6 et 12 juin; 9, 10, 17, 24, 26, 29 et 30 juillet 2002

### **Résolutions adoptées**

397 (2002); 1402 (2002); 1403 (2002); 1405 (2002)

### **Déclarations du Président**

S/PRST/2002/9; S/PRST/2002/20

### **Communiqués officiels**

S/PV.4504; S/PV.4505; S/PV.4508; S/PV.4509; S/PV.4556

### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948)          Création

(Voir également sect. A.1 et A.2 ci-dessus)

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Résolution 425 (1978)          Création  
et 426 (1978)

Résolution 1365 (2001)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2002

Résolution 1391 (2002)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2002

Résolution 1428 (2002)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2003

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Résolution 350 (1974)          Création

Résolution 1381 (2001)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 mai 2002

Résolution 1415 (2002)          Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2002

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1100	23 novembre 2001	Résolution 55/55 de l'Assemblée générale

**Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/604	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/605	18 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/606	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/611	19 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/619	21 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/629	25 juin 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/630	25 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/642	27 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/643	27 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/653	2 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/654	2 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/656	2 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/657	2 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/662	3 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/670	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2001/669	5 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/673	6 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/677	9 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/686	11 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/698	12 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/696	13 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/697	13 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/701	13 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/699	16 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/706	17 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2001/708	17 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/717	20 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/728	23 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/734	26 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/737	26 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/742	26 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/743	27 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/746	30 juillet 2001	Note verbale adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/750	30 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/754	31 juillet 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/766	2 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/767	6 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/768	6 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/770	7 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/775	8 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/790	8 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/777	9 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/780	9 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

S/2001/791	10 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/783	13 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/784	13 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/787	13 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/785	14 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/803	14 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/797	15 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Mali et du Qatar
S/2001/798	16 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/799	17 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/800	17 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali
S/2001/806	17 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/801	20 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2001/812	21 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/814	22 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/819	22 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2001/821	27 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/825	27 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2001/830	27 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2001/826	28 août 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/831	28 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2001/834	30 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/840	4 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/856	4 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2001/848	5 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix
S/2001/855	7 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Palestine
S/2001/858	7 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/871	12 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/875	17 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/880	17 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/892	20 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/901	24 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/907	24 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/918	27 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/920	28 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2001/928	2 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

S/2001/932	3 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/938	3 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/941	5 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/942	5 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/943	5 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/948	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/957	10 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2001/962	11 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/977	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/971	16 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/975	17 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/989	19 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/990	19 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/991	22 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/993	22 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/997	22 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Mali et du Qatar
S/2001/1000	23 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2001/1004	23 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2001/1007	24 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1011	24 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1012	24 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1019	26 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2001/1023	29 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1024	30 octobre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1036	1er novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1046	1er novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1045	5 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/1048	5 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1050	6 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2001/1071	12 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1084	15 novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1090	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili
S/2001/1092	19 novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1099	19 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/1111	26 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1112	26 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar

S/2001/1118	27 novembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1121	27 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1119	28 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1133	28 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1141	30 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1147	4 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2001/1149	4 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1150	4 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/1160	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1173	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1170	7 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Chili
S/2001/1166	10 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1177	11 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1189	11 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1192	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1191	13 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Égypte
S/2001/1198	13 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1205	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2001/1206	18 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1239	21 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1261	26 décembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2001/1262	26 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2001/1336	31 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2001/1337	31 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/14	2 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2002/18	3 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/25	4 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/37	8 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2002/39	9 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/40	9 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/47	11 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/48	11 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/57	11 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2002/58	14 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/73	16 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/99	16 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Népal

S/2002/79	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/86	18 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/89	18 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/95	21 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/96	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/102	22 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/103	22 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/104	22 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/109	22 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/111	23 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2002/114	24 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/115	24 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/121	25 janvier 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/151	25 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc
S/2002/126	28 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/135	31 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2002/142	1 <sup>er</sup> février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/146	5 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/155	8 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/164	11 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/165	13 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/167	13 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/175	15 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/174	19 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/193	19 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/182	20 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/184	20 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen
S/2002/185	20 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/186	21 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/190	21 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/208	27 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/214	28 février 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/222	4 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/223	4 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/247	4 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/232	5 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/233	5 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/234	5 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2002/238	5 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/242	6 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/191	7 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/244	7 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/248	7 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/249	8 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/252	8 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/253	11 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/254	11 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/257	11 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/256	12 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/258	12 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/421	13 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ukraine

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2002/280	14 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/288	14 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bélarus
S/2002/281	15 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/293	18 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/296	18 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/301	21 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/302	22 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/307	25 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/315	26 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/326	26 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/319	27 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/322	27 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/327	28 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/329	29 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jordanie
S/2002/330	29 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/331	29 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2002/332	29 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/336	1er avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2002/337	1er avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/340	2 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/342	2 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/345	2 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/357	2 avril 2002	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Costa Rica
S/2002/344	3 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/348	3 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/353	4 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/362	4 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/354	5 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/356	5 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/360	5 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/359 et Corr.1	6 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2002/361	8 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/369	10 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/370	10 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/371	10 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/373	10 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/374	10 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2002/414	12 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/415	12 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/425	15 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/428	15 avril 2002	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Costa Rica
S/2002/433	16 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/431	17 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2002/439	18 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/468	19 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/473	19 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/474	22 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/475	22 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/480	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/481	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ukraine
S/2002/491	26 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/495	29 avril 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/503	1er mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/504	1er mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/510	2 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/511	2 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2002/506	3 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/533	8 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/536	10 mai 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/538	13 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/543	15 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/555	20 mai 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/564	21 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/572	21 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/583	23 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/584	24 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/604	30 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/610	3 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/617	4 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/620 et Corr.1	5 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/641	6 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/642	6 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2002/645	6 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc
S/2002/650	10 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

## Questions relatives à la situation au Moyen-Orient

---

S/2002/651	10 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/654	11 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/655	11 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Bahreïn
S/2002/658	12 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/669	14 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/672	14 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/683	19 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/686	20 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/687	20 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2002/688	20 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/706	20 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/696	21 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/697	21 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/699	24 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/717	28 juin 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/743	8 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/738	9 juillet 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/739	9 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/752	11 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/775	17 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/800	19 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/806	22 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/827	23 juillet 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/828	23 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2002/829	23 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/838	23 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/830	24 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/831	24 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/841	26 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/852	30 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

---

## Chapitre 15

### Armes légères

#### Séances du Conseil

4355e (2 août 2001); 4362e (31 août 2001)

#### Consultations plénières

25 juillet; 14 et 29 août 2001

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/21

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communications reçues du 9 juillet 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/700	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali
S/2001/732	25 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/145	1er février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Japon

---

## Chapitre 16

### **Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents**

#### **A. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

##### **Séances du Conseil**

4369e (10 septembre 2001); 4491e (14 mars 2002)

##### **Consultations plénières**

13 et 16 août; 5 et 7 septembre 2001

##### **Résolutions adoptées**

Néant

##### **Déclarations du Président**

Néant

##### **Communiqués officiels**

S/PV.4369; S/PV.4491

##### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

##### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Mission en Éthiopie et en Érythrée, 21 au 25 février 2002

Rapport : S/2002/205 (27 février 2002)

##### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (voir deuxième partie,  
chap. 18)

##### **Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/608	19 juin 2001	Résolution 1320 (2001)
S/2001/843	5 septembre 2001	Résolution 1344 (2001)
S/2002/245	8 mars 2002	Résolution 1369 (2001)
S/2002/744	10 juillet 2002	Résolution 1398 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/811	18 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Bangladesh

**B. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4371e (13 septembre 2001); 4496e (20 mars 2002)

**Consultations plénières**

5 et 7 septembre 2001

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4371; S/PV.4496

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission des Nations Unies en Sierra Leone (voir deuxième partie, chap. 7)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/627	25 juin 2001	Résolution 1289 (2000)
S/2001/857 et Add.1	7 septembre 2001	Résolution 1346 (2001)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2002/267	14 mars 2002	Résolution 1370(2001)
S/2002/679	19 juin 2002	Résolution 1400 (2002)

**Communication reçue le 22 juin 2001**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
------------	--------------	---

**C. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4386e (2 octobre 2001)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4386

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (voir deuxième partie, chap. 4)

### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/913	26 septembre 2001	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)
S/2002/323	28 mars 2002	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)

### Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/1082	13 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1083	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

## **D. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

### Séances du Conseil

4391e (18 et 22 octobre 2001); 4483e (4 mars 2002); 4550e (11 juin 2002)

### Consultations plénières

11 juin 2002

### Résolutions adoptées

Néant

### Déclarations du Président

Néant

### Communiqués officiels

S/PV.4391; S/PV.4483; S/PV.4550

### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo  
(voir deuxième partie, chap. 10)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/970	16 octobre 2001	Résolution 1355 (2001)
S/2002/169	15 février 2002	Résolution 1355 (2001)
S/2002/621	5 juin 2002	Résolution 1355 (2001)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/760	31 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/761	2 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**E. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4397e (25 octobre 2001); 4456e (23 janvier 2002); 4527e (6 mai 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4397; S/PV.4456; S/PV.4527

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (voir deuxième partie, chap. 11)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/719	24 juillet 2001	Résolution 1338 (2001)
S/2001/983 et Corr.1	18 octobre 2001	Résolution 1338 (2001)
S/2002/80 et Corr.1	17 janvier 2002	Résolution 1338 (2001)
S/2002/432 et Add.1	17 avril 2002	Résolution 1392 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2002/350	2 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/351	4 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**F. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4425e (21 novembre 2001); 4545e (24 mai 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4425; S/PV.4545

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (voir deuxième partie, chap. 14, sect. A)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1079	15 novembre 2001	Résolutions 350 (1974) et 1351 (2001)
S/2002/542	17 mai 2002	Résolutions 350 (1974) et 1351 (2001)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2002/326	26 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/327	28 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**G. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4426e (21 novembre 2001); 4477e (25 février 2002); 4520e (24 avril 2002); 4587e (24 juillet 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4426; S/PV.4477; S/PV.4520; S/PV.4587

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (voir deuxième partie, chap. 8)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/613	20 juin 2001	Résolution 1399 (2001)
S/2002/41	10 janvier 2002	Résolution 1380 (2001)
S/2002/178	19 février 2002	Résolution 1380 (2001)
S/2002/467	19 avril 2002	Résolution 1394 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/1041	30 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1042	2 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/766	10 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/767	16 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**H. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4435e (7 décembre 2001); 4549e (5 juin 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4435; S/PV.4549

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (voir deuxième partie, chap. 28)

### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1122	30 novembre 2001	Résolutions 186 (1964) et 1354 (2001)
S/2002/590	30 mai 2002	Résolutions 186 (1964) et 1384 (2002)

### Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
------------	--------------	---

## I. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

### Séances du Conseil

4446e (10 janvier 2002); 4569e (10 juillet 2002)

### Consultations plénières

Néant

### Résolutions adoptées

Néant

### Déclarations du Président

Néant

### Communiqués officiels

S/PV.4446; S/PV.4569

### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (voir deuxième partie, chap. 1, sect. C)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/661	3 juillet 2001	Résolution 1355 (2001)
S/2002/1	2 janvier 2002	Résolution 1362 (2001)
S/2002/713	28 juillet 2002	Résolution 1387 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/668	3 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Yougoslavie
S/2001/680	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Croatie
S/2001/872	10 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/873	17 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**J. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4455e (21 janvier 2002); 4576e (17 juillet 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4455; S/PV.4576

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées :**

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (voir deuxième partie, chap. 14, sect. A)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/714	20 juillet 2001	Résolution 1337 (2001)
S/2002/55	16 janvier 2002	Résolution 1365 (2001)
S/2002/746	12 juillet 2002	Résolution 1391 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/766	2 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/767	6 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/40	9 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

**K. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4457e (24 janvier 2002); 4586e (24 juillet 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4457; S/PV.4586

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (voir deuxième partie, chap. 13)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/713	19 juillet 2001	Résolution 1339 (2001)
S/2001/1008	24 octobre 2001	Résolution 1364 (2001)
S/2002/88	18 janvier 2002	Résolution 1364 (2001)
S/2002/469	19 avril 2002	Résolution 1393 (2002)
S/2002/742	10 juillet 2002	Résolution 1393 (2002)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2002/643	23 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/644	7 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**L. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

**Séances du Conseil**

4553e (13 juin 2002)

**Consultations plénières**

Néant

**Résolutions adoptées**

Néant

**Déclarations du Président**

Néant

**Communiqués officiels**

S/PV.4553

**Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

**Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

**Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (voir deuxième partie, chap. premier, sect. B)

**Rapports du Secrétaire général**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1132 et Corr.1	29 novembre 2001	Résolution 1357 (2001)
S/2002/618	5 juin 2002	Résolution 1357 (2001)

**Communications reçues du 22 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/626	22 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan
S/2002/529	2 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/530	7 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 17

### **Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes**

#### **Séances du Conseil**

4370e (12 septembre 2001); 4385e (28 septembre 2001); 4413e (12 novembre 2001); 4453e (18 janvier 2002); 4512e (15 avril 2002); 4513e (15 avril 2002); 4561e (27 juin 2002)

#### **Consultations plénières**

12, 14, 18, 20, 21, 24, 25, 27 et 28 septembre; 2 au 4, 8 et 9 octobre; 8 novembre; 4 décembre 2001; 4 et 6 janvier; 2, 12 et 15 avril; 6 et 26 juin 2002

#### **Résolutions adoptées**

1368 (2001); 1373 (2001); 1377 (2001)

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2002/10

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications reçues du 12 septembre 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/894	12 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/864	13 septembre 2001	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2001/866	13 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ouzbékistan

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2001/877	13 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan
S/2001/869	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/885	17 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/888	18 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2001/895	18 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali
S/2001/893	20 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Géorgie
S/2001/903	24 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2001/906	25 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova, de l'Ouzbékistan et de l'Ukraine
S/2001/909	25 septembre 2001	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Belgique
S/2001/914	27 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Chine
S/2001/917	27 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Argentine
S/2001/935	4 octobre 2001	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2001/940	4 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/944	5 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Mongolie
S/2001/946	7 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/947	7 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2001/949	8 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

S/2001/967	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/968	8 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/962	11 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/964	11 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2001/980	17 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/987	17 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Slovénie
S/2001/996	18 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bélarus
S/2001/1020	18 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Arménie
S/2001/986	19 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2001/999	23 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1005	24 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2001/1021	24 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Sénégal
S/2001/1037	26 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/1039	26 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/1040	26 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/1033	29 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1038	29 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/1034	30 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2001/1052	6 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/1062	9 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Japon
S/2001/1061	12 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Zambie
S/2001/1073	12 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Panama
S/2001/1087	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili
S/2001/1088	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili
S/2001/1091	16 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili
S/2001/1099	19 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2001/1103	23 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France
S/2001/1104	23 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Australie
S/2001/1111	26 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2001/1127	29 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Allemagne
S/2001/1134 et Add.1	30 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2001/1135	30 novembre 2001	Rapport de la Mongolie*
S/2001/1136	30 novembre 2001	Rapport du Honduras
S/2001/1137	30 novembre 2001	Rapport du Venezuela
S/2001/1138	30 novembre 2001	Rapport de la Norvège
S/2001/1142	3 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Pologne
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud

---

\* Les rapports et rapports complémentaires des États et des organisations internationales ont été transmis au Président du Conseil de sécurité sous couvert de lettres émanant du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001).

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/1171	6 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Pays-Bas
S/2001/1164	7 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1144	10 décembre 2001	Rapport du Myanmar
S/2001/1200	13 décembre 2001	Rapport de la République dominicaine
S/2001/1201	13 décembre 2001	Rapport du Liban
S/2001/1231	13 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants du Japon et de l'Afrique du Sud
S/2001/1204	14 décembre 2001	Rapport de la République arabe syrienne
S/2001/1209	14 décembre 2001	Rapport du Canada
S/2001/1210	14 décembre 2001	Rapport de Bahreïn
S/2001/1227	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2001/1193	17 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande
S/2001/1258	18 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2001/1219	19 décembre 2001	Rapport du Gabon
S/2001/1220	19 décembre 2001	Rapport des États-Unis d'Amérique
S/2001/1221	19 décembre 2001	Rapport du Koweït
S/2001/1224	19 décembre 2001	Rapport de la Suisse
S/2001/1225	19 décembre 2001	Rapport de la Slovaquie
S/2001/1232	19 décembre 2001	Rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2001/1233	20 décembre 2001	Rapport de la Suède
S/2001/1234	20 décembre 2001	Rapport de Singapour
S/2001/1235	20 décembre 2001	Rapport de l'Uruguay
S/2001/1236	20 décembre 2001	Rapport des Bahamas
S/2001/1237	20 décembre 2001	Rapport de l'Égypte
S/2001/1241	21 décembre 2001	Rapport de la Grenade
S/2001/1242	21 décembre 2001	Rapport de l'Autriche
S/2001/1243	21 décembre 2001	Rapport de Chypre

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2001/1244	21 décembre 2001	Rapport de l'Andorre
S/2001/1245	21 décembre 2001	Rapport de l'Indonésie
S/2001/1246	21 décembre 2001	Rapport de l'Espagne
S/2001/1247	21 décembre 2001	Rapport de l'Australie
S/2001/1248	21 décembre 2001	Rapport de la République populaire démocratique de Corée
S/2001/1249	21 décembre 2001	Rapport d'El Salvador
S/2001/1250	21 décembre 2001	Rapport de Malte
S/2001/1251	21 décembre 2001	Rapport de la Finlande
S/2001/1252	21 décembre 2001	Rapport de l'Irlande
S/2001/1253	21 décembre 2001	Rapport du Liechtenstein
S/2001/1254	21 décembre 2001	Rapport du Mexique
S/2001/1264	27 décembre 2001	Rapport des Pays-Bas
S/2001/1265	27 décembre 2001	Rapport du Belize
S/2001/1266	27 décembre 2001	Rapport de la Belgique
S/2001/1267	27 décembre 2001	Rapport du Botswana
S/2001/1268 et Add.1	27 décembre 2001	Rapport du Bélarus
S/2001/1269	27 décembre 2001	Rapport de la Nouvelle-Zélande
S/2001/1270 et Add.1	27 décembre 2001	Rapport de la Chine
S/2001/1271	27 décembre 2001	Rapport de la Croatie
S/2001/1272	27 décembre 2001	Rapport du Guatemala
S/2001/1273	27 décembre 2001	Rapport de la Bulgarie
S/2001/1274	27 décembre 2001	Rapport de la France
S/2001/1275	27 décembre 2001	Rapport de la Pologne
S/2001/1276	27 décembre 2001	Rapport de la Barbade
S/2001/1277	27 décembre 2001	Rapport de la Slovénie
S/2001/1278	27 décembre 2001	Rapport de l'Inde
S/2001/1279	27 décembre 2001	Rapport du Costa Rica
S/2001/1280	27 décembre 2001	Rapport de l'Algérie
S/2001/1281	27 décembre 2001	Rapport de l'Afrique du Sud
S/2001/1282	27 décembre 2001	Rapport de Sri Lanka
S/2001/1283	27 décembre 2001	Rapport de la République de Corée

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/1284 et Add.1	27 décembre 2001	Rapport de la Fédération de Russie
S/2001/1285	27 décembre 2001	Rapport du Brésil
S/2001/1286	27 décembre 2001	Rapport de Maurice
S/2001/1287	27 décembre 2001	Rapport de la Somalie
S/2001/1288	27 décembre 2001	Rapport du Maroc
S/2001/1289	27 décembre 2001	Rapport du Venezuela
S/2001/1290 et Add.1	27 décembre 2001	Rapport des Philippines
S/2001/1291	27 décembre 2001	Rapport de l'Iraq
S/2001/1292	27 décembre 2001	Rapport de Saint Marin
S/2001/1293	27 décembre 2001	Rapport du Paraguay
S/2001/1294	27 décembre 2001	Rapport de l'Arabie saoudite
S/2001/1297	27 décembre 2001	Rapport de l'Union européenne
S/2001/1302	27 décembre 2001	Rapport de la République tchèque
S/2001/1303	27 décembre 2001	Rapport du Danemark
S/2001/1304	27 décembre 2001	Rapport de la Turquie
S/2001/1305	27 décembre 2001	Rapport de la Namibie
S/2001/1306	27 décembre 2001	Rapport du Japon
S/2001/1307	27 décembre 2001	Rapport du Kazakhstan
S/2001/1308	27 décembre 2001	Rapport de l'Islande
S/2001/1309	27 décembre 2001	Rapport de l'Albanie
S/2001/1310	27 décembre 2001	Rapport du Pakistan
S/2001/1311	27 décembre 2001	Rapport de Djibouti
S/2001/1312	27 décembre 2001	Rapport d'Israël
S/2001/1313	27 décembre 2001	Rapport de la Bosnie-Herzégovine
S/2001/1314	27 décembre 2001	Rapport de la Jamaïque
S/2001/1315	27 décembre 2001	Rapport de l'Estonie
S/2001/1316	27 décembre 2001	Rapport de la Tunisie
S/2001/1317	27 décembre 2001	Rapport du Soudan
S/2001/1318	27 décembre 2001	Rapport de la Colombie
S/2001/1319	27 décembre 2001	Rapport du Mozambique
S/2001/1339	27 décembre 2001	Rapport de la Roumanie

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2001/1322 et Corr.1	28 décembre 2001	Rapport du Burundi
S/2001/1323	28 décembre 2001	Rapport de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2001/1324 et Add.1	28 décembre 2001	Rapport des Îles Cook
S/2001/1325	28 décembre 2001	Rapport de l'Azerbaïdjan
S/2001/1326	28 décembre 2001	Rapport du Népal
S/2001/1327	28 décembre 2001	Rapport de l'Équateur
S/2001/1328	28 décembre 2001	Rapport de la Yougoslavie
S/2001/1329	28 décembre 2001	Rapport du Cap-Vert
S/2001/1330	28 décembre 2001	Rapport de l'Ukraine
S/2001/1331	28 décembre 2001	Rapport de la République démocratique du Congo
S/2001/1332	28 décembre 2001	Rapport de la République islamique d'Iran
S/2001/1333	28 décembre 2001	Rapport de l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/2001/1340	28 décembre 2001	Rapport de l'Argentine
S/2002/2	2 janvier 2002	Rapport de la Lituanie
S/2002/3 et Corr.1 et Add.1	2 janvier 2002	Rapport de la Géorgie
S/2002/4	2 janvier 2002	Rapport de l'Ouzbékistan
S/2002/5	2 janvier 2002	Rapport du Chili
S/2002/6	2 janvier 2002	Rapport du Luxembourg
S/2002/7	2 janvier 2002	Rapport de Nioué
S/2002/8	2 janvier 2002	Rapport de l'Italie
S/2002/9	2 janvier 2002	Rapport de la Lettonie
S/2002/10	2 janvier 2002	Rapport de la Thaïlande
S/2002/11	2 janvier 2002	Rapport de l'Allemagne
S/2002/26	4 janvier 2002	Rapport du Qatar
S/2002/27	4 janvier 2002	Rapport de la Bolivie
S/2002/31	7 janvier 2002	Rapport du Bhoutan
S/2002/32	7 janvier 2002	Rapport de la Hongrie
S/2002/33	7 janvier 2002	Rapport de la République de Moldova
S/2002/34	7 janvier 2002	Rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/35	7 janvier 2002	Rapport de la Malaisie
S/2002/15	9 janvier 2002	Rapport de Cuba
S/2002/42	9 janvier 2002	Rapport du Bangladesh
S/2002/43	9 janvier 2002	Rapport de la Grèce
S/2002/51	11 janvier 2002	Rapport du Sénégal
S/2002/52	11 janvier 2002	Rapport du Pérou
S/2002/67	15 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/69	15 janvier 2002	Rapport du Nigéria
S/2002/78	15 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Chine
S/2002/75	16 janvier 2002	Rapport de la Côte d'Ivoire
S/2002/76	16 janvier 2002	Rapport de Panama
S/2002/99	16 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Népal
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/81	18 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/87 et Add.1	18 janvier 2002	Rapport d'Oman
S/2002/107	18 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Costa Rica
S/2002/93 et Add.1	21 janvier 2002	Rapport de Monaco
S/2002/94	21 janvier 2002	Rapport du Niger
S/2002/125	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman
S/2002/116	24 janvier 2002	Rapport de l'Angola
S/2002/119	25 janvier 2002	Rapport de la Trinité-et-Tobago
S/2002/120 et Add.1	25 janvier 2002	Rapport du Portugal
S/2002/127	29 janvier 2002	Rapport de la Jordanie
S/2002/137	31 janvier 2002	Rapport de l'Éthiopie

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2002/138	31 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/143	4 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2002/147	5 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2002/148	6 février 2002	Rapport du Viet Nam
S/2002/162	11 février 2002	Rapport de l'Arménie
S/2002/173	14 février 2002	Rapport du Samoa
S/2002/181	18 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/194	25 février 2002	Rapport de la République démocratique populaire lao
S/2002/200	25 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Fédération de Russie et de l'Inde
S/2002/202	26 février 2002	Rapport du Cambodge
S/2002/203	26 février 2002	Rapport de Madagascar
S/2002/204	26 février 2002	Rapport du Kirghizistan
S/2002/239	6 mars 2002	Rapport des Émirats arabes unis
S/2002/240	6 mars 2002	Rapport du Yémen
S/2002/191	7 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/260 à S/2002/265	7 mars 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/271	7 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/276	14 mars 2002	Rapport de la Guinée
S/2002/275	15 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Pologne
S/2002/277	15 mars 2002	Rapport du Cameroun
S/2002/279	15 mars 2002	Rapport du Malawi

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/313	26 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan
S/2002/318	27 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/325	27 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Fédération de Russie et du Japon
S/2002/324	28 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Roumanie
S/2002/358	2 avril 2002	Rapport du Tadjikistan
S/2002/362	4 avril 2002	Rapport adressé au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/375	10 avril 2002	Résumé du Bélarus
S/2002/376 à S/2002/410	10 avril 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/413	12 avril 2002	Rapport des Maldives
S/2002/445 à S/2002/465	12 avril 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/435	17 avril 2002	Rapport du Bénin
S/2002/442	17 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/444 et Add.1	18 avril 2002	Rapport du Burkina Faso
S/2002/497	26 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/500	29 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/508	1er mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/517	2 mai 2002	Rapport de l'Ouganda
S/2002/518	3 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)

S/2002/520 à S/2002/528	3 mai 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/531	7 mai 2002	Rapport des États fédérés de Micronésie
S/2002/567	17 mai 2002	Rapport de la Jamaïque
S/2002/580	22 mai 2002	Rapport du Turkménistan
S/2002/581	22 mai 2002	Rapport de l'Érythrée
S/2001/582	22 mai 2002	Rapport du Nicaragua
S/2002/598 et Add.1	24 mai 2002	Rapport du Guyana
S/2002/600 et Add.1	24 mai 2002	Rapport d'Antigua-et-Barbuda
S/2002/599	28 mai 2002	Rapport complémentaire de la Grenade
S/2002/601	28 mai 2002	Rapport complémentaire de l'Égypte
S/2002/612	31 mai 2002	Rapport des Palaos
S/2002/613	31 mai 2002	Rapport du Mali
S/2002/614	4 juin 2002	Rapport d'Haïti
S/2002/615	4 juin 2002	Rapport de Nauru
S/2002/616	4 juin 2002	Rapport des Fidji
S/2002/624 à S/2002/640	5 juin 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/623 et Add.1	6 juin 2002	Rapport complémentaire du Japon
S/2002/645	6 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc
S/2002/646	7 juin 2002	Rapport de Saint-Vincent-et-les Grenadines
S/2002/667	11 juin 2002	Rapport complémentaire du Canada
S/2002/668	13 juin 2002	Rapport de l'Afghanistan
S/2002/673	13 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/672	14 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/674	17 juin 2002	Rapport complémentaire des États-Unis d'Amérique
S/2002/675	17 juin 2002	Rapport complémentaire de l'Irlande
S/2002/676	17 juin 2002	Rapport complémentaire de l'Uruguay
S/2002/677	17 juin 2002	Rapport complémentaire de la Pologne
S/2002/681	19 juin 2002	Rapport du Lesotho
S/2002/682	19 juin 2002	Rapport du Brunéi Darussalam
S/2002/689	19 juin 2002	Rapport complémentaire de Chypre
S/2002/690	19 juin 2002	Rapport complémentaire de Singapour
S/2002/695	19 juin 2002	Rapport de la Zambie
S/2002/691	20 juin 2002	Rapport complémentaire de la Suède
S/2002/692	20 juin 2002	Rapport complémentaire de la République de Corée
S/2002/693	20 juin 2002	Rapport complémentaire du Bélarus
S/2002/694	20 juin 2002	Rapport de Kiribati
S/2002/700	24 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/708	27 juin 2002	Rapport du Ghana
S/2002/727	2 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Croatie
S/2002/728	2 juillet 2002	Rapport complémentaire du Liban
S/2002/729	2 juillet 2002	Rapport complémentaire du El Salvador
S/2002/730	2 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Slovaquie
S/2002/731	2 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Indonésie
S/2002/745	8 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mexique
S/2002/756	10 juillet 2002	Rapport de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
S/2002/765	16 juillet 2002	Rapport de la République-Unie de Tanzanie
S/2002/776	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Australie
S/2002/777	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Maroc
S/2002/778	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Espagne
S/2002/783	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de la France
S/2002/784	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Guatemala
S/2002/785	18 juillet 2002	Rapport complémentaire des Philippines

## Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

---

S/2002/786	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de Saint-Marin
S/2002/787	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/788	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Liechtenstein
S/2002/789	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Danemark
S/2002/790	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Venezuela
S/2002/791	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Norvège
S/2002/792	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Afrique du Sud
S/2002/793	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Bulgarie
S/2002/794	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Barbade
S/2002/795	18 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Nouvelle-Zélande
S/2002/796	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Brésil
S/2002/797	18 juillet 2002	Rapport complémentaire du Pakistan
S/2002/798	22 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/808-S/2002/822	22 juillet 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/833	22 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) par le représentant de la République dominicaine
S/2002/855	29 juillet 2002	Rapport des Comores
S/2002/856	29 juillet 2002	Rapport complémentaire du Kenya
S/2002/861	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de Sri Lanka
S/2002/862	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la République populaire démocratique de Corée
S/2002/863	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Slovaquie
S/2002/864	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de Costa Rica
S/2002/865	31 juillet 2002	Rapport complémentaire du Soudan
S/2002/868	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Suisse
S/2002/869	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Arabie saoudite
S/2002/870	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Estonie

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/871	31 juillet 2002	Rapport complémentaire d'Israël
S/2002/872	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la République tchèque
S/2002/876	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de Malte
S/2002/877	31 juillet 2002	Rapport complémentaire du Mexique
S/2002/878	31 juillet 2002	Rapport complémentaire du Paraguay
S/2002/879	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Finlande
S/2002/880	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de Maurice
S/2002/882	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Thaïlande
S/2002/883	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Inde
S/2002/884	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Chine
S/2002/885	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de l'Équateur
S/2002/886	31 juillet 2002	Rapport complémentaire du Koweït
S/2002/887	31 juillet 2002	Rapport complémentaire de la Fédération de Russie

---

## Chapitre 18

### La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

#### Séances du Conseil

4372e (14 septembre 2001); 4420e (16 novembre 2001); 4421e (16 novembre 2001); 4450e (16 janvier 2002); 4485e (6 mars 2002); 4494e (15 mars 2002); 4529e (13 mai 2002); 4530e (13 mai 2002)

#### Consultations plénières

25 juin; 5 et 31 juillet; 13, 18, 24 et 26 septembre; 3, 4 et 22 octobre; 14, 16, 26 et 28 novembre 2001; 8, 15, 25, 28 et 31 janvier; 4, 15 et 27 février; 14 mars; 10, 16 et 29 avril; 2, 6, 9, 13, 15 et 29 mai; 12 et 22 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1369 (2001); 1398 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2002/1

#### Communiqués officiels

S/PV.4420; S/PV.4421; S/PV.4529; S/PV.4530

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Éthiopie et en Érythrée, 21 au 25 février 2002

Rapport : S/2002/205 (27 février 2002)

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Résolution 1320 (2000)      Création

Résolution 1369 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 mars 2002

Résolution 1398 (2002)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 septembre 2002

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/608	19 juin 2001	Résolution 1320 (2000)
S/2001/843	5 septembre 2001	Résolution 1344 (2001)
S/2001/1194	13 décembre 2001	Résolution 1369 (2001)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2002/245	8 mars 2002	Résolution 1369 (2001)
S/2002/744	10 juillet 2002	Résolution 1398 (2002)
<b>Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002</b>		
S/2001/609	18 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2001/648	28 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2002/129	31 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/205	27 février 2002	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Éthiopie et en Érythrée
S/2002/254	11 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/423	15 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/426	16 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/732	5 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/853	29 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

---

## Chapitre 19

### La situation en Angola

#### Séances du Conseil

4376e (20 septembre 2001); 4377e (20 septembre 2001); 4393e (19 octobre 2001); 4418e (15 novembre 2001); 4419e (15 novembre 2001); 4444e (21 décembre 2001); 4472e (13 février 2002); 4499e (28 mars 2002); 4514e (18 avril 2002); 4517e (23 avril 2002); 4536e (17 mai 2002); 4575e (17 juillet 2002)

#### Consultations plénières

3 et 5 juillet; 13 et 16 août; 20 septembre; 16, 17 et 19 octobre; 14 novembre 2001; 4, 16 et 23 janvier; 4 et 25 au 27 février; 20 au 27 mars; 9, 17, 18 et 23 avril; 24 juin; 12 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1374 (2001); 1404 (2002); 1412 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/24; S/PRST/2001/36; S/PRST/2002/7

#### Communiqués officiels

S/PV.4376

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA (rapports présentés en application des résolutions 1295 (2000), 1336 (2001) et 1348 (2001) du Conseil de sécurité)

Rapport complémentaire : S/2001/966 (12 octobre 2001)

Rapport additionnel : S/2002/486 (18 avril 2002)

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/956	10 octobre 2001	Résolution 1294 (2000)
S/2002/834	26 juillet 2002	Résolution 1294 (2000)

**Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/607	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2001/676	9 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/793	15 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/904	25 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burkina Faso
S/2001/908	25 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2001/933	3 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2001/958	10 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2001/966	12 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)
S/2001/973	16 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1009	24 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1116	27 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et du Portugal
S/2001/1240	14 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)
S/2002/91	18 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/180	19 février 2002	Note verbale adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Malawi
S/2002/227	1er mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne

S/2002/243	1er mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)
S/2002/270	14 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/297	18 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne
S/2002/300	20 mars 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/346	1er avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/411	11 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/412	12 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/486	18 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)
S/2002/487	26 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/535	26 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et du Portugal
S/2002/551	16 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/714	25 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/715	28 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/768	11 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/769	16 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

---

## **Chapitre 20**

### **Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 26 avril 1996**

#### **Séances du Conseil**

4384e (28 septembre 2001)

#### **Consultations plénières**

14 août; 28 septembre 2001; 25 janvier; 23 et 24 juillet 2002

#### **Résolutions adoptées**

1372 (2001)

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications**

Néant

---

## Chapitre 21

### **Prix Nobel de la paix**

#### **Séances du Conseil**

4390e (12 octobre 2001)

#### **Consultations plénières**

12 et 30 octobre; 12 décembre 2001

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/28

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications**

Néant

---

## Chapitre 22

### Questions générales relatives aux sanctions

#### Séances du Conseil

4394e (22 et 25 octobre 2001)

#### Consultations plénières

23 octobre 2001

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communication reçue le 15 janvier 2002

S/2002/70

15 janvier 2002

Note du Président du Conseil de sécurité

---

## **Chapitre 23**

### **Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice**

#### **Séances du Conseil**

4398e (29 octobre 2001)

#### **Consultations plénières**

Néant

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

S/PV.4398

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications**

Néant

---

## Chapitre 24

### Les femmes et la paix et la sécurité

#### Séances du Conseil

4402e (31 octobre 2001); 4589e (25 juillet 2002)

#### Consultations plénières

2 octobre 2001

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

S/PRST/2001/31

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communications reçues du 4 décembre 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/1155	4 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/99	16 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Népal

---

## Chapitre 25

### La situation au Libéria

#### Séances du Conseil

4405e (5 novembre 2001); 4481e (27 février 2002); 4526e (6 mai 2002)

#### Consultations plénières

16 et 29 août; 2 et 7 novembre; 4 et 18 décembre 2001; 23 et 28 janvier; 13 et 27 février; 19 et 28 mars; 19, 22 et 23 avril; 3, 5 et 6 mai; 16 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1395 (2002); 1408 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts concernant le Libéria (rapports présentés en application du paragraphe 19 de la résolution 1343 (2001) du Conseil de sécurité)

Rapports : S/2001/1015 (26 octobre 2001)

S/2002/470 (19 avril 2002)

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/939	5 octobre 2001	Résolution 1343 (2001)
S/2001/965	11 octobre 2001	Résolution 1343 (2001)
S/2001/1025	31 octobre 2001	Résolution 1343 (2001)
S/2001/494	1er mai 2002	Résolution 1343 (2001)

**Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/625	18 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2001/675	5 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Libéria
S/2001/704	16 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/727	24 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/795	14 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/851	6 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Libéria
S/2001/867	13 septembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/922	25 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/924	1er octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/930	2 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/981	12 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/982	18 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1015	26 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2001/1035	31 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Libéria

## La situation au Libéria

---

S/2001/1043	2 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Singapour
S/2002/23	31 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/24	4 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/83	16 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2002/219	26 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Sénégal
S/2002/237	5 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/310	20 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre libérien des affaires étrangères
S/2002/470	19 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2002/774	17 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/836	26 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

---

## Chapitre 26

### Les enfants touchés par les conflits armés

#### Séances du Conseil

4422e (20 novembre 2001); 4423e (20 novembre 2001); 4528e (7 mai 2002)

#### Consultations plénières

28 juin; 29 août; 7 septembre 2001; 19 avril 2002

#### Résolutions adoptées

1379 (2001)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2002/12

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/852	7 septembre 2001	Résolution 1314 (2000)

#### Communications reçues du 14 septembre 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/890	14 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1155	4 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud

---

## Chapitre 27

### **Protection des civils touchés par les conflits armés**

#### **Séances du Conseil**

4424e (21 novembre 2001); 4492e (15 mars 2002); 4493e (15 mars 2002)

#### **Consultations plénières**

14 mars 2002

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2002/6

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications reçues du 21 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/614	21 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/712	16 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

---

## Chapitre 28

### **Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

### **Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

#### **Séances du Conseil**

4429e (27 novembre 2001); 4535e (17 mai 2002)

#### **Consultations plénières**

29 juin; 24 septembre; 6 novembre; 12 et 19 décembre 2001; 28 janvier; 16 mai; 26 juillet 2002

#### **Résolutions adoptées**

1411 (2002)

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

**Communications reçues du 17 septembre 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/865	17 septembre 2001	Note du Secrétaire général
S/2002/733	2 juillet 2002	Note du Secrétaire général

---

## Chapitre 29

### La situation à Chypre

#### Séances du Conseil

4436e (14 décembre 2001); 4551e (13 juin 2002)

#### Consultations plénières

21 et 26 septembre; 12 et 13 décembre 2001; 26 février; 4 avril; 2 mai; 11 et 13 juin;  
9 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1384 (2001); 1416 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Résolution 186 (1964)      Création

Résolution 1354 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 décembre 2001

Résolution 1384 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 juin 2002

Résolution 1416 (2002)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 décembre 2002

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiqué dans le rapport</i>
S/2001/1122	30 novembre 2001	Résolutions 186 (1964) et 1354 (2001)
S/2002/590	30 mai 2002	Résolutions 186 (1964) et 1384 (2002)

**Communications reçues du 18 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/599	18 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2001/628	19 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/644	28 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/645	28 juin 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/678 et Corr.1	6 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/765	1er août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/778	8 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2001/824	27 août 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/853	6 septembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/953	5 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/959	9 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/972	16 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2001/1006	22 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1017	23 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1044	2 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1059	5 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2001/1077	14 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1139	28 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/1182	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1165	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1184	6 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1162	10 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1186	11 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1187	11 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2001/1183	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1185	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1222	19 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2001/1256	21 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/28	9 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/82	17 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2002/100	21 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/213	27 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/272	12 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/273	13 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/284	13 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/285	18 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/418	12 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/440	17 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/441	17 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre

## La situation à Chypre

---

S/2002/485	26 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/563	17 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/577	23 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/578	23 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/587	28 mai 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/670	12 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/707	26 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/781	17 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/805	19 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie

---

## Chapitre 30

### **Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

#### **Séances du Conseil**

4439e (18 décembre 2001); 4440e (19 décembre 2001)

#### **Consultations plénières**

26 et 30 novembre; 4, 12 et 19 décembre 2001; 4 mars 2002

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

S/PRST/2001/38

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications reçues du 26 novembre 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/1128	26 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1129	29 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/294	14 mars 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/295	19 mars 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

---

S/2002/770	11 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/771	15 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 31

### **Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix**

#### **Séances du Conseil**

4447e (14 janvier 2002)

#### **Consultations plénières**

21 et 25 septembre; 12 et 13 décembre 2001; 4 et 8 janvier 2002

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

S/PV.4447

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications reçues du 31 décembre 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/1335	31 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix
S/2002/22	4 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/56	14 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 32

### La situation en Afrique

#### Séances du Conseil

4460e (29 et 30 janvier 2002); 4465e (31 janvier 2002); 4538e (22 mai 2002); 4577e (18 juillet 2002)

#### Consultations plénières

4, 8, 14, 28, 30 et 31 janvier; 4, 19 et 27 février; 16 mai 2002

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

S/PRST/2002/2

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communications reçues du 25 juillet 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/735	25 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali
S/2001/1031	29 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1032	31 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2001/1178	29 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1174	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2001/1159	6 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2001/1179	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1231	13 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Afrique du Sud et du Japon
S/2002/46	10 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice
S/2002/98	21 janvier 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Espagne
S/2002/231	28 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Guinée, du Libéria, du Maroc et de la Sierra Leone
S/2002/207	1er mars 2002	Note du Président du Conseil de sécurité sur le mandat du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2002/554	21 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice
S/2002/597	30 mai 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/607	31 mai 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/748	10 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/760	15 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

## La situation en Afrique

---

S/2002/761	15 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/836	26 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

---

## **Chapitre 33**

### **Exposé de M. Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**

#### **Séances du Conseil**

4470e (7 février 2002)

#### **Consultations plénières**

Néant

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications**

Néant

---

## Chapitre 34

### **Aide alimentaire dans le cadre du règlement des conflits : Afghanistan et autres zones de conflit**

#### **Séances du Conseil**

4507e (4 avril 2002)

#### **Consultations plénières**

Néant

#### **Résolutions adoptées**

Néant

#### **Déclarations du Président**

Néant

#### **Communiqués officiels**

Néant

#### **Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants**

Néant

#### **Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants**

Néant

#### **Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées**

Néant

#### **Rapports du Secrétaire général**

Néant

#### **Communications**

Néant

---

## Chapitre 35

### La situation dans la région des Grands Lacs

#### Séances de Conseil

4532e (14 mai 2002)

#### Consultations plénières

24 et 25 juillet; 8 novembre 2001; 4, 16, 18 et 25 avril; 9 et 17 mai; 30 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission dans la région des Grands Lacs, 27 avril au 7 mai 2002

Rapport : S/2002/537 et Add.1 (13 et 14 mai 2002)

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Résolution 1279 (1999)      Création

Résolution 1355 (2001)      Prorogation du mandat jusqu'au 15 juin 2002

Résolution 1417 (2002)      Prorogation du mandat jusqu'au 30 juin 2003

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communications reçues du 26 juin 2001 au 30 juillet 2002

S/2001/634	26 juin 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2001/672	6 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi

## La situation dans la région des Grands-Lacs

---

S/2001/729	23 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/979	15 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2001/1095	16 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1096	21 novembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1174	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2002/430	17 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/434	17 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2002/772	11 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/773	16 juillet 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

---

## Chapitre 36

### La situation en Guinée-Bissau

#### Séances du Conseil

4567e (8 juillet 2002)

#### Consultations plénières

10, 24 et 25 juillet; 22 octobre; 8 novembre 2001; 8 janvier, 4, 10, 16, 18 et 25 avril; 9 et 17 mai 2002

#### Résolutions adoptées

Néant

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

S/PV.4567

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Néant

#### Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence indiquée dans le rapport</i>
S/2001/622 et Corr. 1	22 juin 2001	Résolution 1233 (1999)
S/2001/915	27 septembre 2001	Résolution 1233 (1999)
S/2001/1211	14 décembre 2001	Résolution 1233 (1999)
S/2002/312	26 mars 2002	Résolution 1233 (1999)
S/2002/662	13 juin 2002	Résolution 1233 (1999)

**Communications reçues du 5 octobre 2001 au 30 juillet 2002**

S/2001/960	5 octobre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/961	10 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/1180	5 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2001/1181	12 décembre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2001/219	26 février 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Sénégal

---

## Chapitre 37

### Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

#### Séances du Conseil

4572e (12 juillet 2002)

#### Consultations plénières

30 juin; 3 et 8 au 12 juillet 2002

#### Résolutions adoptées

1422 (2002)

#### Déclarations du Président

Néant

#### Communiqués officiels

Néant

#### Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Néant

#### Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Néant

#### Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

(Voir première partie, sect. XII)

#### Rapports du Secrétaire général

Néant

#### Communications reçues du 3 au 31 juillet 2002

S/2002/723	3 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2002/754	12 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Afrique du Sud, du Brésil, du Canada et de la Nouvelle-Zélande

---

## **Troisième partie**

### **Autres questions examinées par le Conseil de sécurité**

#### **Chapitre premier**

##### **Recommandation concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies**

###### **Séances du Conseil**

4337 (27 juin 2001)

###### **Résolutions adoptées**

1358 (2001)

###### **Communiqués officiels**

S/PV.4337

###### **Communications reçues du 27 juin 2001 au 31 juillet 2002**

S/2001/635

27 juin 2001

Projet de résolution

## Chapitre 2

### Questions relatives à la synthèse des travaux du Conseil de sécurité

#### Séances du Conseil

4343 (29 juin 2001); 4363 (31 août 2001); 4432 (30 novembre 2001); 4445 (21 décembre 2001); 4466 (31 janvier 2002); 4482 (28 février 2002); 4547 (31 mai 2002); 4562 (28 juin 2002)

#### Communiqués officiels

S/PV.4482; S/PV.4547; S/PV.4562

#### Communications reçues du 27 août 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/822	27 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2001/835	31 août 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Bangladesh
S/2001/1140	30 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamaïque
S/2002/602	28 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/622	6 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Singapour
S/2002/701	25 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/759	15 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne

### Chapitre 3

#### Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité

##### Communications reçues du 29 juin 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/640	29 juin 2001	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2001/730	23 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ukraine
S/2001/753	31 juillet 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie
S/2001/757	31 juillet 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bangladesh
S/2001/976	10 octobre 2001	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la France
S/2001/1055	7 novembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamaïque
S/2001/1130	29 novembre 2001	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2001/1298	21 décembre 2001	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Irlande
S/2002/21	4 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/118	24 janvier 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2002/124	28 janvier 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/158	8 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali
S/2002/160	8 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamaïque
S/2002/166	11 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2002/187	20 février 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice
S/2002/316	26 mars 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/352	3 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/365	8 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/372	8 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

---

S/2002/417	10 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2002/438	15 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/466	16 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/477	23 avril 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2002/484	25 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/519	4 mai 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Singapour
S/2002/199	22 mai 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/591	29 mai 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/603	6 juin 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/622	6 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Singapour
S/2002/704	11 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/663	12 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Norvège
S/2002/685	20 juin 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Singapour
S/2002/753	10 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mexique
S/2002/843	26 juillet 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne

## Chapitre 4

### Questions relatives à la Cour internationale de Justice

#### Séances du Conseil

4345 (5 juillet 2001); 4389 (12 octobre 2001)

#### Résolutions adoptées

1361 (2001)

#### Communications reçues du 21 juin 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/615	21 juin 2001	Note du Secrétaire général
S/2001/663	5 juillet 2001	Projet de résolution
S/2001/882	17 septembre 2001	Note du Secrétaire général et Add.1
S/2001/883	17 septembre 2001	Note du Secrétaire général et Corr.2
S/2001/881	19 septembre 2001	Mémorandum du Secrétaire général

## Chapitre 5

### Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

#### A. Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

##### Séances du Conseil

4375 (18 septembre 2001)

##### Communications reçues du 18 septembre 2001 au 31 juillet 2002

S/2001/876 18 septembre 2001 Note du Président du Conseil de sécurité

#### B. Présentation du rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

Dans une note datée du 22 mai 2002 (S/2002/199), concernant la nouvelle présentation du rapport annuel, le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration ci-après :

«1. Les membres du Conseil de sécurité, ayant tenu compte des vues exprimées lors du débat sur le point 11 de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Conseil de sécurité » que l'Assemblée générale a tenu à sa cinquante-sixième session, ont examiné la question de la présentation du rapport que le Conseil soumet chaque année à l'Assemblée en application du paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies. Rappelant les notes du Président du Conseil de sécurité datées des 20 décembre 1974 (S/11586), 29 janvier 1985 (S/16913), 30 juin 1993 (S/26015), 29 mars 1995 (S/1995/234), 12 juin 1997 (S/1997/451) et 30 octobre 1998 (S/1998/1016) concernant la documentation du Conseil et autres questions de procédure, le Président du Conseil déclare que tous les membres du Conseil ont indiqué qu'ils approuvaient les dispositions ci-après.

2. Le Conseil de sécurité prendra les dispositions nécessaires pour présenter son rapport à l'Assemblée générale dans les délais voulus. À cette fin :

a) Le Conseil maintiendra la pratique actuelle qui consiste à présenter le rapport annuel en un seul volume. Toutefois, le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session portera sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002. Ensuite, tous les rapports porteront sur la période du 1er août d'une année donnée au 31 juillet de l'année suivante;

b) Le Secrétariat devrait soumettre le projet de rapport aux membres du Conseil le 31 août au plus tard après la fin de la période couverte par le rapport, afin que le Conseil puisse l'examiner puis l'adopter dans les délais voulus pour permettre à l'Assemblée générale de l'examiner pendant la partie principale de sa session ordinaire.

3. Le rapport comportera les parties suivantes :
- a) Une introduction;
  - b) La première partie comportera une brève description statistique des principales activités du Conseil de sécurité concernant tous les sujets qu'il a traités pendant la période couverte par le rapport, y compris une liste de chacun des points suivants avec leur cote, le cas échéant :
    - i) Liste complète de chacun des éléments suivants : décisions, résolutions et déclarations du Président; rapports d'évaluation mensuels publiés par les présidents successifs sur les travaux du Conseil; rapports annuels de tous les comités des sanctions et autres documents publiés par le Conseil;
    - ii) Nombre de réunions tenues par les grands comités, comme par exemple le Comité contre le terrorisme, par les comités des sanctions et par les groupes de travail et nombre de réunions avec les pays fournisseurs de contingents;
    - iii) Nombre de groupes d'étude et d'instances de surveillance et leurs rapports;
    - iv) Nombre de missions du Conseil de sécurité entreprises et rapports correspondants;
    - v) Nombre d'opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées;
    - vi) Nombre de rapports établis par le Secrétaire général à l'intention du Conseil de sécurité;
    - vii) Toutes les communications reçues;
    - viii) Extraits des documents pertinents de l'ONU concernant les dépenses afférentes aux activités du Conseil de sécurité pendant la période visée par le rapport, si possible;
    - ix) Références aux exposés succincts du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité était saisi pendant la période visée par le rapport;
    - x) Notes du Président du Conseil de sécurité et autres documents publiés par le Conseil en vue de l'amélioration de ses travaux;
  - c) Conformément au paragraphe 3 b) i) ci-dessus, le Secrétariat prendra les mesures pour veiller à la publication, dans les délais requis, d'ici le mois de septembre de chaque année, des « Résolutions et décisions du Conseil de sécurité », sous la cote S/INF/[année de la session de l'Assemblée générale], contenant le texte intégral de toutes les décisions, résolutions et déclarations du Président du Conseil au cours de la période visée par le rapport;
  - d) La deuxième partie contiendra, pour chaque sujet traité par le Conseil de sécurité pendant la période visée par le rapport :
    - i) Des données factuelles sur le nombre de séances et de consultations officielles;

- ii) Une liste des décisions, résolutions et déclarations du Président et de tous les documents publiés par le Conseil;
- iii) Une liste des groupes d'étude, mécanismes de surveillance et des rapports correspondants, le cas échéant;
- iv) Une liste des missions du Conseil de sécurité entreprises et des rapports correspondants, le cas échéant;
- v) Une liste des opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées, le cas échéant;
- vi) Une liste des rapports du Secrétaire général établis à l'intention du Conseil de sécurité.

4. Le rapport continuera de contenir une description des autres questions examinées par le Conseil, des travaux du Comité d'état-major et des organes subsidiaires du Conseil de sécurité. Il continuera également de comprendre les questions qui ont été portées à l'attention du Conseil mais n'ont pas été examinées pendant la période couverte par le rapport.

5. En outre, le Secrétariat devrait afficher le rapport annuel le plus récent du Conseil de sécurité sur le site Web de l'ONU. La page Web correspondante devrait être actualisée afin de fournir les informations requises pour les notes ultérieures publiées par le Président du Conseil de sécurité en ce qui concerne le rapport annuel.

6. Conformément à la décision prise en juin 1993 (S/26015), le rapport continuera d'être adopté à une séance publique du Conseil de sécurité où les membres du Conseil qui souhaiteront le faire pourront formuler des observations sur les travaux du Conseil pendant la période couverte par le rapport. Le Président du Conseil pour le mois pendant lequel le rapport est présenté à l'Assemblée générale fera également référence au procès-verbal des délibérations du Conseil avant l'adoption du rapport annuel.

7. Les membres du Conseil de sécurité continueront d'examiner toutes autres suggestions concernant la documentation du Conseil et les questions connexes. »

## Chapitre 6

### Admission de nouveaux Membres

#### Séances du Conseil

4540 (22 mai 2002); 4542 (23 mai 2002); 4584 (24 juillet 2002); 4585 (24 juillet 2002)

#### Résolutions adoptées

1414 (2002); 1425 (2002)

#### Déclarations du Président

S/PRST/2002/15; S/PRST/2002/23

#### Communications reçues du 20 mai au 31 juillet 2002

S/2002/558	20 mai 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/566	23 mai 2002	Rapport du Conseil d'admission de nouveaux Membres
S/2002/801	24 juillet 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/825	24 juillet 2002	Rapport du Conseil d'admission de nouveaux Membres



---

## **Quatrième partie**

### **Comité d'état-major**

#### **Travaux du Comité d'état-major**

Pendant la période considérée, le Comité d'état-major, créé en vertu de l'Article 47 de la Charte des Nations Unies, s'est réuni conformément à son projet de règlement intérieur. Il a tenu 31 séances au total et il est resté prêt à assumer les fonctions qui lui étaient attribuées aux termes de l'Article 47 de la Charte.

#### **Communications reçues le 6 juillet 2001**

Lettre datée du 6 juillet 2001 (S/2001/671) adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant une note de position de la Fédération de Russie sur le renforcement des activités du Comité d'état-major dans le contexte du développement des possibilités des Nations Unies en matière de maintien de la paix.



---

## **Cinquième partie**

### **Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée**

#### **Chapitre premier**

##### **Communications de l'Iraq**

Lettre datée du 18 juin 2001 (S/2001/612), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 6 juin 2002 (S/2002/649), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq, transmettant une lettre du même jour, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq.

Lettre datée du 11 juin (S/2002/659), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq, transmettant une lettre du même jour, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq.

#### **Chapitre 2**

##### **Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991, émanant des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord**

Lettre datée du 21 juin 2001 (S/2001/624), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne.

Lettre datée du 6 août (S/2001/769), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, transmettant une décision adoptée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-septième session ordinaire, tenue à Lusaka du 9 au 11 juillet 2001.

Lettre datée du 13 novembre (S/2001/1074), adressée au Président du Conseil de sécurité par les Ministres des affaires étrangères de l'Algérie, de l'Égypte, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Maroc,

de la Mauritanie, de la République arabe syrienne et de la Tunisie.

Lettre datée du 13 novembre (S/2001/1108), adressée au Président du Conseil de sécurité par les Ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, de Cuba, de la Malaisie, de la République démocratique populaire lao et du Zimbabwe.

Lettre datée du 4 décembre (S/2001/1152), adressée au Président du Conseil de sécurité par les Ministres des affaires étrangères du Cameroun, du Ghana, de la Tunisie et du Zimbabwe et par le représentant de l'Ouganda, transmettant la décision adoptée à Lusaka par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (voir également S/2001/769).

Lettre datée du 17 janvier 2002 (S/2002/82), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le communiqué final de la réunion de coordination annuelle des Ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2001.

Lettre datée du 28 janvier (S/2002/131), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, communiquant les noms de deux observateurs internationaux supplémentaires désignés par lui en application du paragraphe 6 de la résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité pour assister à la phase d'appel du procès de Lockerbie, qui a eu lieu devant le Tribunal écossais siégeant aux Pays-Bas.

Lettre datée du 11 mars (S/2002/254), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, transmettant le communiqué final et les résolutions adoptés par la Conférence des dirigeants et chefs d'État de la Communauté des États sahélo-sahariens, à sa quatrième session ordinaire, tenue à Syrte (Jamahiriya arabe libyenne), les 6 et 7 mars 2002.

Lettre datée du 14 mars (S/2002/268), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

### **Chapitre 3 Communication de Bahreïn**

Note verbale datée du 25 juin 2001 (S/2001/636) adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une déclaration faite le 26 juin 2001, par l'Émir de l'État de Bahreïn.

### **Chapitre 4 Communications de la Fédération de Russie**

Lettre datée du 26 juin 2001 (S/2001/639), adressée au Président du Conseil de sécurité par la Fédération de Russie, transmettant un projet d'accord relatif aux mesures de renforcement de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et des relations amicales de bon voisinage entre les États et à l'inadmissibilité de l'utilisation de leurs territoires pour des actes hostiles dirigés contre d'autres États.

Lettre datée du 15 novembre (S/2001/1085), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant un message daté du 10 novembre 2001, adressée par le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie au Ministre des affaires étrangères de la Roumanie et Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Lettre datée du 14 juin 2002 (S/2002/672), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant le texte de la Déclaration signée à Saint-Petersbourg le 7 juin 2002, émanant de chefs d'États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

### **Chapitre 5 La situation concernant le Rwanda**

Lettre datée du 26 juin 2001 (S/2001/634), adressée au Président du Conseil de sécurité par le

représentant de la République démocratique du Congo, transmettant une déclaration publiée le 25 juin 2001 par le Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Lettre datée du 11 janvier 2002 (S/2002/49), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda, transmettant le rapport du Comité, présenté conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 29 mars 1995 (S/1995/234).

Note verbale datée du 19 février (S/2002/180), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Malawi, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) pour l'Organisation des Nations Unies, le Comité du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, tenu à Blantyre le 14 janvier 2002.

### **Chapitre 6 Communications concernant la situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq**

Lettre datée du 29 juin 2001 (S/2001/651), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 5 juillet (S/2001/674), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 9 juillet (S/2001/679), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 16 juillet (S/2001/705), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 26 juillet (S/2001/744), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 20 août (S/2001/810), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 26 décembre (S/2001/1295), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 27 décembre (S/2001/1338), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 25 février 2002 (S/2002/215), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 1er mars (S/2002/224), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 27 mars (S/2002/339), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 7 mai (S/2002/534), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 14 mai (S/2002/552), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 26 juin (S/2002/710), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 26 juin (S/2002/711), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 25 juillet (S/2002/844), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 30 juillet (S/2002/860), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

## **Chapitre 7**

### **Communication de la Turquie**

Lettre datée du 29 juin 2001 (S/2001/655), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie, et pièce jointe.

## **Chapitre 8**

### **Communication de la Suède**

Lettre datée du 29 juin 2001 (S/2001/683), émanant du représentant de la Suède, transmettant une déclaration sur le Programme de l'Union européenne pour la prévention des conflits violents, publiée le 15 juin 2001 par l'Union européenne.

## **Chapitre 9**

### **Communication de la Chine**

Lettre datée du 3 juillet 2001 (S/2001/667), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Chine, transmettant, entre autres documents, la déclaration relative à la création de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, adoptée par les chefs d'État de la Chine, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan lors de leur réunion au sommet tenue à Shanghai les 14 et 15 juin 2001.

## **Chapitre 10**

### **Communications concernant les relations entre l'Iraq et l'Arabie saoudite**

Lettres identiques datées du 10 juillet 2001 (S/2001/689), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Arabie saoudite.

Lettres identiques datées du 23 juillet (S/2001/725), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettres identiques datées du 27 août (S/2001/823), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 10 septembre (S/2001/860), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettres identiques datées du 26 septembre (S/2001/923), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Arabie saoudite.

Lettre datée du 15 janvier 2002 (S/2002/71), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite.

Lettre datée du 5 février (S/2002/149), adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Iraq.

## Chapitre 11

### Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe

Lettre datée du 12 juillet 2001 (S/2001/698), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le communiqué de presse de la vingt-quatrième session extraordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda le 11 juillet 2001.

Lettre datée du 12 septembre (S/2001/871), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le communiqué de presse de la quatre-vingtième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda les 7 et 8 septembre 2001.

Lettre datée du 19 novembre (S/2001/1099), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le communiqué de presse de la vingt-cinquième session extraordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda le 23 septembre 2001.

Lettre datée du 21 janvier 2002 (S/2002/125), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le communiqué final de la vingt-deuxième session du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Mascate les 30 et 31 décembre 2001.

Lettre datée du 20 juin (S/2002/706), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le communiqué de presse de la quatre-vingt-troisième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda le 8 juin 2002.

## Chapitre 12

### La question indo-pakistanaise

Lettre datée du 13 juillet 2001 (S/2001/710), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, l'informant de son intention de nommer le général de division Hermann K. Loidolt (Autriche) Chef du Groupe des observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP).

Lettre datée du 18 juillet (S/2001/711), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que sa lettre du 13 juillet 2001 (S/2001/710) avait été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui prenaient note de l'intention mentionnée dans celle-ci.

Lettre datée du 2 janvier 2002 (S/2002/13 et Corr.1), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne.

Lettre datée du 17 janvier (S/2002/82), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le communiqué final de la réunion de coordination annuelle entre les affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2001.

Lettre datée du 21 janvier (S/2002/125), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le communiqué final de la vingt-deuxième session du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Mascate les 30 et 31 décembre 2001.

Lettre datée du 26 mars (S/2002/313), adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan.

Lettre datée du 22 mai (S/2002/571), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan, transmettant une lettre du même jour adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan.

Lettre datée du 23 mai (S/2002/593), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général concernant la composition de l'UNMOGIP.

Lettre datée du 28 mai (S/2002/592), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar, transmettant une déclaration publiée le 24 mai 2002 par le Ministère des affaires étrangères du Qatar.

Lettre datée du 28 mai (S/2002/595), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne, transmettant une déclaration publiée le 22 mai 2002 par la présidence de l'Union européenne.

Lettre datée du 29 mai (S/2002/594), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que sa lettre datée du 23 mai 2002 (S/2002/593), avait été portée à l'intention des membres du Conseil et qu'il prenait note de la proposition qui y figurait.

Lettres identiques datées du 11 juin (S/2002/657), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mali.

Lettre datée du 20 juin (S/2002/706), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le communiqué de presse de la quatre-vingt-troisième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda, le 8 juin 2002.

### **Chapitre 13**

#### **Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive**

Lettre datée du 16 juillet 2001 (S/2001/705), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 12 septembre (S/2001/871), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le communiqué de presse de la quatre-vingtième session du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda les 7 et 8 septembre 2001.

Lettres identiques datées du 5 novembre (S/2001/1053), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ukraine, transmettant un communiqué de presse par le Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine.

Lettre datée du 27 novembre (S/2001/1125), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, transmettant une déclaration publiée le 25 novembre 2001 par le Comité populaire général pour les liaisons et la coopération internationale.

Lettre datée du 6 décembre (S/2001/1159), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud, transmettant, en sa qualité de président du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, le communiqué final de la réunion des Ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation du Mouvement des pays non alignés, tenue à New York le 14 novembre 2001.

Lettre datée du 14 juin 2002 (S/2002/672), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant la déclaration signée à Saint-Pétersbourg le 7 juin 2002 par les chefs

d'États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai.

### **Chapitre 14**

#### **Communication concernant le Groupe des Huit**

Lettre datée du 24 juillet 2001 (S/2001/736), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie, transmettant les textes de la Déclaration et du Plan de Gênes adoptés par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-8, tenu à Gênes (Italie) du 20 au 22 juillet 2001.

### **Chapitre 15**

#### **Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique**

Lettre datée du 25 juillet 2001 (S/2001/735), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final et des résolutions adoptés lors de la vingt-huitième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue à Bamako du 25 au 27 juin 2001.

Lettre datée du 12 décembre (S/2001/1192), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar, transmettant les documents de la dixième session extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue à Doha le 10 décembre 2001.

Lettre datée du 2 janvier 2002 (S/2002/14), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar, transmettant les documents de la troisième session des ministres de la culture de la Conférence islamique, tenue à Doha du 29 au 31 décembre 2001.

Lettre datée du 17 janvier (S/2002/82), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2001.

Lettre datée du 25 janvier (S/2002/151), adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc, transmettant le communiqué final de la dix-neuvième session du Comité Al-Qods, tenue à Marrakech (Maroc) le 25 janvier 2002.

Lettre datée du 29 janvier (S/2002/128), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar, transmettant le texte des résolutions adoptées lors de la troisième session des ministres de la culture de la Conférence islamique, tenue à Doha du 29 au 31 décembre 2001.

Lettre datée du 7 mars (S/2002/191), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie, transmettant le texte de la déclaration établie le 13 février 2002 par la Turquie, en qualité de Président de la neuvième session de la Conférence islamique au sommet, et l'Espagne, en tant que Président en exercice de l'Union européenne, à l'issue de la réunion mixte de l'Organisation de la Conférence islamique et de l'Union européenne sur le thème intitulé : « Civilisation et harmonie : dimension politique », qui s'est tenue à Istanbul les 12 et 13 février 2002.

## **Chapitre 16**

### **Communications concernant le Soudan**

Lettre datée du 25 juillet 2001 (S/2001/735), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final et des résolutions adoptés lors de la vingt-huitième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue à Bamako du 25 au 27 juin 2001.

Lettre datée du 13 août (S/2001/788), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan, et pièce jointe.

Lettre datée du 17 janvier 2002 (S/2002/82), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2001.

Lettre datée du 11 mars (S/2002/254), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, transmettant le texte du communiqué final et des résolutions adoptés par la Conférence des dirigeants et chefs d'État de la Communauté des États sahélo-sahariens, à sa quatrième session ordinaire, tenue à Syrte (Jamahiriya arabe libyenne) les 6 et 7 mars 2002.

Lettre datée du 23 juillet (S/2002/838), adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 23 juillet 2002 par la Présidence de l'Union européenne.

## **Chapitre 17**

### **Communications émanant de la République islamique d'Iran**

Lettre datée du 28 août 2001 (S/2001/829), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 20 septembre (S/2001/896), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, transmettant le texte d'une note verbale datée du 21 août 2001 adressée à l'ambassade de l'État islamique d'Afghanistan à Téhéran par le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 17 janvier 2002 (S/2002/90), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 4 février (S/2002/140), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, transmettant le texte d'une lettre datée du 3 février 2002 adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 17 mars (S/2002/289), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, transmettant le texte d'une lettre datée du 16 mars 2002 adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

## **Chapitre 18**

### **Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan**

Lettre datée du 4 septembre 2001 (S/2001/844), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, transmettant le texte d'une déclaration faite le 31 août 2001 par le Président du Parlement de la République d'Azerbaïdjan.

Lettre datée du 17 janvier 2002 (S/2002/82), adressée au Secrétaire général par le représentant du Mali, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2001.

Lettre datée du 28 février (S/2002/236), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, et pièce jointe.

Lettre datée du 25 mars (S/2002/306), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Azerbaïdjan, transmettant un mémorandum du Ministre des affaires étrangères de l'Arménie intitulé « La vérité sur les événements de Khojaly : témoignages reçus de sources azerbaïdjanaises ».

## **Chapitre 19**

### **Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa**

Lettre datée du 12 septembre 2001 (S/2001/871), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le texte du communiqué de presse publié lors de la quatre-vingtième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda les 7 et 8 septembre 2001.

Lettre datée du 21 janvier 2002 (S/2002/125), adressée au Secrétaire général par le représentant

d'Oman, transmettant le texte du communiqué final de la vingt-deuxième session du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Mascate les 30 et 31 décembre 2001.

Lettre datée du 19 février (S/2002/179), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant un extrait du texte du communiqué final de la vingt-deuxième session du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Mascate les 30 et 31 décembre 2001.

Lettre datée du 20 juin (S/2002/706), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le texte du communiqué de presse de la quatre-vingt-troisième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djedda le 8 juin 2002.

## **Chapitre 20**

### **Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

Lettres identiques datées du 14 septembre 2001 (S/2001/764 et Corr.1), adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une lettre datée du 9 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda, et pièce jointe.

Note du Secrétaire général datée du 14 septembre (S/2001/863 et Corr.2), transmettant le sixième rapport annuel du Tribunal pénal international pour le Rwanda portant sur la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, soumis par la Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda conformément à l'article 32 du Statut de ce tribunal.

Lettres identiques datées du 4 mars 2002 (S/2002/241), adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une lettre datée du 6 février 2002, adressée au Secrétaire général par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda, et pièce jointe.

Lettre datée du 14 mai (S/2002/540), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo, transmettant une lettre datée du 10 mai 2002, adressée au Greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la République démocratique du Congo.

Note du Secrétaire général datée du 2 juillet (S/2002/733), transmettant le septième rapport annuel du Tribunal pénal international pour le Rwanda portant sur la période allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, soumis par la Présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda conformément à l'article 32 du Statut de ce tribunal.

Lettre datée du 26 juillet (S/2002/842), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda, transmettant une communication du Gouvernement rwandais datée du même jour.

Lettre datée du 26 juillet (S/2002/847), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

## **Chapitre 21**

### **Communications concernant le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

Lettre datée du 14 septembre 2001 (S/2001/890), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo, transmettant le rapport du Comité consultatif permanent des Nations

Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur sa seizième réunion ministérielle tenue à Kinshasa du 13 au 17 août 2001.

Lettre datée du 4 décembre (S/2001/1155), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo, transmettant le rapport de la Conférence sous-régionale sur la protection des femmes et des enfants dans les conflits armés en Afrique centrale, tenue à Kinshasa du 14 au 16 novembre 2001 et organisée par le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

Lettre datée du 16 mai 2002 (S/2002/551), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République démocratique du Congo, transmettant le rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur sa dix-septième réunion ministérielle tenue à Kinshasa du 22 au 26 avril 2002.

## **Chapitre 22**

### **Pas de sortie sans stratégie**

Lettre datée du 24 septembre 2001 (S/2001/900), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, transmettant le deuxième rapport du Groupe de travail, et pièce jointe.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 25 septembre (S/2001/905), concernant la prise de décisions au Conseil de sécurité et la clôture ou la transformation d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies.

## **Chapitre 23**

### **Lettre datée du 31 mars 1998 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie- Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Lettre datée du 22 octobre 2001 (S/2001/988), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une lettre datée du 14 septembre 2001 adressée au Secrétaire général par le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et pièce jointe.

Lettre datée du 31 octobre (S/2001/1028), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, l'informant que sa lettre datée du 22 octobre 2001 (S/2001/988) avait été portée à l'attention des membres du Conseil qui s'étaient félicités de l'intention qu'il avait exprimée.

Lettre datée du 10 décembre (S/2001/1202), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, l'informant de son intention de proroger de 12 mois le mandat du Bureau politique des Nations Unies à Bougainville.

Lettre datée du 14 décembre (S/2001/1203), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, l'informant que sa lettre datée du 10 décembre 2001 (S/2001/1202) avait été portée à l'attention des membres du Conseil et qu'ils avaient pris note de l'intention qui y était exprimée.

## **Chapitre 24**

### **Communications concernant les relations entre l'Iraq et la Turquie**

Lettres identiques datées du 23 octobre 2001 (S/2001/1010), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettres identiques datées du 14 janvier 2002 (S/2002/61), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettres identiques datées du 5 février (S/2002/150), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 18 juillet (S/2002/803), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

## **Chapitre 25**

### **Communication émanant des Pays-Bas**

Lettre datée du 2 novembre 2001 (S/2001/1054), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Pays-Bas, transmettant le rapport du Séminaire de haut niveau sur la coopération et la coordination entre les principaux organes du système des Nations Unies, organisé par les Pays-Bas en collaboration avec l'Académie mondiale pour la paix, qui s'est tenu les 19 et 20 octobre 2001 à Tarrytown (États-Unis d'Amérique).

## **Chapitre 26**

### **Communication émanant des cinq membres permanents du Conseil de sécurité**

Lettre datée du 12 novembre 2001 (S/2001/1066), adressée au Secrétaire général par les représentants de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte d'une déclaration faite par les ministres des affaires étrangères de ces pays à l'issue de leur réunion tenue à New York le même jour.

## **Chapitre 27**

### **Communications émanant du Groupe de Rio**

Lettre datée du 16 novembre 2001 (S/2001/1087), adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili, transmettant un communiqué de presse publié le 14 novembre 2001 par les Ministres des affaires étrangères du Groupe de Rio, c'est-à-dire du Chili, de la Colombie et du Costa Rica, et le Ministre des affaires étrangères de l'Inde.

Lettre datée du 16 novembre (S/2001/1088), adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili, transmettant un communiqué de presse publié le 13 novembre 2001 par les Ministres des affaires étrangères du Groupe de Rio, c'est-à-dire du Chili, de la Colombie et du Costa Rica, et le Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

Lettre datée du 16 novembre (S/2001/1090), adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 14 novembre 2001 par les Ministres des affaires étrangères du Groupe de Rio.

Lettre datée du 16 novembre (S/2001/1091), adressée au Secrétaire général par le représentant du Chili, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 14 novembre 2001 par les Ministres des affaires étrangères du Groupe de Rio.

## **Chapitre 28 Communications du Qatar**

Lettre datée du 26 novembre 2001 (S/2001/1111), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies, et pièce jointe.

Lettre datée du 5 février 2002 (S/2002/147), adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar, transmettant la déclaration faite par l'Émir du Qatar au Forum économique mondial, tenu à New York du 31 janvier au 4 février 2002.

## **Chapitre 29 Communication de l'Afrique du Sud**

Lettre datée du 6 décembre 2001 (S/2001/1159), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud, qui lui transmettait, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, le communiqué final de la réunion des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des États Membres du Mouvement, tenue à New York le 14 novembre 2001.

## **Chapitre 30 Communication du Japon et de l'Afrique du Sud**

Lettre datée du 13 décembre 2001 (S/2001/1231), adressée au Secrétaire général par les représentants du Japon et de l'Afrique du Sud, transmettant un communiqué commun intitulé « Japon-Afrique du Sud : partenariat pour le siècle nouveau », publié le

2 octobre 2001 à l'issue d'entretiens que le Président sud-africain et le Premier Ministre japonais ont tenus à Tokyo.

## **Chapitre 31 Communications concernant les relations entre Israël et la République islamique d'Iran**

Lettre datée du 26 décembre 2001 (S/2001/1262), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël, transmettant une lettre datée du 25 décembre 2001, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères israélien.

Lettre datée du 11 janvier 2002 (S/2002/57), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 22 janvier (S/2002/109), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël.

## **Chapitre 32 Communication concernant le Tchad**

Lettre datée du 9 janvier 2002 (S/2002/45), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, transmettant le texte de l'accord de paix liant le Gouvernement tchadien et le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, signé à Tripoli le 7 janvier 2002.

## **Chapitre 33 Communications concernant la Corée**

Lettre datée du 14 janvier 2002 (S/2002/64), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Lettre datée du 14 juin (S/2002/672), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant la Déclaration des chefs d'État des États membres de l'Organisation de Shanghai pour

la coopération, signée à Saint-Petersbourg le 7 juin 2002.

Lettre datée du 4 juillet (S/2002/734), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, transmettant un mémorandum publié le 3 juillet 2002 par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à l'occasion du trentième anniversaire de la publication de la Déclaration conjointe du 4 juillet.

### **Chapitre 34**

#### **Communication du Népal**

Lettre datée du 16 janvier 2002 (S/2002/99), adressée au Secrétaire général par le représentant du Népal, transmettant la déclaration adoptée par les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale à leur onzième Sommet, tenu à Katmandou du 4 au 6 janvier 2002.

### **Chapitre 35**

#### **Communications concernant les relations entre le Honduras et El Salvador**

Lettre datée du 22 janvier 2002 (S/2002/108), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Honduras, transmettant une lettre datée du 18 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre hondurien des affaires étrangères, et pièce jointe.

Lettre datée du 11 mars (S/2002/251), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Honduras, transmettant une lettre datée du 5 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire d'État aux relations extérieures du Honduras.

### **Chapitre 36**

#### **Communication concernant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest**

Lettre datée du 26 février 2002 (S/2002/219), adressée au Secrétaire général par le représentant du Sénégal, transmettant le communiqué final de la vingt-cinquième session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Dakar les 20 et 21 décembre 2001.

### **Chapitre 37**

#### **Communication relative à l'application de l'accord conclu par l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée relativement à l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires**

Lettre datée du 27 février 2002 (S/2002/211), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une lettre datée du 20 février 2002 émanant du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), transmettant un rapport de celui-ci et une résolution de la Conférence générale de l'AIEA relative à l'application de l'accord conclu par l'Agence et la République populaire démocratique de Corée relativement à l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

### **Chapitre 38**

#### **Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Soudan**

Lettre datée du 14 mars 2002 (S/2002/269), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, transmettant une déclaration commune publiée le 13 mars 2002 par le troisième Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'Ouganda et le Ministre de l'information et de la communication et porte-parole du Gouvernement soudanais.

Lettre datée du 1er mai (S/2002/512), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, transmettant un communiqué publié conjointement, le 27 avril 2002, par le Gouvernement ougandais et le Gouvernement soudanais au sujet de la poursuite de leur coopération dans le cadre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

### **Chapitre 39**

#### **Communication de l'Espagne concernant le Zimbabwe**

Lettre datée du 18 mars 2002 (S/2002/299), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Espagne, transmettant les conclusions de la présidence du Conseil européen concernant le Zimbabwe, publiées le 16 mars 2002.

### **Chapitre 40**

#### **Communication de la Roumanie**

Lettre datée du 28 mars 2002 (S/2002/324), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Roumanie, transmettant la déclaration publiée le 26 mars 2002 à la Conférence de Bucarest 2002 sur l'avènement de nouvelles alliances par les Premiers Ministres de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Croatie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Macédoine, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie.

### **Chapitre 41**

#### **Communications de Cuba**

Lettre datée du 12 avril 2002 (S/2002/416), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Cuba.

Lettre datée du 14 mai (S/2002/573), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, et pièce jointe.

Lettre datée du 25 juin (S/2002/702), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, transmettant une déclaration publiée le 23 juin 2002 par le Ministère cubain des affaires étrangères.

### **Chapitre 42**

#### **La situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane**

Lettre datée du 26 avril 2002 (S/2002/501), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, qui informait le Conseil de son intention de proroger le mandat du Bureau des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix au Tadjikistan pour une nouvelle période d'un an, jusqu'au 1er juin 2003.

Lettre datée du 1er mai (S/2002/502), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, qui l'informait que sa lettre du 26 avril 2002 avait été portée à l'attention des membres du Conseil et que ceux-ci avaient pris note de l'information et de l'intention qui y étaient formulées.

### **Chapitre 43**

#### **Communication de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan**

Lettre datée du 21 mai 2002 (S/2002/576), adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, transmettant une déclaration publiée le 14 mai 2002 par les chefs d'État des Parties au Traité de sécurité collective à l'occasion du dixième anniversaire de la signature de ce traité.

### **Chapitre 44**

#### **Communication concernant l'Europe du Sud-Est**

Lettre datée du 24 juin 2002 (S/2002/705), adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Yougoslavie, transmettant la déclaration commune publiée le 19 juin 2002 par les ministres des affaires étrangères des pays participant au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est.

---

## Sixième partie

# Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

Les organes subsidiaires du Conseil de sécurité qui se sont réunis au cours de la période considérée sont les suivants :

### Chapitre premier

#### Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït

Le Comité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït a été chargé par le Conseil de sécurité de veiller à la mise en oeuvre effective des dispositions des résolutions relatives aux sanctions contre l'Iraq, en particulier les résolutions 661 (1990), 665 (1990), 666 (1990), 669 (1990), 670 (1990), 687 (1991), 692 (1991), 700 (1991), 706 (1991), 707 (1991), 712 (1991), 715 (1991), 773 (1992), 778 (1992), 806 (1993), 833 (1993), 899 (1994), 986 (1995), 1111 (1997), 1143 (1997), 1153 (1998), 1158 (1998), 1175 (1998), 1210 (1998), 1242 (1999), 1266 (1999), 1281 (1999), 1284 (1999), 1293 (2000), 1302 (2000), 1330 (2000), 1352 (2001), 1360 (2001), 1382 (2001) et 1409 (2002).

La présidence du bureau du Comité a été assurée par Ole Peter Kolby (Norvège). Une des deux vice-présidences a été assurée par Maurice, l'autre l'ayant été en 2001 par l'Ukraine et en 2002 par la Bulgarie.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a collaboré étroitement avec le Bureau chargé du Programme Iraq afin d'assurer la mise en oeuvre effective de tous les arrangements prévus au titre du programme « pétrole contre nourriture » établi par la résolution 986 (1995). Le programme « pétrole contre nourriture » a été constamment renouvelé, dernièrement encore par la résolution 1409 (2002), au titre de laquelle il a été largement révisé à la lumière de la nouvelle liste d'articles sujets à examen, dans le sens d'un assouplissement de la fourniture d'articles humanitaires à l'Iraq et du renforcement du contrôle exercé sur les articles à double usage et pouvant servir à des fins militaires. Au cours de la même période, le Comité a présenté au Conseil de sécurité deux rapports (S/2001/842 et S/2001/1341) sur ses travaux relatifs à

l'application des phases IX et X du programme « pétrole contre nourriture ».

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu 16 séances officielles et de nombreuses consultations officieuses au niveau des experts pour examiner diverses questions relatives au régime des sanctions, en particulier celles relatives à l'application des mesures prévues par la résolution 986 (1995) concernant le programme « pétrole contre nourriture ». Il n'a pas réexaminé les sanctions depuis l'adoption de la résolution 1194 (1998).

En application de l'alinéa f) du paragraphe 6 des directives visant à faciliter l'application intégrale, à l'échelon international, des paragraphes 24, 25 et 27 de la résolution 687 (1991), le Comité a présenté au Conseil de sécurité, à 90 jours d'intervalle, au cours de la période considérée, cinq rapports (S/2001/721, S/2001/1003, S/2002/84, S/2002/476 et S/2002/802) sur l'application des sanctions sur les armes et des sanctions connexes décrétées contre l'Iraq en vertu des résolutions pertinentes du Conseil.

Le rapport annuel du Comité sur ses principales activités au cours de la période allant du 21 novembre 1999 au 30 novembre 2000 (S/2001/738) a été adopté le 25 juillet 2001 et son rapport pour la période allant du 1er décembre 2000 au 31 décembre 2001 (S/2002/647) a été adopté le 4 juin 2002.

### Chapitre 2

#### Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

La Commission d'indemnisation des Nations Unies a pour mandat de traiter les réclamations et de verser les indemnisations au titre des pertes et dommages résultant directement de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Iraq. Au cours de la période à l'examen, le Conseil d'administration de la Commission a tenu cinq sessions ordinaires

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale  
(portant sur la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002)**

(quarantième à quarante-quatrième) et une session extraordinaire (dixième), au cours desquelles il a examiné diverses questions liées aux activités de la Commission.

Les décisions prises par le Conseil d'administration concernant les différentes catégories de réclamations sont les suivantes.

**Catégorie D**

Le Conseil d'administration a approuvé les première et deuxième parties de la huitième tranche, les première et deuxième parties de la neuvième tranche, les dixième et onzième tranches, la première partie de la douzième tranche et la treizième tranche de la catégorie D (pertes individuelles d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
3 023	838 705 071,09

**Catégorie E**

En ce qui concerne les réclamations entrant dans la catégorie E (réclamations présentées par des sociétés ou d'autres personnes morales privées, ou par des entreprises du secteur public), le Conseil d'administration a approuvé la sixième tranche et les première et deuxième parties de la septième tranche de la catégorie E1 (réclamations présentées par le secteur pétrolier).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
18	1 969 418 160

Le Conseil d'administration a approuvé les septième, huitième, neuvième et dixième tranches de la catégorie E2 (réclamations présentées par des sociétés ou d'autres entités commerciales non koweïtiennes, à l'exclusion de celles présentées par le secteur pétrolier et le secteur du bâtiment et des travaux publics et de celles portant sur les assurances et les garanties à l'exportation).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
614	118 864 858

Le Conseil d'administration a approuvé les treizième, seizième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-troisième tranches de la catégorie E3 (réclamations présentées par des sociétés du secteur du bâtiment et des travaux publics non koweïtiennes).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
88	68 855 074

Le Conseil d'administration a approuvé les neuvième, onzième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-neuvième et vingtième tranches de la catégorie E4 (réclamations présentées par des sociétés koweïtiennes privées, à l'exclusion de celles du secteur pétrolier).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
605	1 161 388 044

**Catégorie F**

En ce qui concerne les réclamations relevant de la catégorie F, le Conseil d'administration a approuvé les cinquième et sixième tranches de la catégorie F1 (réclamations présentées par des gouvernements ou des organisations internationales, à l'exception de celles relatives à l'environnement).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
32	111 252 282

Le Conseil d'administration a approuvé la troisième tranche de la catégorie F2 (réclamations présentées par le Gouvernement jordanien).

## Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
18	158 706 818

Le Conseil d'administration a approuvé les première et deuxième parties de la troisième tranche de la catégorie F3 (réclamations présentées par le Gouvernement koweïtien, à l'exclusion de celles concernant l'environnement).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
19	3 044 038 827

Le Conseil d'administration a approuvé la première tranche de la catégorie F4 (réclamations concernant l'environnement).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
105	243 234 967

### Catégorie E/F

Le Conseil d'administration a approuvé la deuxième tranche de la catégorie E/F (réclamations relatives aux garanties de crédit à l'exportation soumises au titre de la catégorie F et réclamations en matière d'assurance soumises au titre de la catégorie E).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.U.)</i>
33	271 950 477

Au cours de la période considérée, et conformément à la décision 100 du Conseil d'administration (S/AC.26/Dec.100(2000)/Rev.1), la Commission a mis un montant total d'environ 2,7 milliards de dollars à la disposition des gouvernements et organisations internationales chargés d'indemniser les 2 874 requérants dont les réclamations au titre des catégories D, E et F ont

abouti. Conformément à la décision en question, ces requérants recevront un montant initial de cinq millions de dollars (ou le solde impayé) et des versements ultérieurs de 10 millions de dollars (ou le solde impayé), dans l'ordre dans lequel leurs réclamations ont été approuvées. Les versements initiaux au titre des réclamations nouvellement approuvées auront la priorité sur les versements subséquents au titre des réclamations approuvées antérieurement. Au cours de la première phase du versement des indemnités, chacun des bénéficiaires des indemnités approuvées au titre des catégories A (départ d'Iraq ou du Koweït) et C (pertes individuelles d'un montant inférieur à 100 000 dollars) a reçu un versement initial de 2 500 dollars et tous les bénéficiaires d'indemnités au titre de la catégorie B (décès ou blessure grave) ont reçu un versement équivalant au montant intégral de l'indemnisation approuvée. Au cours de la deuxième phase, des montants de 100 000 dollars maximum ont été versés pour régler les réclamations relevant de toutes les catégories. À l'issue des première et deuxième phases du versement des indemnités, en juillet 1999 et septembre 2000, respectivement, la Commission avait mis à la disposition des gouvernements et des organisations internationales chargés d'indemniser les bénéficiaires le montant intégral des indemnités approuvées au titre des catégories A, B et C.

Les fonds utilisés proviennent de prélèvements (pouvant atteindre 30 %) effectués sur le produit des ventes de pétrole iraquien réalisées dans le cadre du mécanisme « pétrole contre nourriture » institué par la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité et du mémorandum d'accord du 20 mai 1996 entre la République d'Iraq et l'ONU. Ces arrangements ont été prorogés et modifiés dans des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité. Actuellement, le Fonds d'indemnisation reçoit 25 % du produit des ventes effectuées dans le cadre du mécanisme « pétrole contre nourriture », conformément à la résolution 1409 (2002) du Conseil de sécurité. Selon les chiffres actualisés au 31 mai 2002, la Commission avait versé un montant total d'environ 14,8 milliards de dollars à 1 507 125 bénéficiaires.

### **Chapitre 3**

#### **Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999)**

Au cours de la période considérée, la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) a continué de se préparer à s'acquitter de l'ensemble des tâches que le Conseil de sécurité a prévu de lui confier.

Le Président exécutif a présenté au Conseil de sécurité quatre rapports sur les activités de la COCOVINU au cours de cette période (S/2001/833, S/2001/1126, S/2002/195 et S/2002/606).

Il a par ailleurs présenté des exposés oraux sur ses rapports trimestriels au Conseil de sécurité au cours de consultations officieuses et des exposés mensuels aux présidents successifs du Conseil de sécurité et tenu le Secrétaire général informé des travaux de la Commission. Il s'est maintenu en contact avec les missions permanentes au Siège et s'est en outre rendu dans un certain nombre de capitales d'États Membres pour tenir des consultations avec des hauts fonctionnaires des gouvernements intéressés. À New York, il a présenté des exposés à des ministres, parlementaires et hauts fonctionnaires en visite, ainsi qu'à des représentants d'organes de presse internationaux. Il a également participé au dialogue entre le Ministre iraquien des affaires étrangères et le Secrétaire général en mars, mai et juillet 2002, notamment en présidant des discussions au niveau technique les 2 mai et 4 et 5 juillet. Il s'est également entretenu plusieurs fois avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le Collège des commissaires de la Commission s'est réuni quatre fois au cours de la période considérée (à New York les 28 et 29 août et les 26 et 27 novembre 2001; à Genève, les 18 et 22 février 2002; et à Vienne, le 29 mai 2002). Conformément à leur mandat, les commissaires ont examiné les travaux de la Commission en ce qui concerne l'application de la résolution 1284 (1999), fourni des avis et conseils professionnels au Président exécutif et été consultés au sujet du contenu des rapports trimestriels soumis par le Président au Conseil de sécurité. Le Président exécutif attache un grand prix aux travaux du Collège des

commissaires, qui a participé activement à la définition des tâches du personnel de la Commission.

Pendant la période à l'examen, Robert Einhorn (État-Unis d'Amérique) et Cong Guang (Chine) ont démissionné du Collège des commissaires. Le Secrétaire général a proposé et le Conseil a accepté que l'on nomme John S. Wolf (États-Unis d'Amérique) et Li Junhua (Chine) à leur place.

À la fin du mois de juin 2002, le personnel permanent de la COCOVINU appartenant à la catégorie des administrateurs et opérant au siège comptait 58 personnes (4 engagées pour une période de courte durée) représentant 24 nationalités, dont 8 femmes. Par ailleurs, 230 experts venant de 44 pays figurent sur la liste des experts qualifiés pouvant être mis à la disposition de la Commission en Iraq. La COCOVINU a continué à engager des consultants à court terme lorsque certaines compétences n'étaient pas requises en permanence.

Comme le Conseil de sécurité l'a demandé au paragraphe 2 de sa résolution 1284 (1999), la COCOVINU continue de planifier la création d'un régime renforcé de contrôle et de vérification continu qui exécutera le plan approuvé par le Conseil dans sa résolution 715 (1991) et traitera des questions de désarmement non réglées. En ce qui concerne cette deuxième tâche, la COCOVINU n'a pas fini de revoir et d'affiner son évaluation des questions de désarmement non réglées et de chercher des solutions possibles. Les experts de la Commission ont poursuivi leurs travaux consistant à « regrouper » les questions de désarmement non réglées, deuxième étape de l'élaboration d'une liste des tâches essentielles qui restent à accomplir et qui figureront dans le futur programme de travail. Une première ébauche de la liste de questions regroupées a été établie.

Les experts de la COCOVINU ont également évalué les nouvelles technologies et les nouveaux matériels se rapportant à la détection qui pourraient être utilisés sur le terrain en Iraq. Ils ont également établi des listes portant sur les besoins logistiques, notamment en ce qui concerne le matériel nécessaire pour les inspections.

Les experts de la Commission continuent de délimiter et de classer les sites iraqiens qui ont déjà été inspectés et qui pourraient l'être à nouveau. La version finale des nouveaux formulaires révisés que l'Iraq doit utiliser, conformément à la résolution 715

(1991), pour déclarer les produits et les matériels bivalents qu'il possède, ainsi que l'usage qu'il en fait, est actuellement mise au point.

Pendant la période à l'examen, on s'est employé à transformer les archives et la base de données de la Commission en une source d'information et d'analyse plus fiable et plus facile d'accès concernant les programmes d'armes de destruction massive de l'Iraq. Les travaux se poursuivent sur la numérisation, le classement et l'archivage électroniques des documents de l'ex-Commission spéciale (documents iraqiens, images aériennes, etc.).

Un projet de manuel, décrivant systématiquement les politiques et les procédures techniques à appliquer par les inspecteurs, a été élaboré, de même qu'un manuel administratif comprenant les directives relatives aux activités quotidiennes du personnel – nouveau pour l'essentiel – opérant au siège. Ce second ouvrage constituera la base des règles régissant les questions administratives au Centre de contrôle, de vérification et d'inspection continus de la Commission à Bagdad.

La Commission a continué de recevoir, de la part des États Membres, des exposés portant sur des images et des renseignements détenus par ces États. En outre, à la fin de 2001, la Commission a commencé à recevoir des images du secteur privé. Elle a analysé cette nouvelle information pour se tenir à jour quant à l'évolution de la situation en Iraq, notamment sur les sites pouvant présenter un intérêt pour ses activités de contrôle et de désarmement. La Commission peut comparer les nouvelles images avec quelque 15 000 autres images qui existent déjà dans sa base de données, en particulier pour repérer les changements d'infrastructure. Cette information s'est également révélée utile pour la planification des inspections, par exemple pour l'établissement de diagrammes linéaires des sites d'inspection possibles en Iraq.

Le haut responsable chargé de l'information extérieure a continué d'assurer la liaison avec un certain nombre de capitales, en se rendant sur place, ainsi qu'avec les missions permanentes d'États Membres en vue d'obtenir des renseignements intéressant le mandat de la COCOVINU.

La Commission a conclu un contrat avec un institut de recherche français pour examiner les renseignements provenant de sources librement accessibles publiés depuis la fin des inspections en Iraq

en 1998. L'accent sera mis en particulier sur les sources françaises, européennes et moyen-orientales. Le contrat de la Commission avec l'Institut de Monterrey a été prorogé en vue d'obtenir régulièrement davantage de renseignements provenant de sources librement accessibles. Eu égard à l'augmentation du volume de données dont dispose la COCOVINU, la Commission entend recruter une personne spécialisée dans la gestion de ce type de renseignements.

Les listes révisées des articles et matériels à double usage auxquels s'applique le mécanisme de contrôle des exportations et des importations (S/2001/560) sont entrées en vigueur le 13 juillet 2001. D'après la résolution 1051 (1996) du Conseil de sécurité, le Groupe mixte COCOVINU/AIEA continue de recevoir les notifications communiquées par les États Membres au sujet des produits à double usage fournis à l'Iraq. De son côté, l'Iraq n'a pas présenté les déclarations correspondantes ni celles requises par la résolution 715 (1991). Le Groupe mixte a continué à examiner tous les contrats conclus avec le Gouvernement iraquien au titre de la résolution 986 (1995) et a apporté une assistance technique, tant au Bureau chargé du Programme Iraq qu'aux États Membres.

Depuis que le Conseil de sécurité, par sa résolution 1409 (2002), a adopté la liste d'articles sujets à examen (S/2002/515), ainsi que les procédures révisées nécessaires à son application, le rôle de la COCOVINU s'est élargi. D'après ces procédures, la COCOVINU et l'AIEA doivent maintenant évaluer les demandes, le financement de cette opération étant assuré grâce au compte-séquestre établi en application du paragraphe 7 de la résolution 986 (1995), afin de déterminer si les demandes portent sur un des articles visés par le paragraphe 24 de la résolution 687 (1991) du fait qu'il concerne des produits de base ou des marchandises militaires, ou des produits de base ou des marchandises ayant un rapport avec des activités militaires, figurant sur la liste d'articles sujets à examen. Étant donné que la liste va au-delà des articles et matériels à double usage se rapportant aux armes de destruction massive, la COCOVINU recrute actuellement un certain nombre d'analystes supplémentaires pour s'acquitter de cette tâche.

Un nouveau réseau étendu et une infrastructure de communications sûre correspondante, destinés à appuyer les travaux que la COCOVINU et l'AIEA

doivent mener au titre de la nouvelle liste d'articles sujets à examen et des procédures apparentées, ont été établis entre New York et Vienne et mis à l'essai. Ce système sera également utilisé pour échanger des renseignements (images, rapports d'inspection, etc.) concernant les sites iraqiens à inspecter.

La COCOVINU a continué à organiser des stages de formation générale d'un mois à l'intention d'inspecteurs potentiels, ainsi que des stages à court terme plus spécialisés portant sur telle ou telle discipline. Ces stages ont pour objet de constituer une liste de personnes formées et qualifiées auxquelles la Commission peut faire appel dans le cadre de ses activités en Iraq. Le cinquième stage de formation générale s'est tenu à Genève du 18 février au 22 mars. Il comprenait, comme les stages précédents, des cours sur le mandat, les droits et les obligations de la COCOVINU, les programmes d'armements proscrits de l'Iraq, et une formation à certaines disciplines. En outre, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1284 (1999) du Conseil de sécurité, les participants aux stages ont assisté à des cours consacrés à l'histoire, à la religion et à la culture de l'Iraq.

Un certain nombre de stages avancés ont été organisés à l'intention des personnes figurant sur la liste des experts formés. Ces stages comprenaient des cours avancés sur les armes biologiques, les missiles, les armes chimiques, le matériel de laboratoire chimique et les systèmes de détection. Par ailleurs, une formation spécifique est régulièrement dispensée aux inspecteurs en chef potentiels. Les personnes inscrites sur la liste sont tenues informées de l'évolution de la situation en ce qui concerne la COCOVINU, grâce à un bulletin et aux renseignements affichés sur le site Web de la Commission.

#### **Chapitre 4**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne**

En 2001, le bureau du Comité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne avait pour Président Valery P. Kuchinsky (Ukraine), les deux vice-présidents étant fournis par les délégations bangladaise et jamaïcaine. En 2002, la présidence du bureau était assurée par François

Lonsény Fall (Guinée), et les deux postes de vice-président étaient occupés par les délégations de la Bulgarie et de l'Irlande.

Le 9 juillet 1999, dans une déclaration de son Président (S/PRST/1999/22), le Conseil de sécurité a accueilli avec satisfaction l'évolution positive de la situation signalée dans le rapport du Secrétaire général daté du 30 juin 1999, ainsi que l'engagement que la Jamahiriya arabe libyenne avait pris de poursuivre l'application des résolutions 748 (1992) et 883 (1993) en continuant de coopérer afin de répondre à toutes les exigences qu'elles contenaient. Il a également réaffirmé son intention de lever, le plus rapidement possible, les mesures imposées en 1992 et 1993.

Le Comité n'a pas présenté de rapport annuel pour l'année 2001 au Conseil de sécurité.

#### **Chapitre 5**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie**

Le Comité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie est chargé par le Conseil de sécurité de s'assurer de l'application efficace de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 733 (1992). En 2001, le bureau du Comité avait pour Président Nouredine Mejdoub (Tunisie), les deux vice-présidents étant fournis par les délégations jamaïcaine et norvégienne. En 2002, la présidence du bureau était assurée par Stefan Tafrov (Bulgarie), et les deux postes de vice-président étaient occupés par le Mexique et la Norvège.

Pendant la période à l'examen, le Comité a tenu trois séances officielles et trois séances officieuses. À sa 17<sup>e</sup> séance, le 17 juillet 2001, il a examiné un projet d'amendement à ses directives, ainsi qu'une demande de dérogation à l'embargo sur les armes concernant un programme humanitaire de déminage. Dans un communiqué de presse du 3 août 2001, il a indiqué qu'il avait approuvé deux amendements techniques aux nouvelles directives unifiées pour la conduite de ses travaux. Le 3 août 2001 également, le Président du Comité a adressé à tous les États Membres une note verbale concernant la procédure de dérogation pour raisons humanitaires.

À sa 18e séance, le 21 décembre 2001, le Comité a adopté son rapport annuel. À sa 19e séance, le 28 mai 2002, il a examiné une lettre dans laquelle un État Membre rapportait une violation de l'embargo sur les armes. Après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1407 (2002), il a décidé d'adresser une note verbale à tous les États Membres pour leur rappeler leurs obligations en ce qui concerne la résolution 733 (1992) et leur demander d'être plus vigilants quant aux violations effectives ou potentielles du régime des sanctions. Le Comité a également décidé d'adresser des lettres à l'Organisation de l'unité africaine et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin de solliciter leur coopération.

Le 10 juin 2002, lors d'une séance officielle, le Comité a rencontré l'équipe d'experts composée de deux membres, qui, le 1er juin 2002, a commencé son mandat de 30 jours en vue d'élaborer un plan d'action concernant la création d'un groupe d'experts chargé de recueillir, auprès de sources indépendantes, des renseignements sur les violations de l'embargo sur les armes relatif à la Somalie. Le 28 juin 2002, lors d'une autre séance officielle, le Comité a entendu un exposé de l'équipe d'experts et a examiné son rapport (S/2002/722).

Le 21 décembre 2001, le Comité a adopté son rapport annuel pour 2001 (S/2001/1259).

## **Chapitre 6**

### **Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Durant la période considérée, le Tribunal pénal international a continué de renforcer de manière significative sa capacité d'exercer son mandat et de s'en acquitter d'ici à 2008, mandat qui consiste à juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire, tout en contribuant au maintien de la paix dans l'ex-Yougoslavie. Il a pu le faire grâce à la fois à de profondes réformes internes et à l'augmentation du nombre de personnes accusées par le Tribunal qui lui ont été déférées.

Le Greffe a continué d'exercer ses fonctions d'administration du Tribunal, de fournir des services administratifs aux chambres et au Bureau du Procureur et d'être le canal de communication du Tribunal sous la supervision du Greffier, Hans Holthuis. Sous la supervision de celui-ci, le Greffe a poursuivi ses activités de base, qui consistent notamment à fournir des informations aux médias et au public, à administrer le système d'aide judiciaire dans le cadre duquel il attribue des conseils de la défense aux accusés indigents et à superviser le quartier pénitentiaire où se trouvent des détenus toujours plus en vue. Sous la supervision du Greffier, du Greffier adjoint et du chef de l'Administration, le Greffe a continué d'adopter des méthodes novatrices pour s'acquitter des tâches diverses et toujours plus nombreuses qui lui sont confiées. En outre, le Greffier a continué de négocier avec diverses entités des accords de coopération avec le Tribunal et d'encourager l'apport des contributions volontaires dont le Tribunal a besoin pour exercer ses activités extrabudgétaires. En septembre 2001, le Greffier s'est rendu à Arusha, au siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda, pour s'y entretenir de questions d'intérêt mutuel et de coopération. À l'issue de cette visite, les deux greffiers ont publié une déclaration conjointe soulignant leur volonté de développer dans une vaste gamme de domaines la coopération entre les deux tribunaux.

Durant la période considérée, l'activité du Tribunal a été marquée par la mise en oeuvre des réformes structurelles et opérationnelles amorcées en janvier 2000, ce qui a permis d'adjoindre au Tribunal neuf juges *ad litem* et de doubler la capacité de jugement des chambres qui peuvent désormais mener de front six instances. Cette dernière réforme est une des pièces maîtresses de la nouvelle « stratégie d'achèvement » du Tribunal mise au point par le Conseil de coordination au printemps 2002. Cette stratégie a pour objet, en premier lieu, d'axer les poursuites en priorité sur les crimes les plus préjudiciables à la paix et à la sécurité internationales et, en second lieu, de renvoyer, dans certaines conditions, les procès d'accusés de niveau intermédiaire à des juridictions nationales, en particulier aux tribunaux de Bosnie-Herzégovine.

Soucieux de s'assurer que ces juridictions disposent des ressources nécessaires pour s'occuper de ces affaires et, en particulier, se conforment aux exigences de l'équité, des principes du droit

international humanitaire et de la protection des droits de l'homme, le Président, le Procureur et le Greffier ont créé en janvier 2002 un groupe de travail chargé de réfléchir aux problèmes que pourrait poser le renvoi de certaines affaires. À cette initiative qui engage le Tribunal participent le Secrétaire général ainsi que le Bureau du Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, qui est le principal organe chargé de la réforme du système judiciaire de la Bosnie-Herzégovine. L'ensemble de ces initiatives a débouché sur l'élaboration d'un rapport concernant la situation judiciaire du Tribunal et la possibilité de déférer certaines affaires à des juridictions nationales. Ce rapport, qui fixe les grands axes du processus consistant à déférer des affaires et à réaliser les réformes requises du Tribunal et des juridictions nationales intéressées, a été présenté au Secrétaire général et aux membres du Conseil de sécurité en juin 2002 (S/2002/678). Du 17 au 21 juin 2002, le Président et le Procureur, accompagnés du Greffier adjoint, se sont rendus en Bosnie-Herzégovine pour examiner concrètement dans quelle mesure, à quelles conditions et selon quel calendrier des affaires pourraient être déferées à des juridictions de Bosnie-Herzégovine.

La plupart des solutions préconisées dans le cadre des réformes susvisées ont été mises en oeuvre et ont entraîné l'insertion d'un grand nombre de dispositions nouvelles dans le Règlement de procédure et de preuve à l'effet d'accélérer le déroulement des procès, en particulier des dispositions concernant le pouvoir des juges durant les phases de la mise en état et du procès lui-même. Le Conseil de coordination et le Comité de gestion mis en place durant la précédente période de référence afin de renforcer la coopération entre le Bureau du Procureur, les chambres et le Greffe ont continué d'oeuvrer en vue d'une gestion plus efficace des ressources du Tribunal.

Par ailleurs, des réformes ont été lancées afin d'améliorer le fonctionnement de la Chambre d'appel commune du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pour le Rwanda. Elles visent généralement à doter la Chambre d'appel de tous les instruments nécessaires pour lui permettre de venir à bout d'une charge de travail toujours plus lourde et à promouvoir une plus grande uniformité dans la jurisprudence des deux tribunaux.

La Section des avis juridiques a continué de fournir des avis juridiques au Greffier, au chef de l'Administration et autres principaux responsables

quant à l'interprétation et l'application des instruments juridiques concernant le Statut, les privilèges et immunités du Tribunal, aux accords internationaux conclus avec le pays hôte et avec d'autres États, aux questions de droit administratif et aux contrats commerciaux. Des discussions approfondies ont été menées avec le pays hôte au sujet de la portée et de l'application de l'accord de siège. À cet égard, la Section des avis juridiques a joué un rôle important dans la conclusion d'accords entre le Greffe et le pays hôte concernant le statut juridique des prestataires de service. Par ailleurs, les responsables de la Section ont participé aux réunions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale et autres réunions pertinentes pour donner leur avis sur les mesures pratiques à prendre en vue de la création de la cour.

La coopération avec les États a continué de se renforcer en ex-Yougoslavie pendant la période considérée et abouti à plusieurs arrestations et remises volontaires d'accusés. Il reste que le Tribunal est tributaire d'une coopération accrue des États Membres, tant dans la région qu'ailleurs, étant donné notamment que plusieurs accusés très médiatisés sont toujours en liberté.

Au début de la période considérée, le quartier pénitentiaire des Nations Unies comptait 42 détenus. Depuis lors, 12 autres accusés y ont été transférés.

L'ancien Président Slobodan Milošević, arrêté par la République fédérale de Yougoslavie, a été transféré au quartier pénitentiaire le 29 juin 2001 afin de répondre de crimes contre l'humanité et de violations des lois et coutumes de la guerre au Kosovo, de violations graves des Conventions de Genève, de violations des lois et coutumes de la guerre et de crimes contre l'humanité en Croatie.

Vidoje Blagojević a été arrêté par les forces de l'OTAN le 10 août 2001 à Banja Luka (République serbe) et immédiatement transféré au quartier pénitentiaire. Il est accusé de génocide, complicité dans le génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois et coutumes de la guerre, relativement aux crimes commis à Srebrenica en juillet 1995.

Le 8 novembre 2001, Nenad et Predrag Banović ont été arrêtés en Serbie et transférés le lendemain au quartier pénitentiaire. Ils sont accusés de crimes commis dans le camp de Keraterm, tout comme Dušan

Fuštar, qui s'est rendu volontairement au Tribunal le 31 janvier 2002.

Momir Nikolić a été arrêté le 1er avril 2002 par la SFOR à Repovac (Bosnie-Herzégovine) et transféré au quartier pénitentiaire le 2 avril. Il est accusé de génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois et coutumes de la guerre, relativement aux crimes commis à Srebrenica.

Le 25 avril 2002, Dragoljub Ojdanić a été transféré de Serbie au quartier pénitentiaire. L'acte d'accusation fait état de la campagne de terreur et de violence lancée contre la population civile albanaise du Kosovo par les forces de la République fédérale de Yougoslavie et de la Serbie entre le 1er janvier et le 20 juin 1999. À l'époque, Ojdanić était chef de l'état-major général de l'armée yougoslave.

Nikola Šainović et Momčilo Gruban ont été transférés de la République fédérale de Yougoslavie au quartier pénitentiaire le 2 mai 2002. Šainović aurait été impliqué dans la campagne de terreur et de violence susvisée, alors qu'il était Vice-Premier Ministre de la République fédérale de Yougoslavie. L'acte d'accusation de Gruban allègue qu'il supervisait, en qualité de commandant, une des trois équipes de gardiens du camp d'Omarska.

Le 15 mai 2002, Milan Martić et Mile Mrkšić ont été transférés de la République fédérale de Yougoslavie au quartier pénitentiaire. Martić est accusé d'avoir, en qualité de « Président », donné ordre aux forces armées de la République autoproclamée de la Krajina serbe d'attaquer le centre de Zagreb les 2 et 3 mai 1995. Il est accusé d'atrocités commises dans le cadre de l'attaque lancée contre l'hôpital de Vukovar.

Duško Knežević, qui est accusé de crimes qui auraient été commis dans les camps d'Omarska et de Keraterm, a été transféré au quartier pénitentiaire le 18 mai 2002.

Le 13 juin 2002, les forces de la SFOR ont procédé à l'arrestation de Darko Mrda à Prijedor (Bosnie-Herzégovine); il a ensuite été transféré au quartier pénitentiaire. Il est accusé d'avoir participé au massacre de plus de 200 hommes non serbes.

Actuellement, on compte neuf personnes mises en liberté provisoire.

Il y a actuellement 32 affaires pendantes devant les Chambres de première instance et la Chambre

d'appel (6 procès, 16 procédures de mise en état et 10 appels). Pendant la période considérée, cinq procès ont été menés à leur terme, ainsi que 32 appels (3 appels de jugement, 27 appels interlocutoires et 2 réexamens).

Durant la période considérée, la Chambre de première instance I a rendu deux jugements, commencé deux procès et procédé à la mise en état de plusieurs affaires dont elle était saisie.

Le 2 août 2001, la Chambre de première instance I a rendu son jugement dans l'affaire *Le Procureur c. Radislav Krstić* et, pour la première fois dans l'histoire du Tribunal, prononcé une condamnation pour génocide, en relation avec les événements concomitants à l'attaque et à la chute de Srebrenica. Le général Krstić a été condamné à une peine de 46 ans d'emprisonnement.

La Chambre de première instance I a mené, de front avec l'affaire *Krstić*, le procès de l'affaire *Le Procureur c. Miroslav Kvočka et consorts*, où il y a cinq accusés. Le jugement a été rendu le 2 novembre 2001. Miroslav Kvočka a été condamné à sept ans d'emprisonnement, Dragoljub Prcač à cinq ans, et Milošica Kos à six ans. Mlado Radić, qui avait à répondre, lui seul, du chef de viol, a été condamné à 20 ans, et Zoran Zigić, à 25 ans.

En juillet 2001, les dépositions de 16 témoins ont été prises dans l'affaire *Le Procureur c. Mladen Naletilić et Vinko Martinović*. Le procès s'est ouvert le 10 septembre 2001 devant la Chambre composée du juge Liu, Président de Chambre, et, pour la première fois, de deux juges *ad litem*, les juges Clark et Diarra. Les réquisitions du Procureur ont pris fin le 4 février 2002, après l'audition de 74 témoins à charge. La Chambre, après avoir rejeté une demande d'acquiescement, entend actuellement la plaidoirie des avocats de M. Naletilić et devrait avoir entendu les plaidoiries des avocats de M. Martinović d'ici à la fin septembre.

Le procès de l'affaire *Le Procureur c. Stanislav Galić* s'est ouvert le 3 décembre 2001 devant le juge Orić, Président de Chambre, le juge El Mahdi et, siégeant en qualité de juge *ad litem*, le juge Nieto Navia. La Chambre entend en ce moment les réquisitions du Procureur, ce qui devrait l'amener jusqu'à la fin juillet. Elle est également saisie des affaires ci-après : *Le Procureur c. Pavle Strugar et consorts*, *Le Procureur c. Rahim Ademi* et *Le*

*Procureur c. Paško Ljubičić*, avec, comme juges respectifs de la mise en état, les juges Orić, Liu et El Mahdi. Le 15 mai 2002, le Président du Tribunal a attribué à la Chambre de première instance I l'affaire *Le Procureur c. Milan Martić*. Le 14 juin 2002, il lui a attribué l'affaire *Le Procureur c. Ranko Česić*. Le général Ademi, le général Strugar et l'amiral Jokić ont été mis en liberté provisoire. Étant saisie de plusieurs exceptions de procédure et autres requêtes dans ces affaires, la Chambre n'a pu jusqu'ici entamer la mise en état que de l'affaire *Ademi*.

Devant la Chambre de première instance II, quatre procès et cinq mises en état sont pendants. Les cinq mises en état concernent les accusés dont il est question ci-après.

Dragan Nikolić est en détention provisoire depuis le 22 avril 2000. Il a plaidé non coupable, lors de sa comparution initiale. L'acte d'accusation original comportait 80 chefs d'accusation ayant trait à des violations graves des Conventions de Genève, à des violations des droits et coutumes de la guerre et à des crimes contre l'humanité. La Chambre a accepté le nouvel acte d'accusation établi par le Procureur, qui ramène les chefs d'accusation à huit. M. Nikolić a plaidé non coupable sur ce nouvel acte d'accusation, le 18 mars 2002. Le 17 mai 2001, la défense a demandé l'acquittement de son client en invoquant, entre autres, le caractère illicite de son arrestation avant transfèrement au quartier pénitentiaire. À la suite de consultations entre le Procureur et la défense, les parties sont parvenues à un accord qui limite la portée des questions en litige. La requête est pendante.

Le général Enver Hadžihasanović, le général Mehmed Alagić et le colonel Amir Kubura ont été confiés à la garde du Tribunal le 4 août 2001. Ils ont plaidé non coupable lors de leur comparution initiale, le 9 août, sur le chef d'accusation concernant la responsabilité du supérieur hiérarchique et les chefs de violations graves des Conventions de Genève et de violations des lois et coutumes de la guerre. La Chambre a accepté de mettre les trois accusés en liberté provisoire le 13 décembre 2001. Le 8 octobre 2001, la défense avait soulevé une exception concernant la forme de l'acte d'accusation et une exception d'incompétence. Le Tribunal a fait droit à certains des griefs concernant la forme de l'acte d'accusation et décidé de connaître de l'exception d'incompétence au moment du procès. Le 11 janvier 2002, le Procureur a déposé un acte d'accusation

modifié dans lequel, entre autres, ne figuraient plus les chefs d'accusation relatifs à des violations graves des Conventions de Genève. L'exception d'incompétence porte sur le point de savoir si, en droit international coutumier, la notion de responsabilité du supérieur hiérarchique invoquée dans l'acte d'accusation existait déjà en rapport avec des conflits armés internes. La question est pendante.

Dragan Obrenović a été arrêté par la SFOR et transféré au quartier pénitentiaire le 15 avril 2001. Le 18 avril 2001, lors de sa comparution initiale, il a plaidé non coupable. Vidoje Blagojević a plaidé non coupable lors de sa comparution initiale, le 16 août 2002. Dragan Jokić s'est présenté volontairement au Tribunal, le 15 août 2001. Sa comparution initiale a eu lieu le 21 août. Le 15 janvier 2002, la Chambre de première instance II a décidé de joindre les trois instances, eu égard au fait que les trois accusés auraient participé aux événements de Srebrenica et des alentours à l'été et à l'automne 1995. Les deux premiers nommés sont accusés de complicité dans le génocide, d'extermination, d'assassinat et de persécution, Blagojević étant accusé, en outre, d'actes inhumains (transfert forcé). Jokić est accusé d'extermination, d'assassinat et de persécution. La comparution initiale de Momir Nikolić a eu lieu le 3 avril 2002. Celui-ci aurait également participé aux événements de Srebrenica et des alentours durant la même période. Il a plaidé non coupable sur les six chefs d'accusation retenus contre lui, qui avaient trait au génocide, à l'extermination, à l'assassinat, à la persécution et autres actes inhumains (transfert forcé). Le 17 mai 2002, la Chambre de première instance II a fait droit à une requête visant à joindre cette instance à celle des trois autres accusés.

Le 16 mai 2002, lors de sa comparution initiale, Mile Mrkšić a plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation. Il est accusé de violations graves des Conventions de Genève, de violations des lois et coutumes de la guerre et de crimes contre l'humanité (actes cruels/inhumains et assassinat). Il aurait participé au massacre de quelque 200 personnes expulsées de l'hôpital de Vukovar en novembre 1991.

Enfin, le 17 juin 2002, lors de sa comparution initiale, Darko Mrda a plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation. Il aurait participé au transport et au massacre de plus de 200 hommes non serbes sur la route menant au mont Vlasica en août 1992; il est accusé d'extermination et d'actes inhumains,

constitutifs de crimes contre l'humanité, et d'assassinat, constitutif de violation des lois et coutumes de la guerre.

Le 15 mars 2002, la Chambre de première instance II a rendu son jugement dans l'affaire *Krnjelac*. Celui-ci, qui était chef du camp KP Dom de Foča d'avril 1992 à août 1993, s'était vu imputer 18 chefs d'accusation (crimes contre l'humanité, violations des lois et coutumes de la guerre, et violations graves des Conventions de Genève). Tous les chefs d'accusation ayant trait à des violations graves des Conventions de Genève ont été retirés à l'ouverture du procès, le 30 octobre 2000. Le procès a exigé 76 journées d'audience et s'est terminé le 20 juillet 2001. Le Tribunal a entendu 45 témoins à charge et 30 témoins à décharge. L'accusé a été acquitté de huit chefs d'accusation et condamné à une peine unique de sept ans et demi d'emprisonnement.

Mitar Vasiljević a été arrêté par la SFOR le 25 janvier 2000 et transféré au quartier pénitentiaire le même jour. L'acte d'accusation avait été confirmé le 26 août 1998, mais il avait été décidé qu'il resterait sous pli scellé jusqu'à l'arrestation de l'intéressé. Selon cet acte d'accusation, des hommes de Višegrad auraient constitué au printemps 1992 une unité paramilitaire dont Vasiljević aurait fait partie. De mai 1992 jusqu'au moins à octobre 1994, l'accusé et d'autres membres du groupe auraient tué un nombre important de civils musulmans bosniaques. L'acte d'accusation retient contre lui des violations des lois et coutumes de la guerre, et des crimes contre l'humanité. À sa comparution initiale, le 28 janvier 2000, l'accusé a plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation. Le 22 septembre 2000, il a invoqué un alibi. Le procès s'est ouvert le 10 septembre 2001. Les réquisitions du Procureur ont pris fin le 9 octobre; la défense a entamé ses plaidoiries le 23 octobre et les a terminées le 10 janvier 2002. Les réquisitions ont été rouvertes pour l'audition d'un nouveau témoin, ce qui a amené le Tribunal à autoriser l'accusé à présenter, de son côté, de nouveaux éléments de preuve. Pendant cette affaire, qui a été close le 15 février, le Tribunal a entendu 36 témoins à charge et 28 témoins à décharge. La date du prononcé de jugement n'a pas encore été fixée.

Des instances sont en cours devant la Chambre de première instance II; elles concernent les affaires *Simić*, *Brdanin/Talić* et *Stakić*. Le procès *Simić* s'est ouvert le 10 septembre 2001. Il est reproché aux quatre accusés des crimes contre l'humanité, des violations

graves des Conventions de Genève, des violations des lois et coutumes de la guerre et, en particulier, la persécution, la déportation et le transfert, ainsi que des actes inhumains/tortures, commis sur des non-Serbes habitant notamment à Bosanski Samac. Les réquisitions sont en cours. Le procès *Brdanin/Talić* s'est ouvert le 23 janvier 2002. Le général Talić et M. Brdanin sont accusés d'avoir participé à une entreprise criminelle conjointe de « nettoyage ethnique » de non-Serbes habitant la région autonome de la Krajina. Durant la procédure préliminaire, la défense a soulevé plusieurs exceptions concernant la forme de l'acte d'accusation, qui visaient en particulier la notion d'entreprise criminelle conjointe. Les réquisitions sont en cours. Le procès ne devrait pas s'achever avant la fin de 2003. Le troisième procès, le procès *Stakić*, s'est ouvert le 16 avril 2002. Il est intimement lié à celui de *Brdanin* et *Talić* et concerne le rôle qu'aurait joué M. *Stakić* dans le « nettoyage ethnique » de non-Serbes de la commune de Prijedor. Il devrait durer jusqu'à la fin de 2002.

Le procès des accusés *Duško Sikirica*, *Damir Došen* et *Dragan Kolundžija* s'est ouvert devant la Chambre de première instance III le 19 mars 2001 et s'est terminé le 1er juin 2001. À l'issue des réquisitions, les trois accusés ont déposé des demandes d'acquiescement, conformément à l'article 98 *bis* du Règlement de procédure et de preuve. Le 27 juin, la Chambre de première instance a rendu une décision orale qui fait droit à la requête de *Sikirica*, en ce qui concerne les chefs d'accusation de génocide et de complicité dans le génocide, et rejette les chefs d'accusation 1 et 2 du deuxième acte d'accusation modifié. En ce qui concerne *Došen*, la Chambre a rejeté les chefs d'accusation 12 à 15, c'est-à-dire la torture, les traitements cruels et les actes inhumains, et rejeté la requête sur les autres points. Le 3 septembre 2001, la décision écrite a été publiée. La défense de *Sikirica* a présenté ses moyens du 27 juin au 5 juillet 2001, celle de *Došen*, du 16 au 30 juillet. Le 4 septembre, avant de présenter ses moyens, *Kolundžija* a plaidé coupable sur le chef d'accusation 3 du deuxième acte d'accusation modifié (persécution). Le 19 septembre, la Chambre a accueilli des plaidoyers similaires de *Sikirica* et *Došen* et établi des conclusions de culpabilité. Les accords conclus entre le Procureur et la défense contenaient des dispositions ayant pour objet de limiter le droit d'appel au cas où la peine prononcée par la Chambre se situerait dans une fourchette de peines convenue. Dans la foulée des

plaidoyers de culpabilité faits par Sikirica, Došen et Kolundžija en septembre 2001, la Chambre a reçu des conclusions écrites concernant la sentence et consacré une audience au prononcé de celle-ci, les 8 et 9 octobre 2001. Le 13 novembre 2001, la sentence a été prononcée. Sikirica a été condamné à une peine d'emprisonnement de 15 ans, Došen à une peine de cinq ans et Kolundžija à une peine de trois ans. Ces peines se situant toutes trois dans la fourchette de peines convenue par les parties dans le cadre de leurs accords, aucune de celles-ci n'a fait appel.

En avril 2001, le Président du Tribunal a renvoyé l'affaire *Čelebići* devant la Chambre de première instance pour réexamen des peines prononcées contre Hazim Delić, Zdravko Mucić et Esad Landžo, la Chambre d'appel ayant fait droit aux recours exercés contre la déclaration de culpabilité et la sentence relativement à certains des chefs d'accusation. Des mémoires relatifs à la question de la peine ont été déposés en juin 2001 et des arguments oraux exposés le 21 septembre 2001. Le 9 octobre 2001, la Chambre a prononcé les peines ci-après : Zdravko Mucić a été condamné à une peine unique d'emprisonnement de neuf ans, en lieu et place des trois peines concurrentes de sept ans qui avaient été prononcées, Hazim Delić a été condamné à une peine d'emprisonnement de 18 ans, en lieu et place d'une peine de 20 ans, et Esad Landžo a vu sa peine d'emprisonnement de 15 ans maintenue.

Le 3 juillet 2001 a eu lieu la comparution initiale de Slobodan Milošević, ancien Président de la Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie, relativement aux chefs d'accusation liés aux événements survenus au Kosovo en 1999. Les comparutions initiales relativement aux actes d'accusation établis ultérieurement en ce qui concerne des crimes qui auraient été commis en Bosnie-Herzégovine ont eu lieu respectivement les 29 octobre et 11 décembre 2001. L'accusé ayant refusé de plaider sur les chefs énoncés dans l'acte d'accusation, la Chambre de première instance a enregistré des plaidoyers de non-culpabilité sur tous les chefs d'accusation. En novembre 2001, elle a rejeté une exception d'incompétence et d'illégalité du Tribunal. En décembre 2001, elle a rejeté une requête en jonction d'instances relativement aux trois affaires et décidé que l'acte d'accusation concernant les événements du Kosovo ferait l'objet d'un procès distinct. Le 1er février 2002, la Chambre d'appel a cassé cette décision et jugé que les éléments de preuve

concernant les crimes allégués dans les trois actes d'accusation seraient entendus lors d'un seul et même procès, qui s'est ouvert le 12 février 2002. L'accusé a décidé d'assurer lui-même sa défense. Cette décision, ainsi que l'ampleur et la complexité de l'affaire ont amené la Chambre de première instance à nommer trois *amici curiae* chargés de veiller à ce que l'accusé soit jugé équitablement. Elle a ordonné au Procureur de présenter l'ensemble de ses éléments de preuve à l'appui des chefs d'accusation se rapportant aux événements du Kosovo, de la Croatie et de la Bosnie et de déterminer ses réquisitions d'ici à avril 2003. Le Procureur doit présenter ses arguments concernant le volet du Kosovo d'ici au début de septembre 2002. Le 31 mai 2002, le Procureur a déposé un long mémoire préalable au procès (300 pages) concernant les volets de la Croatie et de la Bosnie, les réquisitions concernant ceux-ci devant être prononcées à l'automne, après la fin des réquisitions concernant le volet du Kosovo. La Chambre de première instance a siégé pendant 74 jours et entendu 80 témoins à charge. Outre le contre-interrogatoire des témoins mené en personne par l'accusé non représenté, les *amici curiae* participent au contre-interrogatoire sur les points de droit et les contradictions relevées par rapport à des dépositions antérieures et soulèvent des points de procédure pertinents.

En ce qui concerne la phase préparatoire au procès, le 5 septembre 2001, la Chambre de première instance a ordonné la mise en liberté provisoire de Biljana Plavšić. Les requêtes présentées par Momčilo Krajišnik aux fins d'une mise en liberté provisoire tant de longue durée que temporaire ont été rejetées. Durant la période considérée, la Chambre a présenté plusieurs demandes d'assistance aux États et statué sur ce point. Elle a commencé par faire droit en novembre 2001 à une requête présentée par la défense de Krajišnik qui demandait à pouvoir prendre la déposition d'un témoin, pour ensuite retirer cette autorisation. En mars 2002, elle a accepté un acte d'accusation modifié qui réduisait la portée de l'affaire. Ces décisions de la Chambre en l'espèce et sur d'autres questions relatives à la preuve ont fait l'objet de cinq appels interlocutoires. Le Procureur a déposé, le 2 mai 2002, son mémoire approfondi préalable au procès (200 pages) et les pièces y afférentes.

Le 27 septembre 2001 a eu lieu la comparution initiale de Sefer Halilović, qui a plaidé non coupable sur un chef d'accusation d'assassinat. Le 13 décembre

2001, la Chambre a fait droit à une requête en mise en liberté provisoire de l'accusé.

Le 16 novembre 2001 ont eu lieu les comparutions initiales de Nenad et Predrag Banović en relation avec des allégations concernant le camp de Keraterm en Bosnie-Herzégovine. Tous deux ont plaidé non coupable sur tous les chefs de l'acte d'accusation. Le 6 février 2002, Dušan Fuštar a plaidé non coupable sur sept chefs retenus contre lui dans le même acte d'accusation. Le 10 avril 2002, la Chambre a fait droit à une requête en retrait de l'acte d'accusation établi contre Nenad Banović dont elle a ordonné la mise en liberté immédiate. Le 24 mai 2002 a eu lieu la comparution initiale de Duško Knežević, contre lequel avaient été établis le présent acte d'accusation et un acte d'accusation se rapportant à des événements survenus dans le camp d'Omarksa. Il a plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation.

Le 10 mai 2002 a eu lieu la comparution initiale de Momčilo Gruban, qui a plaidé non coupable sur 11 chefs retenus dans l'acte d'accusation au sujet du camp d'Omarksa. Comme indiqué plus haut, le 24 mai 2002 a eu lieu la comparution initiale de Duško Knežević contre lequel a été établi le présent acte d'accusation et l'acte d'accusation se rapportant aux événements survenus dans le camp de Keraterm; il a plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation. Le 5 juin 2002, le Procureur s'est vu accorder un mois pour présenter une requête en jonction d'instances de la présente affaire avec celle de Banović, Fuštar et Knežević.

Le 26 avril et le 3 mai 2002 ont eu lieu les comparutions initiales respectives de Dragoljub Ojdanić et Nikola Šainović, qui ont à répondre en même temps que Slobodan Milošević des événements dont le Kosovo a été le théâtre durant le premier semestre de 1999.

Durant la période considérée, la Chambre d'appel a statué sur 27 appels interlocutoires, connu de trois jugements rendus par des chambres de première instance et rejeté deux demandes en révision. Elle est actuellement saisie de deux appels interlocutoires, de six appels de jugements définitifs rendus par des chambres de première instance et de deux demandes en révision.

Le 5 juillet 2001, la Chambre d'appel a confirmé la peine d'emprisonnement de 40 ans que la Chambre de première instance avait prononcée contre l'auteur de

l'appel incident, Goran Jelisić, bien qu'il eût été reconnu coupable par erreur d'un meurtre qui n'était pas visé dans son plaidoyer de culpabilité. Par ailleurs, l'appel interjeté dans cette affaire par le Procureur a abouti en partie, notamment sur la question de l'interprétation à donner à l'article 98 *bis* du Règlement de procédure et de preuve concernant les conditions dans lesquelles une chambre de première instance peut prononcer un acquittement à l'issue de la présentation par le Procureur de ses moyens de preuve.

Le 23 octobre 2001, la Chambre d'appel, ayant à connaître du jugement rendu dans l'affaire *Kupreškić*, a annulé les condamnations prononcées contre les appelants Zoran, Mirjan et Vlatko Kupreškić, lesquels ont été mis en liberté aussitôt après le prononcé de l'arrêt. Ayant accueilli en partie les appels interjetés par les deux autres appelants, Drago Josipović et Vladimir Šantić, la Chambre d'appel a ramené leurs peines d'emprisonnement respectivement de 15 à 12 ans et de 25 à 18 ans. De son côté, le Procureur est parvenu à faire infirmer les acquittements de Drago Josipović et Vladimir Šantić sur trois chefs d'accusation.

Le 12 juin 2002, la Chambre d'appel a rejeté les appels formés dans l'affaire *Kunarac* et consorts par Dragoljub Kunarac, Radomir Kovač et Zoran Vuković et confirmé les peines qui avaient été prononcées contre eux par la Chambre de première instance. Toutefois, elle a rectifié le dispositif du jugement de première instance, eu égard à une déclaration orale faite par la Chambre de première instance à l'issue du prononcé de son jugement, en décidant de déduire de la durée de la peine prononcée contre les appelants (qui étaient alors des « personnes reconnues coupables ») le temps qu'ils avaient passé alors qu'ils étaient confiés à la garde du Tribunal.

Dans les deux décisions rejetant les demandes en révision présentées par les requérants Hazim Delić et Goran Jelisić qu'elle a rendues respectivement le 25 février et le 2 mai 2002, la Chambre d'appel a clarifié la notion de « fait nouveau » que l'on trouve à l'article 26 du Statut du Tribunal. Dans la décision concernant la demande en révision présentée par Delić, la Chambre d'appel a également comparé la notion de moyens de preuve supplémentaires contenue à l'article 115 du Règlement de procédure et de preuve avec la notion de fait nouveau contenue à l'article 119.

Le fait que pas moins de six procès ont été menés de front durant la période considérée s'est traduit par une augmentation significative du nombre de procédures d'appel. Les effectifs de la Chambre d'appel ont été quelque peu renforcés par l'adjonction de deux juges supplémentaires venant du Tribunal pénal international pour le Rwanda et qui siègent à la Chambre d'appel des deux tribunaux.

Pour offrir un appui renforcé à chacune des sections des procès, on a réorganisé la Section de l'appui juridique aux Chambres; désormais, dans chaque procès en cours, l'appui au jour le jour est dispensé par un juriste (P-3) assisté d'une équipe composée de trois juristes adjoints de première classe (P-2) affectés aux juges siégeant dans ce procès, ainsi que d'un juriste adjoint de première classe affecté à l'ensemble de la Chambre, sous la supervision générale du juriste hors classe (P-5). On a également revu la structure d'appui de la Chambre d'appel, compte tenu de l'augmentation du nombre d'appels.

Outre les responsabilités qu'il assume dans la mise en état des affaires qui font l'objet du paragraphe suivant, le juriste hors classe fournit des orientations juridiques aux fonctionnaires affectés aux chambres et s'acquitte de nombreuses tâches dans le domaine de l'administration et de la gestion. Le juriste s'occupe de la gestion quotidienne des procès, en coordination avec les juges, le juriste hors classe et les juristes adjoints de première classe pour tout ce qui concerne les questions juridiques, l'examen des requêtes, la gestion des dossiers, l'élaboration des jugements et leur rédaction.

La période considérée a été marquée également par la mise en oeuvre dynamique des responsabilités supplémentaires importantes confiées aux juristes hors classe de la Section en ce qui concerne la mise en état des affaires. Sous l'autorité et la conduite du juge de la mise en état, les juristes hors classe supervisent à présent l'application pratique et le respect des règles régissant la mise en état. Ils sont ainsi amenés environ une fois par mois à convoquer et à présider des réunions avec les parties au cours desquelles sont abordées des questions comme le respect des obligations en matière de communication des moyens de preuve, l'élaboration des traductions et autres questions d'ordre pratique. Chaque juriste hors classe affecté à une des chambres de première instance suit de la sorte jusqu'à cinq affaires durant la phase préparatoire au procès; le juriste hors classe affecté à la Chambre d'appel suit neuf affaires, ainsi que tous les

appels interlocutoires. Toutes ces tâches exigent beaucoup de temps et de travail de préparation.

La Section a continué de coordonner les travaux des chambres et de leur fournir une aide dans le domaine de la recherche juridique, de l'élaboration et de la rédaction de documents dans les deux langues de travail, et de l'administration interne. Elle assiste les juges lors des sessions plénières et des réunions du Bureau, chaque fois que se posent des questions concernant l'ensemble des chambres, et fournit un appui de secrétariat à un certain nombre de comités créés par les juges, comme le Comité du Règlement.

Le Tribunal a continué de rechercher un appui auprès des États en ce qui concerne la réinstallation et autres services de protection en faveur des témoins dont la sécurité est menacée, ainsi que la mise à disposition d'installations carcérales afin de s'assurer que les peines prononcées par le Tribunal sont dûment exécutées. Un accord concernant l'exécution des peines a été conclu avec le Gouvernement danois le 19 juin 2002.

Durant la période considérée, trois condamnés ont été transférés vers l'Espagne pour y purger leur peine. Stevan Todorović a été transféré le 11 décembre 2001. La Commission paritaire créée en vertu de l'Accord relatif à l'exécution des peines conclu le 28 mars 2000 effectuera dans les prochains mois une première inspection sur place pour vérifier les conditions de détention. Drago Josipović et Vladimir Šantić ont été transférés vers une prison espagnole, respectivement le 9 et le 11 avril 2002. Le 10 mai 2002, Duško Sikirica et Damir Došen ont été transférés vers l'Autriche pour y purger la peine prononcée à leur encontre par le Tribunal le 13 novembre 2001.

Durant la période considérée, quelque 550 témoins et personnes accompagnantes, provenant la plupart de la région de l'ex-Yougoslavie, se sont rendus à La Haye. La majorité des ces témoins étant des victimes, cela a exigé un renforcement des services d'appui spécialisés. À cet effet, la Section d'aide aux victimes et aux témoins a continué de rechercher une collaboration accrue avec les États Membres et les organisations humanitaires nationales et internationales. Le besoin de services de protection s'est accru du fait que tant le Procureur que les conseils de la défense sollicitent des mesures de protection renforcée pour leurs témoins avant, durant et

après leur déposition à la barre. Cette circonstance a incité le Tribunal à poursuivre ses négociations avec les États en vue de conclure des accords relatifs à la réinstallation de témoins.

La Section d'aide aux victimes et aux témoins, dont le financement est assuré par le budget ordinaire du Tribunal, bénéficie par ailleurs de contributions volontaires généreuses des États Membres et de la Commission des communautés européennes. Durant la période considérée, la Commission des communautés européennes a contribué au financement des services de protection. En janvier 2002, la Section a ouvert un bureau extérieur à Sarajevo au financement duquel le Canada et le Royaume-Uni participent par le biais de dons. Ce bureau, qui a un effectif de trois personnes, est chargé d'étendre et d'améliorer les services fournis aux témoins, en particulier ceux qui sont plus spécialement exposés ou sensibles. Il sera proposé d'inclure le bureau extérieur de Sarajevo dans le budget ordinaire du Tribunal pour l'exercice 2004-2005.

Durant la période considérée, le Procureur a consacré un temps considérable à encourager les gouvernements et à les inciter à procéder à des arrestations et à répondre aux nombreuses demandes d'assistance formulées par son bureau. À cet effet, il a entretenu des contacts directs avec les gouvernements intéressés et les hauts fonctionnaires des États de la région. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie, y compris le Kosovo, ont reçu plusieurs fois sa visite, tout comme des responsables de ces pays se sont rendus au Bureau du Procureur. Le Procureur a entretenu des relations de consultation périodique avec les gouvernements en dehors de la région (notamment des visites à Athènes, Berlin, Bruxelles, Londres, Madrid, Paris, Rome, Stockholm, Strasbourg et Washington). Il a pris la parole devant le Conseil de sécurité en novembre 2001.

La coopération avec la Croatie et la Bosnie-Herzégovine est satisfaisante, mais le manque de coopération de la part de la Republika Srpska et de la République fédérale de Yougoslavie est un sujet de grave préoccupation et entrave considérablement l'exécution du mandat du Procureur. Le 10 avril 2002, le Parlement yougoslave a adopté une loi relative à la coopération avec le Tribunal, comblant ainsi le vide juridique interne que les autorités yougoslaves avaient invoqué pour justifier leur passivité. La loi ne

s'applique qu'aux nationaux yougoslaves mis en accusation après son entrée en vigueur. Toutefois, comme le Conseil de sécurité l'a rappelé à la Yougoslavie dans sa résolution 1207 (1998), il n'appartient pas à une législation interne de faire obstacle à des demandes ou injonctions du Tribunal. Après l'adoption de la loi, à la mi-avril, le Gouvernement yougoslave a publié une liste de 23 personnes suspectées de crimes de guerre et mises en accusation par le Tribunal, dont 10 sont des nationaux yougoslaves, en précisant que les suspects avaient trois jours pour se livrer. Par la suite, ce délai a été prorogé; à la fin de la période considérée, six des personnes mises en accusation s'étaient livrées au Tribunal et trois autres avaient été arrêtées par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et transférées à La Haye. Malgré toutes les assurances prodiguées, le Procureur se montre déçu que les autorités yougoslaves n'aient pas développé davantage leur coopération.

À la fin de la période considérée, 23 des personnes mises en accusation ont été mises en détention ou arrêtées ou se sont livrées au Tribunal. Plus de la moitié d'entre elles se sont rendues volontairement, six étant des nationaux de la République fédérale de Yougoslavie, trois de la Republika Srpska, une de la Croatie, une du Monténégro et une de la Bosnie-Herzégovine. Le geste de coopération de loin le plus important a été la décision des autorités serbes de transférer Slobodan Milošević à La Haye à la fin de juin 2001. Le 25 juillet 2001, Rahim Ademi s'est livré au Tribunal et a été transféré par les autorités croates; le 2 août 2001, les autorités bosniaques ont arrêté et remis au Tribunal trois personnes mises en accusation, à savoir les généraux Enver Hadžihasanović et Mehmed Alagić et le colonel Amir Kubura. En ce qui concerne 16 de ces 23 personnes mises en accusation, 11 nouveaux procès vont s'ouvrir du fait des arrestations et des redditions volontaires; un acte d'accusation a été retiré contre un accusé et il y a eu une jonction d'instances pour les six autres accusés, les affaires se trouvant toujours dans la phase de la mise en état. Les nouvelles instances concernent des crimes qui auraient été commis au Kosovo en 1999 et à Vukovar en 1991, des crimes qui auraient été commis par des musulmans de Bosnie, des crimes commis dans la Poche de Medak et dans les camps d'Omarska et Keraterm à Prijedor en Bosnie centrale, et des crimes qui auraient été commis lors du siège de Mostar et du bombardement de Dubrovnik. Au

nombre des autres personnes qui ont été arrêtées ou se sont livrées figurent Vidoje Blagojević, Dragan Jokić, Sefer Halilović, Pavle Strugar, Nenad et Predrag Banović, Miodrag Jokić, Paško Ljubičić, Momir Nikolić, Dragoljub Ojdanić, Nikola Šainović, Momčilo Gruban, Mile Mrkšić, Milan Martić, Duško Knežević, Darko Mrda et Ranko Cesić.

Pendant la période considérée, le Procureur a établi six actes d'accusation. Deux de ces actes d'accusation sont établis contre Slobodan Milošević et lui imputent la responsabilité de crimes commis en Croatie et en Bosnie-Herzégovine; deux actes d'accusation concernent des crimes qui auraient été commis par des musulmans de Bosnie; un acte d'accusation concerne le génocide de Srebrenica et un autre concerne un massacre commis sur le mont Vlasic en Bosnie-Herzégovine. En outre, le Procureur a déposé une requête en retrait de l'acte d'accusation établi contre Nenad Banović en invoquant le fait qu'il ne disposait pas de suffisamment d'éléments de preuve pour aller au procès. Le Tribunal a fait droit à cette requête.

Le travail d'enquête continue d'être mené avec diligence, dans l'espoir d'aboutir à des actes d'accusation d'ici à la fin de 2004. Le Procureur a fait le point en novembre 2001 sur les enquêtes en cours; à cette époque, il restait à terminer 26 enquêtes. Faute de ressources, 10 enquêtes avaient dû être suspendues temporairement. Les 26 enquêtes restantes devraient se traduire par l'établissement de 34 nouveaux actes d'accusation visant une centaine de personnes. Au cas où les réformes entreprises en Bosnie-Herzégovine seraient menées à bon terme, le Procureur espère qu'environ la moitié de ces accusés pourraient être déférés devant des juridictions nationales de Bosnie-Herzégovine pour y être jugés.

Le Bureau du Procureur soutient l'accusation dans 10 procès en cours (Kolundžija et consorts, Krnojelac, Kvočka et consorts, Vasiljević, Simić et consorts, Naletilić/Martinović, Galić, Brdanin/Talić, Milošević et Stakić) et prépare en ce moment 15 autres procès (Krajišnik/Plavšić, Dragan Nikolić, Obrenović et consorts, Ademi, Hadžihasanović et consorts, Halilović, Strugar/Jokić, Banović et consorts, Gruban/Knežević, Ljubičić, Ojdanić/Šainović, Martić, Makšić, Mrda et Cesić).

Des appels ont été interjetés dans six affaires (Blaskić, Kunarać, Kordić/Cerkez, Krstić, Kvočka et consorts et Krnojelac).

Pour les Services de l'information, la période sur laquelle porte le présent rapport a été dominée par l'affaire *Le Procureur c. Slobodan Milošević*. Depuis le transfert de l'accusé, le 29 juin 2001, jusqu'à la présentation, au cours de l'été 2002, des moyens à charge pour le dossier Kosovo, en passant par la première comparution de Milošević, le 3 juillet 2001, et l'ouverture de son procès, le 12 février 2002, cette affaire fortement médiatisée a suscité un extraordinaire regain d'intérêt pour le Tribunal en général et son travail judiciaire en particulier. Pas moins de 143 groupes, soit 3 539 visiteurs au total, se sont rendus au Tribunal pour assister à des audiences.

Les Services de l'information, pour lesquels travaillent 12 personnes réparties en quatre groupes (Presse, Information juridique, Publications et documentation et Internet) ont donc plus à coeur que jamais de montrer la justice à l'oeuvre.

Le Groupe de la presse a été particulièrement sollicité : la moyenne mensuelle des contacts avec les journalistes est passée de 3 100 à 13 100. La visibilité du Tribunal a été d'autant plus grande que ses hauts responsables ont accepté d'accorder des interviews : le Président, les juges, la Procureure et ses proches collaborateurs, le Greffier et d'autres représentants du Greffe ont accordé une moyenne de 60 interviews par mois. Chaque jour, il y a deux organes de presse dans le monde qui publient un article sur le Tribunal. Selon les chiffres de l'Union européenne de radiodiffusion, l'ouverture du procès de Slobodan Milošević a été suivie par 1 milliard de téléspectateurs dans le monde entier.

Le Groupe de l'information juridique a continué de produire de la documentation (point hebdomadaire des affaires, fiches d'information régulièrement mises à jour sur le Tribunal sur les affaires et les procès, bilan hebdomadaire) pour permettre aux observateurs de se tenir au courant du déroulement des audiences. À cet égard, les *Suppléments judiciaires*, résumés hebdomadaires de la jurisprudence du Tribunal, revêtent une importance primordiale. Une enquête de qualité menée au cours de la période à l'examen a fait apparaître un taux de satisfaction élevé (80 %) chez les utilisateurs. Les *Suppléments judiciaires* sont devenus

un important moyen de faire connaître la jurisprudence du Tribunal aux juristes et aux praticiens du droit.

Le Groupe des publications et de la documentation a répondu à 5 158 demandes de documentation (essentiellement le texte des arrêts). Au cours de la période à l'examen, le Groupe a pu reprendre, en association avec Kluwer Law International, la publication des *Recueils judiciaires*, seule compilation officielle des documents d'audience. Les deux volumes pour l'année 1996 ont enfin été publiés et les volumes relatifs à 1997 étaient en cours d'élaboration au moment de la présentation de ce rapport. Il a été décidé de suspendre la publication de l'*Annuaire du Tribunal* et des *Documents de référence*, les crédits prévus à cet effet ayant été consacrés à la mise en place d'un centre de la presse internationale lors de l'ouverture du procès Milošević. La publication en reprendra toutefois prochainement, sous une autre forme et sur une base financière plus stable, sur le site Internet du Tribunal.

Grâce à cet outil d'information prodigieux qu'est l'Internet, on a pu répondre à un volume de demandes qui aurait été autrement ingérable. Le site Internet du Tribunal a reçu en moyenne 534 600 visites par mois, contre 90 000 au cours de la période précédente. On a aussi mieux tiré parti des possibilités audiovisuelles offertes par la technologie Web : le Groupe Internet, en collaboration avec une organisation non gouvernementale néerlandaise et le Programme d'information du Tribunal, a organisé la diffusion des audiences sur Internet, et ce, en quatre langues (albanais, anglais, français et serbo-croate).

Comme il importe au plus haut point que les populations de l'ex-Yougoslavie sachent ce qu'est le Tribunal et en quoi consiste son rôle, les activités menées au titre du Programme d'information ont été étendues au cours de la période à l'examen. Les trois bureaux du Programme, à Sarajevo, à Priština et à Belgrade, assurent l'interface entre le Tribunal et les populations des territoires de l'ex-Yougoslavie. Une petite équipe coordonne leurs activités depuis La Haye.

L'objectif du Programme d'information est de rendre les activités du Tribunal transparentes, accessibles et intelligibles pour toutes les communautés de l'ex-Yougoslavie. Sans un tel effort d'information du public, les groupes hostiles au Tribunal auraient beau jeu de diffuser des renseignements inexacts et une image négative. De

plus, l'une des principales missions du Tribunal, qui est de contribuer à établir et à maintenir la paix dans la région, s'en trouverait compromise.

Au cours de la période à l'examen, le Programme d'information a produit et diffusé largement un grand nombre de documents de référence en bosniaque/croate/serbe et en albanais. Il s'agit notamment du texte des actes d'accusation et des arrêts, du Règlement intérieur du Tribunal, de communiqués de presse et de dépliants. Ces documents sont disponibles sous forme imprimée, sur CD-ROM et sur vidéo, et peuvent être consultés sur le site Internet du Tribunal, dans la volumineuse section bosniaque/croate/serbe qui est gérée par le Programme. Afin d'améliorer encore la diffusion d'informations à jour et exactes dans les langues de la région, le Programme d'information a entrepris, avec l'appui technique des Services de l'information, de diffuser en direct sur l'Internet toutes les audiences publiques du Tribunal. Il est possible de suivre les procès en anglais, en français, en bosniaque/croate/serbe et, pour les affaires relatives au Kosovo, en albanais.

Le Programme d'information a supervisé la tenue de plusieurs colloques importants dans la région et représenté le Tribunal à de nombreux séminaires, ateliers et tables rondes organisés dans la région. Parallèlement, les dispositions voulues ont été prises pour que des juges du Tribunal se rendent dans l'ex-Yougoslavie afin d'y rencontrer des praticiens du droit et de s'entretenir avec eux. Tout aussi important, le Programme a permis à des particuliers et à des groupes venus de l'ex-Yougoslavie de se rendre au siège du Tribunal à La Haye pour y rencontrer des représentants du Tribunal et assister à la procédure judiciaire.

À mesure que les bureaux du Programme sont devenus plus connus de la population, le nombre des demandes d'information en provenance des médias de la région a sensiblement augmenté. Le Programme apporte un large soutien aux organes de presse régionaux, notamment sous forme d'interviews aux journaux, à la radio et à la télévision. Un système de suivi des médias régionaux a été mis en place. Le Programme joue également un rôle important pour ce qui est de recueillir des informations sur l'évolution des systèmes de justice pénale nationaux et des réformes dont ils font l'objet, particulièrement dans le cadre des procès pour crimes de guerre conduits par des tribunaux nationaux. Le Programme d'information met l'accent sur la contribution du Tribunal à

l'instauration d'un état de droit pour toutes les populations de la région, et du rôle qu'il joue en tant qu'agent de réconciliation en Europe du Sud-Est.

Depuis son lancement en septembre 1999, le Programme d'information du Tribunal a été financé exclusivement par des contributions volontaires. Au cours de la période à l'examen, l'Union européenne, la Norvège et l'Organisme canadien de développement international lui ont apporté un généreux soutien. La capacité du Tribunal de s'acquitter de son mandat a été améliorée grâce à des contributions volontaires d'un montant de 4,1 millions de dollars et à des dons en nature d'une valeur de 10 600 dollars, lesquelles ont permis la poursuite de programmes qui, comme le projet *Rules of the Road* et le Programme d'information, sont entièrement tributaires des contributions volontaires des États Membres et des organisations. Certaines contributions ont été allouées à la Section de l'aide aux victimes et aux témoins, en vue de l'ouverture d'un bureau de liaison à Sarajevo, ainsi que pour améliorer et étendre ses services de protection.

Les contributions ont également servi à financer certains projets et activités du Bureau du Procureur : résorption du travail en retard du Groupe des éléments de preuve; résorption du travail en retard en ce qui concerne la numérisation des négatifs; projet pour les services de traduction; appui à l'équipe chargée du dossier Kosovo; poursuite du projet démographique; recrutement d'un spécialiste des affaires politiques pour aider la Procureure à convaincre les gouvernements d'arrêter les auteurs présumés de crimes de guerre; recrutement d'un analyste militaire pour aider la Procureure à analyser les documents militaires et pour fournir des connaissances spécialisées lors des procès à venir. Au cours de la période à l'examen, l'International Criminal Justice Resource Center a fait don à la Section de l'aide aux victimes et aux témoins de cinq postes de télécommunications mobiles d'une valeur de 3 600 dollars. En 2002, la Scottish Court a fait don de 12 moniteurs, d'une valeur de 7 000 dollars, qui viendront s'ajouter à ceux dont le Tribunal se sert déjà pour diffuser des informations sur les activités judiciaires auprès du grand public, du personnel et des membres de la presse dûment accrédités.

La période à l'examen a été une période de mutation constante pour le Tribunal, dont le point fort a été la réforme *ad litem*. Cette réforme et la stratégie

d'achèvement montrent que, d'institution axée sur les enquêtes qu'il était, le Tribunal est sur le point de devenir une institution plus strictement judiciaire. Cette évolution positive témoigne de la maturité institutionnelle croissante du Tribunal, qui compte avoir achevé son mandat en 2008 (première instance) et en 2010 (deuxième instance).

## **Chapitre 7**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola**

Le Bureau du Comité se composait comme suit : Richard Ryan (Irlande) à la présidence et les délégations colombienne et singapourienne à la vice-présidence. Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu sept séances officielles et plusieurs réunions officieuses. De plus, des réunions informelles ont été organisées avec les Comités du Conseil de sécurité créés par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone et par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria. Ces réunions conjointes faisaient suite aux résolutions 1306 (2000) et 1343 (2001).

Le 28 juin 2001, à la 35e séance du Comité, le Président a rendu compte des visites qu'il a rendues en Bulgarie, Roumanie, Fédération de Russie, Ukraine et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord entre le 4 et le 15 juin. Il a rapporté les discussions qu'il a eues avec les représentants de ces pays, notamment en ce qui concerne le trafic d'armes et de diamants. Lors de consultations informelles tenues le 5 juillet 2001, il a fait un rapport verbal à ce sujet aux membres du Conseil de sécurité.

Le 28 septembre 2001, le Comité a approuvé la liste ajournée des hauts responsables de l'UNITA et des membres adultes de leur famille proche, qui a fait l'objet d'un communiqué de presse daté du 2 octobre 2001. La liste a été communiquée aux 189 États Membres et aux organisations internationales intéressées, accompagnée d'une note du Président du Comité datée du 11 octobre 2001, dans laquelle il leur demandait d'informer le Comité de toute mesure qu'ils prendraient au titre de la liste pour donner suite aux dispositions pertinentes des résolutions 1127 (1997) et 1173 (1998), qui imposaient des sanctions financières ainsi qu'en matière de représentation et de voyages. Le 4 décembre 2001, le Président a de nouveau écrit aux États Membres pour leur demander d'informer le

Comité, avant le 14 janvier 2002, de toute mesure qu'ils auraient prise au titre de la liste des hauts dirigeants de l'UNITA et des membres adultes de leur famille proche. À sa 38e séance, le 20 novembre 2001, le Comité est convenu que les réponses reçues seraient examinées par l'Instance de surveillance.

Le 12 octobre 2001, à sa 36e séance, le Comité a commencé l'examen du rapport complémentaire de l'Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA (S/2001/966). Le Comité a pris connaissance d'un projet de résolution du Conseil de sécurité portant sur la prorogation du mandat de l'Instance.

Le 19 octobre 2001, le Comité a publié un communiqué de presse dans lequel il indiquait que le Gouvernement angolais avait identifié, en application du paragraphe 19 de la résolution 864 (1993) et aux fins de l'application des sanctions contre l'UNITA, deux nouveaux points d'entrée dans le territoire angolais, à savoir Soyo, dans la province du Zaïre, et le port de Cabinda, dans la province de Cabinda.

Le 4 décembre 2001, le Comité a adressé un courrier à l'Union européenne et à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans lequel il exprimait à nouveau ses craintes quant à la possibilité que des responsables de l'UNITA ne tirent abusivement parti des Accords de Schengen et des documents de voyage de la CEDEAO et leur demandait une nouvelle fois de répondre aux lettres qui leur avaient été adressées le 20 février 2001.

Le 11 décembre 2001, à sa 39e séance, le Comité a achevé son examen des recommandations contenues dans les trois derniers rapports de l'Instance, en application du paragraphe 4 de la résolution 1374 (2001). Il a également souligné l'importance des efforts déployés en dehors du cadre des Nations Unies pour faire appliquer les sanctions contre l'UNITA. À ce propos, il s'est dit intéressé par un rapport d'activité du Processus de Kimberley, qui, en application de la résolution 55/56 de l'Assemblée générale, devait être présenté à cette dernière, à sa cinquante-sixième session. Au nom du Président du Comité, un représentant de la Mission permanente de l'Irlande a participé à plusieurs réunions organisées dans le cadre du Processus de Kimberley : à Bruxelles, en avril 2001, à Moscou, en juillet 2001, à Londres, en septembre 2001, à Gaborone, en novembre 2001 et à Ottawa, en mars 2002. Copie des communiqués finals de ces réunions a été communiquée aux membres du Comité

pour information. À la même séance, le Comité a examiné le projet de plan d'action de l'Instance, que le Conseil avait demandé dans sa résolution 1374 (2001). Le Comité est convenu que le Président ferait un exposé aux membres du Conseil de sécurité sur l'application des paragraphes 4 et 5 de la résolution 1374 (2001).

Le 15 avril 2002, à sa 40e séance, le Comité a examiné, à titre préliminaire, le rapport de l'Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA, qui était présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1374 (2001) (S/2002/486). Il a accueilli favorablement le rapport et convenu que les sanctions devaient être maintenues jusqu'à ce que le processus de paix devienne irréversible. Concernant la liste des dirigeants de l'UNITA, le Président a fait savoir aux membres du Comité que sa délégation avait eu des contacts avec la délégation angolaise en vue d'établir une liste plus courte et plus détaillée. Le Comité a également décidé de transmettre à la Mission permanente de l'Angola, pour examen, les lettres d'États Membres demandant un complément d'information au sujet de la liste du Comité. Le Comité a poursuivi son examen du rapport de l'Instance de surveillance à sa 41e séance, le 8 mars 2002, et, à l'issue du débat, a décidé de présenter officiellement le rapport au Président du Conseil de sécurité. À la même séance, le plan d'action de l'Instance de surveillance sur ses travaux futurs a été distribué aux membres du Comité, conformément à la résolution 1404 (2002).

Le 20 mai 2002, le Comité a publié un communiqué de presse sur la suspension de l'interdiction de voyage imposée aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 1127 (1997), pour les responsables de l'UNITA et les membres adultes de leur famille proche qu'il avait identifiés pendant une période de 90 jours à compter du 17 mai 2002. Il était rappelé aux États que toutes les autres mesures figurant dans les résolutions 864 (1993), 1127 (1997) et 1173 (1998) demeuraient en vigueur.

Le Comité a adopté son rapport de 2001 au Conseil de sécurité le 1er mars 2002 (S/2002/243).

## **Chapitre 8**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda**

En 2001, le Bureau du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda se composait comme suit : Moctar Ouane (Mali) à la présidence, les délégations irlandaise et tunisienne à la vice-présidence. Pour 2002, les membres du Conseil ont élu Mikhaïl Wehbe (République arabe syrienne) à la présidence, ainsi que les délégations guinéenne et irlandaise à la vice-présidence.

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda a adopté son rapport de 2001 au Conseil de sécurité le 10 janvier 2002 (S/2002/49).

## Chapitre 9

### **Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

Au 31 juillet 2002, les trois Chambres de première instance du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) jugeaient 22 accusés, dans le cadre de neuf affaires. Vingt-neuf personnes sont en attente de jugement. Des arrêts ont été rendus concernant neuf personnes, dont huit ont été condamnées et une acquittée. Sur les 80 personnes inculpées par le Tribunal, 51 (à l'exclusion des huit condamnées) sont détenues, tandis que l'on s'emploie encore à localiser et à appréhender 20 personnes.

Au cours de la période considérée, plusieurs questions importantes touchant à la politique judiciaire ont été abordées. Le grand nombre de personnes en attente de jugement a mis en lumière la nécessité de les juger le plus rapidement possible et de conclure, dans un avenir proche, la mission du Tribunal. En la matière, le Tribunal a conçu une stratégie précise, qui est largement tributaire du recrutement d'effectifs

supplémentaires dans la mesure où les trois Chambres de première instance doivent faire face à une forte charge de travail et où le jugement de plusieurs affaires qui sont en état ne peut commencer avant l'arrivée d'un personnel supplémentaire.

Le 9 juillet 2001, le Président du Tribunal a donc soumis au Conseil de sécurité une proposition relative à la création d'une réserve de 18 juges *ad litem*, sur le modèle de la solution adoptée pour résorber les retards accumulés au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Le Tribunal estime que si le Conseil répond favorablement à la proposition et autorise le recrutement des neuf juges *ad litem*, il devrait pouvoir terminer les procès en première instance à l'horizon de 2008. Le Conseil de sécurité n'a pas encore répondu à cette requête.

Les projections du Tribunal concernant la fin des procédures dépendent aussi en grande partie du nombre des enquêtes menées et des inculpations prononcées par le Procureur. À la suite d'une analyse approfondie des priorités, le Procureur a indiqué qu'elle engagerait de nouvelles enquêtes à l'encontre de 14 personnes, en plus des 10 enquêtes en cours au 31 juillet 2002. Il en résultera donc en tout 24 inculpations à soumettre aux juges du Tribunal pour confirmation d'ici à la fin de 2004 (période prévue pour la fin des enquêtes).

À sa douzième session plénière, les 5 et 6 juillet 2002, le Tribunal a inscrit dans son Règlement de procédure et de preuve un nouvel article – l'article 11 *bis* –, relatif au transfert à des juridictions nationales de certaines affaires pour lesquelles les inculpations ont été confirmées par le Tribunal. L'objet de ce nouvel article est de faciliter l'exercice de la compétence concurrente des tribunaux nationaux reconnue à l'article 8 du Statut du Tribunal et de permettre ainsi au Tribunal de se concentrer sur les affaires les plus importantes de manière à mener à bien sa mission à l'échéance de 2008.

En juin 2002, le Tribunal s'est heurté à de graves difficultés, le Gouvernement rwandais ayant mis un terme à sa coopération et, plus spécifiquement, s'étant montré peu disposé à faciliter le déplacement de plusieurs témoins à charge du Rwanda vers Arusha pour y témoigner dans des procès. L'absence de témoins dans deux affaires – l'affaire des six de Butare et l'affaire Niyitegeka – a entraîné un report de plusieurs mois de ces deux procès. Les deux Chambres de première instance qui jugeaient ces affaires ont

rendu des décisions orales rappelant l'obligation légale qui est faite au Rwanda de coopérer avec le Tribunal, conformément au Statut de ce dernier. En outre, dans une lettre datée du 26 juillet 2002 (S/2002/847), adressée au Président du Conseil de sécurité, le Président du Tribunal a attiré l'attention du Conseil sur les difficultés que rencontrait le Tribunal du fait du manque de coopération du Rwanda.

L'évolution de la situation au cours des derniers mois a mis en lumière la contribution que le Tribunal pouvait apporter à l'instauration de la paix dans la région des Grands Lacs en Afrique, y compris en République démocratique du Congo. En février 2002, le Greffier du Tribunal a effectué une mission en République démocratique du Congo et au Congo. Il y a rencontré les chefs d'État de ces deux pays et a sollicité leur coopération en vue de l'arrestation et du transfert au Tribunal des personnes inculpées qui auraient trouvé refuge dans ces pays. Plusieurs personnes inculpées, notamment de hauts responsables militaires, auraient pris une part active aux conflits qui ont éclaté dans ces deux pays au cours des dernières années. Les deux dirigeants se sont engagés à coopérer dans ce domaine avec le Tribunal. Cependant, au 31 juillet 2002, aucune mesure visible et concrète n'avait encore été prise par ces pays pour appréhender les personnes inculpées.

À la suite de la mission du Greffier en République démocratique du Congo, les autorités congolaises, dans une lettre au Greffier datée du 10 mai 2002, ont officiellement invité le Tribunal à ouvrir une « antenne » dans leur pays. Le Tribunal étudie actuellement cette proposition.

Dans un important geste de soutien à l'action du Tribunal, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a activement relancé son programme « Rewards for Justice ». Le programme offre jusqu'à 5 millions de dollars en échange d'informations pouvant conduire à l'arrestation des personnes inculpées par le Tribunal et censées avoir trouvé refuge dans des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale.

## **Chapitre 10**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone**

Le 19 décembre 2001, par la résolution 1385 (2001), le Conseil de sécurité a prorogé de 11 mois, à compter du 5 janvier 2002, les mesures imposées au paragraphe 1 de la résolution 1306 (2000) par laquelle il avait décidé que tous les États prendraient les mesures nécessaires pour interdire l'importation directe ou indirecte sur leur territoire de tous les diamants bruts en provenance de la Sierra Leone, à ceci près que, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1306 (2000), les mesures visées ci-dessus ne s'appliqueraient pas aux diamants bruts contrôlés par le Gouvernement sierra-léonais au moyen du régime de certificat d'origine.

En 2001, le Bureau du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone était constitué comme suit : Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh), en qualité de Président, du 1er janvier au 5 septembre 2001, le Mali et Singapour assurant la vice-présidence. Iftekhar Ahmed Chowdhury (Bangladesh) a occupé la présidence du Comité du 29 novembre au 31 décembre 2001. Pour la période de 2002 couverte par le présent rapport, la présidence a été assurée par Jorge Eduardo Navarrete (Mexique), du 1er au 27 janvier, et par Adolfo Aguilar Zinser (Mexique), à partir du 28 janvier, le Cameroun et Singapour assurant la vice-présidence.

Dans une lettre datée du 13 août 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Président a noté que le 31 juillet 2001, le Comité avait examiné le second bilan, après 90 jours, du nouveau régime de certificat d'origine applicable au commerce de diamants sierra-léonais (S/2001/794).

À la demande du Comité, le Président a adressé une lettre en date du 13 août 2001 au Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies, déclarant que le Comité souhaitait recevoir de son gouvernement toutes statistiques que celui-ci serait susceptible de lui communiquer concernant les diamants exportés de pays de la région de l'Afrique de l'Ouest, aux fins de l'exploitation de ces données par le Comité, dans le cadre du suivi des efforts visant à mettre un terme au rôle que les diamants du conflit jouent en alimentant les conflits dans la région. Le Représentant permanent de la Belgique a joint à une lettre datée du 13 mars 2002 un dossier énumérant un certain nombre de problèmes liés à l'application du régime du certificat d'origine

applicable au commerce de diamants sierra-léonais et indiquant les mesures prises par les autorités belges.

Le Président a joint à sa lettre du 27 août 2001 adressée au Président du Conseil de sécurité le texte d'un communiqué de presse publié par le Gouvernement sierra-léonais le 21 août 2001 concernant une transaction dans la région de Freetown qui aurait porté sur des diamants illicites et au sujet de laquelle la police aurait ouvert une enquête (voir S/2001/827).

Le 15 novembre 2001, le Comité a approuvé une demande du Gouvernement sierra-léonais tendant à exempter de l'application du paragraphe 5 de la résolution 1171 (1998) du Conseil de sécurité Pallo Bangura, pour qu'il puisse se rendre au Nigéria en vue d'y suivre une formation qui aiderait à transformer le RUF en parti politique.

Le 7 décembre 2001, le Comité a examiné une lettre datée du 4 décembre 2001 émanant du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria, portant à l'attention du Président des violations présumées visées dans le rapport du Groupe d'experts sur le Libéria (S/2001/1015) concernant les mesures imposées par les résolutions 1171 (1998) et 1306 (2000). Le 14 décembre 2001, le Président a adressé des lettres aux représentants permanents des pays intéressés auprès de l'Organisation des Nations Unies, leur demandant de fournir toutes informations susceptibles de faire la lumière sur les violations présumées des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1171 (1998) visées par le rapport du Groupe d'experts sur le Libéria.

Le 26 mars 2002, le Comité a examiné une note verbale datée du 5 mars 2002 émanant de la Mission permanente de la Belgique et fournissant des précisions sur les mesures prises par le Gouvernement belge concernant Victor Bout, qui avait été l'objet d'allégations figurant dans les rapports des groupes d'experts sur le Libéria et la Sierra Leone ainsi que dans le rapport de l'Instance de surveillance des sanctions prises contre l'UNITA.

À la même séance, le Comité s'est penché sur une proposition de réunion commune des comités des sanctions concernant l'Angola, le Libéria et la Sierra Leone visant à examiner les domaines d'intérêt commun et les possibilités de coopération. En outre, le Comité a adopté l'ensemble révisé de directives

concernant la conduite de ses travaux, élaboré pour tenir compte de l'adoption de la résolution 1306 (2000) du Conseil de sécurité. Le Représentant permanent adjoint du Mexique a informé les membres des résultats de la réunion du Processus de Kimberly, qui s'est tenue à Ottawa du 18 au 20 mars 2002.

Le 11 juillet 2002, le Président du Comité a informé les membres de la mission d'information qu'il a effectuée auprès des pays de l'Union du fleuve Mano, et qui a comporté des réunions à Bruxelles (Groupe de travail sur les diamants), à Vienne (Secrétariat de l'Accord de Vassenaar) et à Lyon (Interpol). Le Président a déclaré qu'il avait entrepris cette mission dans le but de recueillir les vues des principales parties prenantes sur un éventuel aménagement des sanctions concernant la Sierra Leone, destiné à soutenir le nouveau gouvernement et à faire écho aux mesures prises par certains protagonistes pour appuyer le processus de paix.

Le 22 juillet 2002, le Comité a examiné le bilan, après 90 jours, du régime de certificat d'origine applicable au commerce de diamants sierra-léonais, établi par le Gouvernement sierra-léonais et soumis en application du paragraphe 2 de la résolution 1306 (2000) et le Président a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité lui communiquant le rapport susmentionné (S/2002/826).

À ce jour, le Comité a reçu au total 23 réponses des États sur l'application du paragraphe 17 de la résolution 1306 (2000) et 43 sur l'application du paragraphe 8.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu six séances.

Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité pour 2001 le 11 janvier 2002 (S/2002/50).

## **Chapitre 11 Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)\***

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) s'est acquitté de ses tâches telles qu'elles sont définies dans les résolutions 1267

---

\* Anciennement dénommé « Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan ».

(1999), 1333 (2000) et 1390 (2002). À la suite des attentats terroristes commis aux États-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001, le Comité s'est essentiellement consacré à l'adoption des nouvelles directives régissant la conduite de ses travaux et à l'aménagement des listes des personnes et des entités associées aux Taliban et à Al-Qaïda.

En 2001, le Bureau du Comité était constitué comme suit : Alfonso Valdivieso (Colombie) en qualité de Président, le Mali et l'Ukraine assurant la vice-présidence. Pour la période de 2002 couverte par le présent rapport, Alfonso Valdivieso a continué d'occuper la présidence, la Guinée et Singapour assurant la vice-présidence.

Au paragraphe 3 de sa résolution 1363 (2001), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de créer, en consultation avec le Comité, dans un délai de 30 jours après l'adoption de la résolution et pour une période de même durée que celle de l'application des mesures figurant dans la résolution 1333 (2000), un groupe de suivi qui serait établi à New York. Le Groupe a soumis son rapport au Comité le 14 janvier 2002 (S/2002/65).

Le 16 janvier 2002, par la résolution 1390 (2002), le Conseil de sécurité a décidé que tous les États devaient prendre à l'égard d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaïda ainsi que des Taliban et des autres personnes ou entités qui leur sont associées, une série de mesures consistant notamment à bloquer leurs ressources économiques, à empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire de ces personnes et à empêcher la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériel connexe à ces personnes ou entités. Le Conseil a aussi prié le Comité d'actualiser régulièrement la liste des membres d'Al-Qaïda et des Taliban, ainsi que des personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés et de demander à tous les États de l'informer sur les mesures prises par eux afin d'appliquer au mieux les mesures visées dans la résolution 1390 (2002). Le Conseil a également prié le Secrétaire général de charger le Groupe de suivi créé en application de la résolution 1363 (2001) d'assurer, pendant une période de 12 mois, le suivi de la mise en oeuvre des mesures susmentionnées.

Lors des discussions que le Comité a tenues en janvier 2002, il a été noté que la résolution 1390 (2002) ne faisait pas référence à un territoire

spécifique. Il a donc été décidé de modifier l'appellation du Comité, en supprimant la référence à l'Afghanistan. Le Comité a également décidé d'adresser une lettre à l'Association du transport aérien international (IATA) pour lui demander de débloquer, en faveur de l'Administration intérimaire de l'Afghanistan, un montant d'environ 25 millions de dollars représentant les droits de navigation aérienne prélevés par l'IATA et bloqués dans ses comptes.

En février 2002, le Comité a examiné une demande de retrait de trois personnes et d'une entité de sa liste. N'ayant pu parvenir à un consensus sur cette requête, le Comité a maintenu les personnes et l'entité susmentionnées sur la liste.

En mai 2002, le Groupe de suivi a informé les membres du Comité des questions de fond figurant dans le rapport qu'il avait soumis en application des dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1390 (2002) (S/2002/541). Le Président du Groupe de suivi a proposé que le Comité précise, dans une déclaration, le mandat du Groupe vis-à-vis de celui du Comité contre le terrorisme, dans la mesure où une certaine confusion continuait de régner à cet égard chez les États Membres.

Au paragraphe 20 de la résolution 1333 (2000), tous les États ont été priés de rendre compte au Comité, dans les 30 jours qui suivraient l'entrée en vigueur de la résolution, des dispositions qu'ils auraient prises pour appliquer les mesures imposées par les paragraphes 5, 8, 10 et 11 de ladite résolution. Le 4 avril 2001, le Président a publié un rapport (S/2001/326) où figuraient les réponses de 46 États Membres. Un additif au rapport, comportant 20 réponses supplémentaires, a été publié le 21 novembre 2001 (S/2001/326/Add.1).

Au paragraphe 6 de la résolution 1390 (2002), le Conseil de sécurité a prié tous les États d'indiquer au Comité, au plus tard 90 jours après l'adoption de la résolution, les mesures qu'ils auraient prises pour bloquer les ressources économiques d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaïda ainsi que des Taliban et des autres personnes ou entités qui leur sont associées, empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire de ces personnes et empêcher la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériel connexe à ces personnes ou entités. Au 30 juin 2002, le Comité avait reçu les réponses de 67 États (S/2002/736).

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu sept séances officielles et neuf consultations officieuses au niveau des experts.

Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité pour 2001 le 17 janvier 2002 (S/2002/101).

## **Chapitre 12**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria**

Le 16 janvier 2002, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité (S/2002/83).

En 2001, le bureau du Comité se composait de Kishore Mahbubani (Singapour) en qualité de Président, l'Irlande et Maurice assurant la vice-présidence. Pour la partie de 2002 couverte par le présent rapport, Kishore Mahbubani (Singapour) a continué d'assurer la présidence, Maurice et la République arabe syrienne assurant la vice-présidence.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu 11 séances officielles et plusieurs consultations informelles pour examiner divers points liés au régime des sanctions.

Au cours de la même période, le Comité a reçu 28 notifications de déplacements présentées conformément à l'alinéa a) du paragraphe 7 de la résolution 1343 (2001) et a examiné 71 demandes de dérogation à l'interdiction des déplacements présentées conformément à l'alinéa b) du paragraphe 7 de la même résolution, dont 42 ont été accordées. Le Comité a également reçu 28 demandes tendant à rayer des noms de la liste des personnes interdites de déplacements et n'a encore reçu aucune demande de dérogation pour les matériels militaires non meurtriers en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 5.

À ses 4e, 5e et 9e séances, tenues le 20 juillet, le 7 août et le 12 décembre 2001, respectivement, le Comité a décidé de maintenir sur la liste des personnes interdites de déplacements les noms de sept personnes qui avaient demandé que leur nom en soit rayé. Le 18 décembre 2001, en application de la décision qu'il avait prise à sa 5e séance de procéder à des examens trimestriels de la liste, le Comité a décidé, dans le cadre de la procédure d'approbation tacite, de

supprimer les noms de cinq personnes. La liste des personnes interdites de déplacement a été rediffusée dans un communiqué de presse paru le 26 décembre 2001.

Le Comité a examiné dans le détail, mais n'a pas encore été en mesure d'adopter, les directives pour la conduite de ses travaux qu'il avait pour mandat d'établir conformément à l'alinéa c) du paragraphe 14 de la résolution 1343 (2001). En application du paragraphe 18 de la résolution, aux termes duquel les États sont priés de présenter au Comité, dans les 30 jours suivant la promulgation de la liste des personnes interdites de déplacements, un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer les mesures imposées au paragraphes 5 à 7 de la résolution; à ce jour, 44 États ont répondu à la note verbale du Comité en date du 7 juin 2001 et à ses notes de rappel du 27 août 2001 et du 30 mai 2002.

Le rapport présenté par le Groupe d'experts en application de l'alinéa e) du paragraphe 19 de la résolution 1343 (2001) (S/2001/1015) a été examiné par le Comité les 22 et 25 octobre, au cours de consultations informelles du Conseil de sécurité le 2 novembre et dans le cadre d'un débat public du Conseil le 5 novembre 2001 (4405e séance). Les allégations de violations décrites dans le rapport et les recommandations du Groupe d'experts ont été ensuite examinées par le Comité les 16 et 28 novembre et 12 décembre 2001 et les 17 janvier et 11 mars 2002. À ses 10e et 11e séances, les 17 janvier et 11 mars 2002, le Comité est convenu d'adresser des demandes d'éclaircissement aux États présumés avoir violé le paragraphe 7 de la résolution 1343 (2001).

Le 7 novembre 2001, le Conseil de sécurité a procédé au second examen visé au paragraphe 23 de la résolution 1343 (2001), examinant à cette occasion un rapport oral du Président, le rapport du Groupe d'experts (S/2001/1015) et les rapports du Secrétaire général (S/2001/939, S/2001/965 et S/2001/1025) sur le respect par le Libéria du régime des sanctions.

Au cours de l'examen trimestriel de la liste des personnes interdites de déplacements auquel il a procédé à sa 11e séance, le 11 mars 2002, le Comité a décidé de rayer de la liste le nom de deux personnes et d'y maintenir le nom de deux autres qui avaient fait l'objet de demandes de retrait. À la même séance, le Comité s'est prononcé contre l'ajout de cinq noms dont l'inclusion sur la liste avait été proposée.

À ses 10e et 11e séances, le Comité a examiné une proposition tendant à organiser une réunion conjointe des comités des sanctions sur l'Angola, le Libéria et la Sierra Leone afin d'examiner les questions d'intérêt commun et partager les expériences et les enseignements des uns et des autres.

Le 19 avril 2002, à sa 12e séance, le Comité a examiné le rapport du Groupe d'experts sur le Libéria présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 1395 (2002) et a décidé de transmettre le rapport au Président du Conseil de sécurité afin qu'il soit publié en tant que document du Conseil (S/2002/470).

Au cours de l'examen trimestriel de la liste des personnes interdites de déplacements auquel il a procédé à sa 13e séance, le 9 juillet 2002, le Comité a décidé de rayer de la liste les noms de trois personnes et de maintenir les noms de huit personnes qui avaient demandé à ce que leur nom soit rayé. Le Comité a aussi décidé de remettre à plus tard la décision concernant deux personnes qui avaient demandé que leur nom soit rayé de la liste. Par ailleurs, le Comité a décidé de maintenir sur la liste cinq noms qu'un membre avait proposé de rayer, et de remettre à plus tard la décision concernant six autres noms qu'un membre avait proposé de rayer de la liste. La liste a été ensuite rediffusée dans un communiqué de presse. Conformément au paragraphe 14 de la résolution 1408 (2002), le Comité est convenu d'adresser des lettres aux États présumés avoir violé les mesures imposées en vertu du paragraphe 8 de la résolution 788 (1992).

## **Chapitre 13**

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Par sa résolution 1373 (2001) du 28 septembre 2001, le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a réaffirmé sa condamnation sans équivoque des attaques terroristes commises le 11 septembre 2001 à New York, à Washington et en Pennsylvanie et a établi un programme détaillé visant les terroristes et ceux qui les abritent, les aident et les soutiennent. La résolution exige de tous les États qu'ils coopèrent dans un large éventail de domaines, allant de la répression du financement du terrorisme jusqu'à l'alerte rapide,

qu'ils coopèrent également en matière d'enquêtes pénales et d'échange d'informations sur les actes terroristes possibles et qu'ils fassent rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer la résolution.

Par cette résolution, le Conseil de sécurité a créé un comité contre le terrorisme chargé de suivre l'application de la résolution, avec l'aide des experts voulus. Il a donné pour instructions au Comité de réfléchir à l'appui dont il aura besoin, en consultation avec le Secrétaire général.

En outre, dans la déclaration jointe à la résolution 1377 (2001) du 12 novembre 2001, le Conseil de sécurité a invité le Comité à examiner les moyens d'aider les États et, en particulier, à étudier avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales la possibilité de promouvoir les pratiques optimales dans les domaines sur lesquels porte la résolution 1373 (2001) et de faire appel aux programmes existants d'assistance en matière technique, financière, réglementaire, législative et autre.

Le bureau du Comité se composait de Sir Jeremy Greenstock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) en qualité de Président, la Colombie, la Fédération de Russie et Maurice assurant la vice-présidence.

Le Comité bénéficie des concours d'un certain nombre d'experts conseillers nommés par le Secrétariat avec l'aval du Comité, compte tenu des compétences pertinentes et du principe de la représentation géographique équitable. En réponse à la note verbale du Secrétariat datée du 23 octobre, dans laquelle le Président avait exprimé l'espoir que les États Membres seraient disposés à présenter des candidats qualifiés pour apporter au Comité les conseils spécialisés voulus, 131 noms d'expert originaires des 49 États suivants ont été présentés : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Cuba, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Inde, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Liechtenstein, Madagascar, Mali, Maroc, Norvège, Panama, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Soudan, Suisse, Tunisie et Venezuela. Les experts actuellement nommés sont originaires des pays

suivants : Australie, Autriche, Bahamas, Inde, Jamaïque, Pays-Bas et Tunisie.

Au 31 juillet, le Comité avait reçu 166 rapports initiaux d'États Membres et quatre autres présentés en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001), qui peuvent être consultés sur le site Web du Comité

<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1373/>. Afin de faciliter l'établissement de ces rapports, le Président a publié, le 26 octobre, des directives relatives à leur présentation. Le Comité a aussi adopté des réponses du Président concernant 132 rapports, demandant un rapport complémentaire à chaque État. Au 31 juillet, 57 rapports complémentaires avaient été reçus.

Comme il est indiqué dans son deuxième programme de travail (S/2002/67), le Comité a créé trois sous-comités, dont chacun était composé de cinq de ses membres et présidé par l'un des vice-présidents, pour procéder à un examen initial de chaque rapport, avec la participation des membres du Sous-Comité et des experts. Les sous-comités ont également invité les États concernés à participer à l'examen de leur rapport.

En réponse à la note verbale du Secrétariat datée du 23 octobre, par laquelle tous les États Membres, notamment les membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité, ont été priés de fournir une liste de points de contact, l'un à la Mission permanente et l'autre au ministère ou à l'organisme gouvernemental compétent, 177 États ont présenté des réponses. Au total, 28 organismes des Nations Unies et départements du Secrétariat et 35 organisations internationales ou régionales ont également répondu.

En réponse aux notes verbales adressées aux États Membres et aux organisations internationales ou régionales en mesure d'apporter une aide dans le domaine des pratiques législatives et administratives visées dans la résolution 1373 (2001), 19 réponses sont parvenues de 10 États (Bahamas, Canada, Chine, Cuba, Espagne, États-Unis, France, Japon, Norvège et Royaume-Uni) et des neuf organisations suivantes :

Secrétariat du Commonwealth, Commission européenne, Fonds monétaire international, Comité interaméricain contre le terrorisme, Agence internationale de l'énergie atomique, Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Organisation maritime internationale et Organisation internationale du Travail. Ces réponses ont été incorporées dans le répertoire des sources d'assistance qui peut être consulté sur le site Web du Comité, avec d'autres renseignements pertinents.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu 37 séances officielles plénières et 69 réunions de sous-comités (36 réunions avec la participation d'experts et 33 avec des États Membres). Le Président a également organisé 17 réunions avec des États Membres intéressés. Le Conseil de sécurité a tenu une réunion ministérielle consacrée aux travaux du Comité le 12 novembre 2001, des consultations informelles le 2 avril et trois débats publics les 18 janvier, 15 avril et 27 juin, respectivement.

À l'issue de son deuxième débat public, le 15 avril, le Conseil de sécurité, par une déclaration de son Président (S/PRST/2002/10), a confirmé dans leurs fonctions, pour six mois supplémentaires, le Président et les autres membres du Bureau. Le Conseil de sécurité a également invité le Comité à faire rapport sur ses activités à intervalles réguliers et a déclaré qu'il comptait revoir la structure et les activités du Comité le 4 octobre 2002 au plus tard.

---

## Appendices

### **I** **Liste des membres du Conseil de sécurité en 2001 et 2002**

<b>2001</b>	Bangladesh	<b>2002</b>	Bulgarie
	Chine		Cameroun
	Colombie		Chine
	États-Unis d'Amérique		Colombie
	Fédération de Russie		États-Unis d'Amérique
	France		Fédération de Russie
	Irlande		France
	Jamaïque		Guinée
	Mali		Irlande
	Maurice		Maurice
	Norvège		Mexique
	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		Norvège
	Singapour		République arabe syrienne
	Tunisie		Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
	Ukraine		Singapour

---

## **II Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité**

Les représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires dont les noms suivent ont représenté leur pays au Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002.

### **Bangladesh<sup>a</sup>**

M. Alhaj Abdus Samad Azad\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Reaz Rahman\*\*\* (Ministre d'État chargé des affaires étrangères)  
M. Anwarul Karim Chowdhury  
M. Iftekhar Ahmed Chowdhury  
M. Munshi Faiz Ahmad  
M. M. Ruhul Amin  
M. M. Shameem Ahsan  
M. Muhammad Ali Sorcar

### **Bulgarie<sup>b</sup>**

M. Stefan Tafrov  
M. Rayko Raytchev  
M. Petko Draganov

### **Cameroun<sup>b</sup>**

M. Martin Belinga-Eboutou  
M. Iya Tidjani  
M. Martin Chungong Ayafor  
M. Mathieu Blaise Banoum  
M. Félix Mbayu  
Mme Catherine Mahouve Same  
M. Léonard Bindzi  
M. Jacques-Alfred Mdoumbe Eboule  
M. Ferdinand Ngoh Ngoh

---

\* Chef d'État ou de gouvernement, à la 4410e séance, le 9 novembre 2001.

\*\* Ministre des affaires étrangères, aux 4333e, 4334e, 4355e, 4362e, 4363e, 4401e à 4404e, 4413e, 4414e, 4416e (privée), 4417e, 4459e (privée), 4460e à 4465e, 4484e, 4485e, 4497e, 4537e à 4542e, 4556e (privée), 4557e et 4577e séances, les 21 juin, 2 et 31 août, 31 octobre, 12, 13 et 15 novembre 2001, 29 au 31 janvier, 5, 6 et 26 mars, 20 au 23 mai, 20 et 21 juin et 18 juillet 2002.

\*\*\* Vice-Ministre des affaires étrangères, aux 4413e, 4414e, 4459e (privée), 4460e, 4462e et 4577e séances, les 12 et 13 novembre 2001, 29 et 30 janvier et 18 juillet 2002.

**Chine**

M. Tang Jiaxuan\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Wang Yingfan  
M. Shen Guofang  
M. Zhang Yishan  
M. Chen Xu

**Colombie**

M. Guillermo Fernández de Soto\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Alfonso Valdivieso  
M. Andrés Franco  
M. Nicolás Rivas  
M. Fabio Ocaziones  
M. José Renato Salazar  
Mme Sofia Salgado de Gómez  
M. Guillermo Francisco Reyes  
Mme Alma Viviana Pérez  
M. Mauricio Baquero  
Mme Mirza Gnecco  
Mme Aura Lucía Lloreda  
Mlle Elisa Vargas

**États-Unis d'Amérique**

M. Colin L. Powell\*\* (Secrétaire d'État)  
M. John D. Negroponte  
M. James B. Cunningham  
M. Richard S. Williamson  
M. Sichan Siv  
M. Patrick Kennedy  
M. Donald S. Hays  
M. Cameron Hume  
M. Robert B. Rosenstock  
M. Mark C. Minton  
M. Howard Stoffer  
Mme Maura Connelly  
M. Josiah B. Rosenblatt  
M. Charles N. Rostow  
Mme Carolyn L. Willson

**Fédération de Russie**

M. Igor S. Ivanov\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Sergey V. Lavrov  
M. Gennadi M. Gatilov  
M. Andrei E. Granovsky  
M. Yuriy N. Isakov  
M. Sergey N. Karev  
M. Vladimir Y. Tarabrin  
M. Vladimir F. Zaemsky  
M. Alexander V. Konuzin  
M. Andrey S. Zykov  
M. V. L. Vasiliev  
M. V. K. Safronkov  
M. A. V. Sternik  
M. Ilya Y. Avdeev  
M. V. A. Leplinsky  
M. Yuri M. Rudakov

**France**

M. Hubert Védrine\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Jean-David Levitte  
M. Yves Doutriaux  
M. Pascal Teixeira da Silva  
M. Jean-Luc Florent  
Mme Emmanuelle d'Achon

**Guinée<sup>b</sup>**

Mme Camara Hadja Mahawa Bangoura\*\* (Ministre des affaires étrangères et de la coopération)  
M. François Lonsény Fall\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Boubacar Diallo  
M. Mamadouba Camara  
M. Paul Goa Zoumanigui  
M. Mohamed Chérif Diallo  
M. Cheick Ahmed Tidiane Camara  
M. Jean Baptiste Grovogui  
M. Almamy Barbara Toure

**Irlande**

M. Brian Cowen, T. D.\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
Mme Liz O'Donnell, T. D.\*\*\* (Ministre d'État chargée des affaires étrangères)  
M. Richard Ryan  
M. David Cooney  
M. Gerard Corr  
Mme Philomena Murnaghan  
M. J. P. Kavanagh  
M. John Deady  
M. Maurice Biggar  
M. Frank Smyth  
Mme Elizabeth McCullough  
M. Julian Clare  
M. Peter Barcroft  
Mme Barbara Cullinane

**Jamaïque<sup>a</sup>**

M. Percival James Patterson, PC, QC, MP\* (Premier Ministre)  
M. K. D. Knight, MP\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
Mlle Mignonette Patricia Durrant, CD  
M. Curtis A. Ward  
Mme Diane M. Quarless  
Mme Joan E. Thomas

**Mali<sup>a</sup>**

M. Modibo Sidibe\*\* (Ministre des affaires étrangères et des Maliens à l'étranger)  
M. Moctar Ouane  
M. Sékou Kassé  
M. Cheickna Keita  
M. Issouf Oumar Maiga

**Maurice**

M. Anil Kumarsingh Gayan\*\* (Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale)  
M. Anund Priyay Neewoor  
M. Jagdish Dharamchand Koonjul  
M. Mohamed Iqbal Latona  
M. Bijayeduth Gokool  
M. Khemraj Jingree  
M. Janmajaising Bissoundoyal  
M. Rakesh Bhye Bhuckory  
Mme Bineshwaree Napaul  
Mme Vimla Huree-Agarwal  
M. Dineshwur Ramjuttun  
Mme Marie Jocelyne Stella Réhaut

**Mexique<sup>b</sup>**

M. Miguel Marín Bosch\*\*\* (Sous-Secrétaire aux relations extérieures pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe et l'Organisation des Nations Unies)  
M. Jorge Eduardo Navarrete  
M. Adolfo Aguilar Zinser  
Mme Roberta Lajous  
M. Luis Alfonso de Alba  
Mme Angélica Arce  
M. León Rodríguez  
M. Ernesto Herrera  
Mme Pilar Escobar

**Norvège**

M. Jan Petersen\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Kim Traavik\*\*\* (Secrétaire d'État chargé des affaires étrangères)  
M. Ole Peter Kolby  
M. Wegger Christian Strømmen  
M. Hans Brattskar  
M. Jostein Leiro  
M. Paul Gulleik Larsen  
M. Kjell Kristian Egge  
Mme Laila Stenseng  
M. Geir Sjøberg  
Mme Monica Furnes  
M. Haakon Gram-Johannessen  
M. Dag H. Nylander

**République arabe syrienne<sup>b</sup>**

M. Farouk Al-Shara'\*\*\* (Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères)  
M. Mikhail Wehbe  
M. Fayssal Mekdad  
M. Riadh Dawudy  
M. Milad Atieh  
M. Ghassan Obeid  
M. Husam-edin A'ala  
M. Bassam Sabagh  
Mme Hanady Kabour  
M. Haydar Ali Ahmad

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

M. Jack Straw M. P.\*\* (Secrétaire d'État aux affaires étrangères et au Commonwealth)  
Mme Valerie Amos\*\*\* (Ministre pour l'Afrique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth)  
Sir Jeremy Quentin Greenstock, KCMG  
M. Stewart Eldon, CMG, OBE  
M. Alistair Harrison  
M. John Grainger  
M. Nicholas Seymour  
M. Stephen Noakes

**Singapour**

M. Shunmugam Jayakumar\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Kishore Mahbubani  
Mlle Christine Lee Geok Kim  
Mlle Tan Yee Woan  
M. Yap Ong Heng  
M. Zainal Arif Mantaha  
M. How Lip Cheng  
Mme Foo Chi Hsia  
Mlle Vanessa Chan Yuen Ying  
M. Umej Singh Bhatia  
M. Gerard Ho Wei Hong  
Mlle Lynette Long Li Shen  
M. Patrick Sim Teck Cheng  
M. Lau Peet Meng  
M. Yong Meng Wah  
M. Eric Chong Kian Keong  
Mlle Sharon Lim En-Ai

**Tunisie<sup>a</sup>**

M. Habib Ben Yahia\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Noureddine Mejdoub  
M. Othman Jerandi  
M. Mokhtar Chaouachi  
M. Mohamed Saiah Tekeya  
M. Fadhel Ayari  
Mme Radhia Achouri  
M. Ali Cherif  
M. Anouar Ben Youssef

**Ukraine<sup>a</sup>**

M. Anatoliy Zlenko\*\* (Ministre des affaires étrangères)  
M. Valeriy Kuchinsky  
M. Volodymyr G. Krokmal  
M. Markiyany Z. Kulyk  
M. Oleksandr D. Shevchenko  
M. Oleh V. Herasymenko  
M. Vsevolod O. Sobko  
M. Vyacheslav V. Yatsyuk  
M. Yuriy Polurez  
M. Volodymyr Bandura  
M. Ihor Semenyuk  
Mme Oksana Boyko  
M. Yuriy I. Khomenko  
M. Danylo R. Lubkivsky  
M. Andriy Beshta

*Notes*

<sup>a</sup> Pays dont le mandat a pris fin le 31 décembre 2001.

<sup>b</sup> Pays dont le mandat a commencé le 1er janvier 2002.

---

### III

## Présidents du Conseil de sécurité

Les représentants ci-après ont rempli les fonctions de Président du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002 :

---

<b>Bangladesh</b>	
M. Anwarul Karim Chowdhury . . . . .	16-30 juin 2001 <sup>a</sup>
<b>Chine</b>	
M. Wang Yinfan . . . . .	1er-31 juillet 2001
<b>Colombie</b>	
M. Alfonso Valdivieso . . . . .	1er-31 août 2001 <sup>b</sup>
<b>France</b>	
M. Jean-David Levitte . . . . .	1er-30 septembre 2001
<b>Irlande</b>	
M. Richard Ryan . . . . .	1er-31 octobre 2001 <sup>c</sup>
<b>Jamaïque</b>	
Mme Mignonette Patricia Durrant . . . . .	1er-30 novembre 2001 <sup>d</sup>
<b>Mali</b>	
M. Moctar Ouane . . . . .	1er-31 décembre 2001
<b>Maurice</b>	
M. Jagdish Dharamchand Koonjul . . . . .	1er-31 janvier 2002 <sup>e</sup>
<b>Mexique</b>	
M. Adolfo Aguilar Zinser . . . . .	1er-28 février 2002
<b>Norvège</b>	
M. Ole Peter Kolby . . . . .	1er-31 mars 2002 <sup>f</sup>
<b>Fédération de Russie</b>	
M. Sergey V. Lavrov . . . . .	1er-30 avril 2002
<b>Singapour</b>	
M. Kishore Mahbubani . . . . .	1er-31 mai 2002 <sup>g</sup>
<b>République arabe syrienne</b>	
M. Mikhail Wehbe . . . . .	1er-30 juin 2002 <sup>h</sup>
<b>Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord</b>	
Sir Jeremy Quentin Greenstock, KCMG . . . . .	1er-31 juillet 2002 <sup>i</sup>

---

<sup>a</sup> M. Alhaj Abdus Samad Azad, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, a présidé les 4333e et 4334e réunions, le 21 juin 2001.

<sup>b</sup> M. Guillermo Fernández de Soto, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a présidé les 4355e, 4362e et 4363e séances, les 2 et 31 août 2001.

<sup>c</sup> M. Brian Cowen, T.D., Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, a présidé les 4401e, 4402e, 4403e et 4404e séances, le 31 octobre 2001.

<sup>d</sup> M. Percival James Patterson, PC, QC, MP, Premier Ministre de la Jamaïque, a présidé la 4410e séance, le 9 novembre 2001; M. K. D. Knight, MP, Ministre des affaires étrangères de la Jamaïque, a présidé les 4413e, 4414e, 4416e (tenue à huis clos) et 4417e séances, les 12, 13 et 15 novembre 2001.

*(Suite des notes)*

<sup>e</sup> M. Anil Kumarsingh Gayan, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale de Maurice, a présidé les 4459e (tenue à huis clos), 4460e, 4461e, 4462e, 4463e, 4464e et 4465e séances, les 29, 30 et 31 janvier 2002.

<sup>f</sup> M. Jan Petersen, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a présidé les 4484e, 4485e et 4497e séances, les 5, 6 et 26 mars 2002.

<sup>g</sup> M. Shunmugam Jayakumar, Ministre des affaires étrangères de Singapour, a présidé les 4537e, 4538e, 4539e, 4540e, 4541e et 4542e séances, les 20, 22 et 23 mai 2002.

<sup>h</sup> M. Farouk Al-Shara', Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, a présidé les 4556e (tenue à huis clos) et 4557e séances, les 20 et 21 juin 2002.

<sup>i</sup> La Baronne Valerie Amos, chargée des questions africaines au Ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a présidé la 4577e séance, le 18 juillet 2002.

---

## **IV Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002**

### **Résolutions du Conseil de sécurité 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)**

S/2001/707	17 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/832	29 août 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/910	25 septembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1002	23 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1131	27 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/105	21 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/106	23 janvier 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/122	24 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/183	20 février 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/366	5 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/611	3 juin 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/725	3 juillet 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

### **La situation en Bosnie-Herzégovine**

S/2001/688	11 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/723	20 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/820	24 août 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/868	14 septembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/911	25 septembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1001	23 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1167	10 décembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/17	3 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/154	6 février 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/209	26 février 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/230	4 mars 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/355	3 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/496	30 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/529	2 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/530	7 mai 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/547	15 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/605	30 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/726	3 juillet 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation en Croatie**

S/2001/872	10 septembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/873	17 septembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

S/2002/304	18 mars 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/678	17 juin 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation en Somalie**

S/2001/1097	16 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1098	21 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/176	12 février 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/177	19 février 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/575	23 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation entre l'Iraq et le Koweït**

S/2001/682	9 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/758	1er août 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/818	23 août 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/936	4 octobre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/945	5 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1029	26 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1030	29 octobre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1064	2 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1065	12 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1082	13 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1083	16 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1172	5 décembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/19	3 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/349	4 avril 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/367	9 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/608	30 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/666	13 juin 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation au Burundi**

S/2001/1207	7 décembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/430	17 avril 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/719	27 juin 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/720	2 juillet 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation en Sierra Leone**

S/2001/693	12 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/722	23 juillet 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1320	26 décembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/246 et Corr.2 et 3	6 mars 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation concernant le Sahara occidental**

S/2001/1041	30 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1042	2 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1067	12 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/766	10 juillet 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/767	16 juillet 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation en République centrafricaine**

S/2001/690	9 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/691	12 juillet 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation concernant la République démocratique du Congo**

S/2001/632	25 juin 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/760	31 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/761	2 août 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/950	3 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/951	8 octobre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2001/1072	10 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/16	2 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/139	28 janvier 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/341	1er avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/430	17 avril 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/565	22 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/619	4 juin 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/762	9 juillet 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/763 12 juillet 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation au Timor oriental**

S/2001/781 7 août 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/782 13 août 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/350 2 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/351 4 avril 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/839 23 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/840 26 juillet 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation en Afghanistan**

S/2001/887 18 septembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/934 3 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/937 4 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2001/952 5 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/1056 7 novembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/1154 5 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/156 4 février 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/157 8 février 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/235 4 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/516 2 mai 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation en Géorgie**

S/2002/643 23 mai 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/644 7 juin 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation au Moyen-Orient**

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban**

S/2001/766 2 août 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/767 6 août 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/326 26 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/327 28 mars 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment**

S/2002/326 26 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/327 28 mars 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

S/2002/369 10 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/475	22 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/504	1er mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/511	2 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents : réunions du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents**

**Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**

S/2001/1082	13 novembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1083	16 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo**

S/2001/760	31 juillet 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/761	2 août 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental**

S/2002/350	2 avril 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/351	4 avril 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment**

S/2002/326	26 mars 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/327	28 mars 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental**

S/2001/1041	30 octobre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/1042	2 novembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/766	10 juillet 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/767	16 juillet 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka**

S/2001/872	10 septembre 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/873	17 septembre 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban**

S/2001/766	2 août 2001	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2001/767	6 août 2001	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie**

S/2002/643	23 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/644	7 juin 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine**

S/2002/529	2 mai 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/530	7 mai 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par les actes terroristes**

S/2001/1164 7 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/442 17 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie**

S/2002/129 31 janvier 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/423 15 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/732 5 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation en Angola**

S/2001/676 9 juillet 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/973 16 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2001/1009 24 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/411 11 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/412 12 avril 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/487 26 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/714 25 juin 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/715 28 juin 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/768 11 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/769 16 juillet 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 26 avril 1996**

S/2001/849 6 septembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation au Libéria**

S/2001/981 12 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/982 18 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/23 31 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/24 4 janvier 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/237 5 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/774 17 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Protection des civils en période de conflit armé**

S/2001/614 21 juin 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2001/712 16 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation à Chypre**

S/2001/1182 5 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1184 6 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général  
reçues entre le 16 juin 2001 et le 31 juillet 2002**

---

S/2001/1162 10 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1183 12 décembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2001/1185 12 décembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/284 13 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/285 18 mars 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

S/2001/1128 26 novembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1129 29 novembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/294 14 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/295 19 mars 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/770 11 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/771 15 juillet 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation en Afrique**

S/2001/1031 29 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1032 31 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2001/1178 29 novembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1179 12 décembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation dans la région des Grands Lacs**

S/2001/1095 16 novembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1096 21 novembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/430 17 avril 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2002/772 11 juillet 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2002/773 16 juillet 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**La situation en Guinée-Bissau**

S/2001/960 5 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/961 10 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général  
S/2001/1180 5 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/1181 12 décembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991, adressées par la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique**

S/2002/131 28 janvier 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La question indo-pakistanaise**

S/2001/710 13 juillet 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité  
S/2001/711 18 juillet 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/593 23 mai 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/594 29 mai 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

S/2001/764 29 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité et Corr.1

S/2002/241 4 mars 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

S/2001/988 22 octobre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/1028 31 octobre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2001/1202 10 décembre 2001 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2001/1203 14 décembre 2001 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Communication concernant la mise en oeuvre de l'accord entre l'agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires**

S/2002/211 27 février 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**La situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane**

S/2002/501 26 avril 2002 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2002/502 1er mai 2002 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

